

FPH n° DD 77

l'honneur des pauvres

Valeurs et stratégies
des populations dominées
à l'heure de la mondialisation

Noël Cannat

Les Éditions Charles Léopold Mayer constituent l'une des activités de l'association «La librairie FPH» dont l'objectif général est d'aider à l'échange et à la diffusion des idées et des expériences de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH) et de ses partenaires. On trouvera en fin d'ouvrage un descriptif sommaire de cette Fondation, ainsi que les conditions d'acquisition des ouvrages et dossiers édités et coédités.

L'auteur

Noël Cannat, sociologue, ancien expert pour les Nations unies et la Banque mondiale, a publié aux éditions L'Harmattan : « Sous les bidons, la ville » ; « À travers les bidonvilles de l'espoir » (1988), « Le pouvoir des exclus » ; « Pour un nouvel ordre culturel mondial » (1990). « La force des peuples » ; « À la conquête de la ville-monde » (1993).

© Éditions Charles Léopold Mayer — La librairie FPH, 1997

Dossier FPH n° DD77 ISBN : 2-84377-002-5

Diffusion : La librairie FPH, 38 rue Saint-Sabin, 75011 PARIS

Graphisme et mise en page : Madeleine Racimor

Maquette de couverture : Vincent Collin

«Le développement économique est comme une bombe à neutrons qui tue l'âme d'une culture en laissant intactes ses structures matérielles.»

Susan Hunt

SOMMAIRE

Préambule : L'honneur des pauvres	9
Chapitre I : Quel espoir pour les exclus de la ville-monde ?	17
Villes et mégapoles	17
Bidonvilles	18
Métropoles	20
Des espaces de rencontres	22
Le rachat du passé	24
La Déclaration de Caracas	25
La rationalité des pauvres	27
Chapitre II : Valeurs et Stratégies de la résistance culturelle	31
Les Africains	32
Les Sud-Américains	34
Les Orientaux	38
Les Européens « aux limites »	43
Les Européens « du noyau »	48
Comment vivre la diversité dans la paix ?	51
Chapitre III : Que viva el Perú 1995 !	55
Culture et civilisation	55
L'action du PRATEC ou comment revigorer la culture andine	57
Villa el Salvador ou comment la culture recrée la civilisation	64
Perspectives	69
Chapitre IV : Le pouvoir des gens au Sri Lanka	73
Les Tigres	73
La colère villageoise	74
Le renforcement du pouvoir des gens	78
L'action de l'IRED-ASIE ou comment répliquer à la globalisation	79
Les échanges entre paysans	81
Chapitre V : Modernisation et pauvreté en Inde	83
L'explosion des moteurs à Bangalore (Karnataka)	83
Le combat des pêcheurs	86
L'action de LACIM sur la côte de Malabar	90

Chapitre VI : Violence et non violence	95
L'hindouisme militant	95
Les Comités de paix de Bangalore	97
Les luttes paysannes	101
Chapitre VII : Bombay/Calcutta : La globalisation en défaut	105
Une danse du cœur et des sens	105
L'initiative des citoyens	110
Les organisateurs communautaires	113
Chapitre VIII : 1498/1998 : La fin des temps modernes	117
La victoire de l'Occident	117
Alternatives	123
L'éveil des opprimés	126
Chapitre IX : Delhi/Madras : Coup d'œil sur le monde	131
L'invention du futur	131
Les puissances d'argent sont déchaînées	134
Les technologies écrasent le vivant	136
L'hégémonie des classes moyennes paralyse la pensée concrète des peuples	140
L'esprit de représailles nourrit le terrorisme	143
Les Indes de l'Est et de l'Ouest entretiennent la danse de la vie	146
Conclusions : Pistes pour une stratégie de mise en mouvement	149
Relativiser la notion de moteur	149
Retrouver le savoir de la vie	151
Aller aux sources de l'éveil des pauvres	153
Annexes :	
1. Index des personnes et auteurs cités	157
2. Index des sigles (instituts et associations)	165

PRÉAMBULE

L'HONNEUR DES PAUVRES

Les peuples s'éveillent. Non pas comme le suggérait Gilles Kepel, par l'effet de quelque « revanche de Dieu » qui les lancerait à la conquête du monde, mais parce que le doublement du nombre des hommes passés de trois à six milliards en trente ans, combiné à une diffusion quasi instantanée de l'information, a imprimé à la **conscience collective de l'humanité** un prodigieux élan auquel les médias absorbés par mille fariboles ne rendent pas assez justice.

Les peuples du Premier Monde (baptisé « Tiers monde » aux temps de la « guerre froide »), les « arriérés » dont on ne parle pas volontiers, se saisissent désormais des outils forgés par les héritiers des Lumières, pour exprimer leur certitude, **la certitude humaine fondamentale** dédaignée par tous les marchés, que « LES SOCIÉTÉS NE SE COMPRENNENT PAS À PARTIR DES OBJETS », mais que « ce sont les objets qui, en dépit des apparences, sont compris en fonction des sociétés », comme l'a écrit un universitaire nigérian, Mamadou Balla Traore (*Dossier IFDA N° 80, 1^{er} trim. 1991*).

C'est une sorte d'imposture et une atteinte à l'honneur des deux tiers de l'humanité, que de prétendre réduire cet éveil aux dérives sectaires qui font la « une » des journaux. Les peuples qui se dressent tirent leur force d'**un refus** : celui d'une vision de l'homme désarticulé par l'idéologie binaire de la machine, ramené à un schéma abstrait d'actions et de réactions (« stimulus-réponse »), invitant à la rétorsion, à la froide logique des représailles, aux comportements pavloviens régis par la carotte et le bâton.

Leur redressement n'est pas une « revanche » de Dieu, mais **une revanche de l'homme sur ses propres outils**, une réhabilitation de la pensée traditionnelle respectueuse du vivant, dédaignée par la pensée moderniste, abusive et mutilante dans sa volonté de transformer, d'exploiter, de violer la nature. Trop longtemps confondu avec l'élimination des vestiges du passé, avec la perte de la mémoire, le véritable développement se propose enfin au grand jour comme le couronnement d'une croissance asservie au maintien d'une **harmonie active** entre l'homme et l'univers. Depuis l'effondrement du collectivisme bolchevik, à la fin des années 80, plus rien ne peut cacher aux opprimés l'essence culturelle du conflit qui les oppose au monde industrialisé. Dans la brèche ouverte, les forces du

marché se sont engouffrées et prétendent courber à leur logique toutes les fiertés des hommes.

Deux mots dominent désormais notre vocabulaire : mondialisation et globalisation. En soi, la mondialisation n'est pas un drame. C'est un fait avéré sur le plan des techniques de production, d'échange, de transport, d'information... L'époque moderne a produit un monde complexe dont les parties sont très fortement interconnectées. C'est ce fait mondial qui donne du poids à l'opinion internationale lorsque les intérêts de l'humanité sont bafoués au Tibet, en Bosnie, en Tchétchénie, au Liban ou dans les atolls du Pacifique...

La globalisation, en revanche, c'est autre chose. C'est, nous dit Pierre Calame* «une utopie enracinée dans la culture américaine : le meilleur moyen pour atteindre le bien commun, c'est que chacun produise ce qu'il est le mieux placé pour faire. C'est une idéologie qui prétend renvoyer le fonctionnement de la société à des lois de nature», justifiant ainsi «la pression permanente sur les barrières douanières, la dérégulation totale des marchés financiers... en un mot l'idée que nous n'avons pas le choix» et que notre avenir ne nous appartient plus.

La mondialisation ainsi entendue devient, au nom des lois du marché, un phénomène unipolaire, réducteur. Cette "pensée correcte" qui ne se corrige pas elle-même interdit la libre expression des hommes. Elle cherche à écraser la diversité des cultures et des modes de vie sous le rouleau compresseur d'un système d'échanges qui «n'a jamais été économiquement aussi inégalitaire, ni aussi furieusement égalisateur», comme le souligne l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano.

Résister à la globalisation n'est pas refuser de reconnaître les vertus du système capitaliste dans le domaine de la production, ni celles de la recherche scientifique dans l'intelligence du réel, ni les vertus de la démocratie et du combat pour les droits de l'homme dans le maintien d'une paix relative. C'est tout simplement refuser de renverser les priorités fondamentales qui placent **l'Être avant l'Avoir, l'Homme avant ses outils, et les Peuples avant leurs maîtres**. Cessons donc de parler de complots quand nous nous trouvons devant les signes, certes parfois aberrants, d'une **réaffirmation de l'intériorité** opprimée par une «objectivité» devenue folle.

Personne n'a mieux décrit que Cheikh Hamidou Kane dans *L'aventure ambiguë*, les ressorts de ce conflit qui agite aujourd'hui en profondeur le Premier Monde. Le «drame de la modernité» est l'**écrasement du sujet intérieur** sous une lumière crue qui le dénature, désorganise le tissu social endogène, exproprie les savoirs locaux, et accroît la misère humaine en donnant de la valeur «à ce qui n'en a pas dans la plupart des cultures»

* Revue Croissance n° 399, décembre 1996,

(Traore, *op. cit.*). Le rayonnement intérieur qui est la source de la culture d'un peuple (comme d'un individu) est imperceptible sous les projecteurs. Telle est la limite du projet positiviste qui néglige le vide de l'avoir où pourtant ce projet s'inscrit.

Humiliés depuis des siècles, abasourdis par l'arrogance et la démesure de conquérants avides d'or, d'argent, de « pièces d'ébène » pour leurs plantations, les hommes du Sud se retrouvent debout et s'avisent que leurs vainqueurs étaient des nains, incapables de voir plus loin que le bout de leurs épées. Des nains qui, par leur outrecuidance, les ont éblouis, médusés, spoliés, satellisés, renvoyés à l'enfance par leur habileté à tirer parti de la naïveté des vivants.

Avec quelques colliers de verroterie, ils se sont emparés de l'univers, ils lui ont arraché ses richesses au prix d'un travail forcené. Et maintenant que la Terre trépanée, laminée, réduite en poussière, s'engloutit dans l'océan qui se couvre d'un manteau visqueux de pétrole, dans les mégapoles empuanties par les gaz d'échappement, ces techniciens hors pair, ces penseurs émérites, ces économistes qui avaient réponse à tout, admettent enfin du bout des lèvres, que *la planète est en danger*.

Mais au lieu de s'incliner devant « la propension des choses » (François Jullien) qui condamne leur productivisme à tous crins, ils préfèrent chercher encore d'autres techniques (« moins polluantes ») en invitant les plus démunis à sacrifier le peu de biens qui leur restent à la commodité des riches : « la logique économique... veut que des masses de déchets toxiques soient déversés là où les salaires sont les plus bas... J'ai toujours pensé que les pays sous-peuplés d'Afrique étaient largement sous-pollués... par rapport à Los Angeles ou Mexico... », écrivait dans une note interne, M. Lawrence Summers, vice-président de la Banque mondiale (*Courrier International* N° 68, févr. 1992).

Polluons donc les pays pauvres ! Même le *Financial Times* de Londres, peu suspect de « tiers-mondisme », se déclarait choqué : « pour M. Summers, l'environnement semble n'être qu'un monceau de matières premières : quelque chose qui sert à GÉNÉRER DU PNB. Cette attitude n'est pas rare aux États-Unis. » (*op. cit.*). Titillant les claviers de leurs ordinateurs, fascinés par des jeux électroniques les sommant d'« évacuer toute subjectivité », ces esprits rationnels sachant si bien tirer parti de tout et faire la leçon aux autres, en viennent à revendiquer leur aveuglement comme une marque de maturité. « Il faudra pourtant bien que l'homme s'adapte à la technologie... On ne fera plus machine arrière », affirment sentencieusement les thuriféraires d'une mondialisation qui, rendue enragée par la montée des pauvres qui « se reproduisent comme des lapins », cherche à précipiter toutes les cultures dans le « melting pot » américain.

Le NON ne supporte pas le OUI, l'esprit critique veut toujours avoir le dernier mot. L'assentiment, le consensus communautaire, la soumission à l'ordre d'un moment, il les méprise, les écrase, les déshonore en les taxant

de lâcheté. Le NON qui investit au lieu de partager, qui licencie au lieu de mieux répartir les charges, qui rabâche sans cesse « on n'arrête pas le progrès », pour justifier par la liberté d'inventer et d'entreprendre des atteintes cruelles aux droits de l'homme les plus fondamentaux (**manger, dormir, marcher, parler, s'associer** à d'autres), ce NON-là ne respecte pas le OUI timide des pauvres, le « oui mais » qui, entendu, ouvre la voie à la régulation.

Les riches ne prennent en compte les opprimés que lorsque le **NON** des explosions leur éclate à la figure, parlant le seul langage qu'ils comprennent : celui de la barbarie. Mais la violence avilit celui qui y recourt, la contrainte affaiblit la cause défendue, la volonté de convaincre elle-même suffit à obscurcir les débats. Seule a vertu de conviction **l'opposition franche qui s'offre sans trembler à la répression**. C'est ce NON-là, c'est le « satyagraha » qui a triomphé de l'Empire des Indes avec Gandhi, qui tente aujourd'hui de se frayer une voie parmi les colonisés de naguère. Et le défi ainsi lancé au NON matérialiste des Occidentaux, manipulateur, et destructeur de la planète, signe *la fin des Temps Modernes*.

C'est ce défi d'une négation non violente de l'écrasement culturel par une affirmation positive, purifiée des scories du ressentiment, le défi d'une tradition repensée de façon critique face à l'imposture d'une modernité envahissante et pleine d'elle-même, qui fait l'objet de ce livre. Par milliards, les hommes du Premier Monde, Méditerranéens, Africains, Américains, Asiatiques, s'apprêtent à réaffirmer **l'autorité des vivants** face à ce qu'est devenu l'être occidental depuis la fin du Moyen Age, ce merveilleux essor de la Renaissance redécouvrant Platon dans les jardins des Médicis : implacable volonté de puissance, impérialisme de la raison raisonnante, refus orgueilleux de la hiérarchie naturelle qui subordonne les choses aux hommes et les hommes à Dieu.

Aux cultures occidentales du NON/OUI/NON (tout critiquer/tout tolérer/faire table rase du passé), où certains voient déjà leur triomphe et « la fin de l'Histoire », s'opposent du Maghreb au Yucatan en passant par l'Inde et la Chine, **les cultures du OUI/NON/OUI** (accepter/refuser/perdurer), redevenues crédibles après une éclipse pluri-séculaire, devant l'échec moral de l'Occident. Avec ses mille millions de fidèles et la formidable simplicité de sa doctrine, l'islam n'est qu'une des forces organisées de cette lame de fond qui soulève les humiliés.

A l'horizon économique, le modèle asiatique de croissance révèle la présence d'autres forces en train d'émerger. Si les échanges transatlantiques ont décuplé en un quart de siècle (24 milliards de dollars en 1963, 252 en 1987), les échanges transpacifiques désormais majoritaires ont été multipliés par 30 (9 milliards de dollars en 1963, 266 en 1987). Le Pacifique est depuis dix ans le nouveau pôle du commerce mondial. Or le modèle asiatique est le produit de cultures du OUI/NON/OUI : investissement et plein emploi/couverture sociale restreinte/appétit de consumma-

tion régulé par une certaine permanence du style de vie traditionnel fondé sur la rareté des biens.

Dans ses fondements médiévaux et populaires, l'Occident n'était pas étranger à la logique de la **tendance**, du devenir, à la «pensée par complémentarité» encore familière à ses derniers paysans, mais désormais largement minoritaire et injustement déconsidérée. Le modèle du OUI/NON/OUI était encore celui de l'Europe au XVe siècle. OUI, le monde médiéval, comme le monde antique, était beaucoup moins déséquilibré que le monde moderne; le développement y était moins inégal, le progrès mieux réparti. NON, l'Europe menacée par les Turcs, divisée en États nombreux et faibles, ne connaissait ni l'abondance ni la sécurité. OUI, soumise à l'ordre communautaire traditionnel, elle cherchait déjà l'or et les épices, elle aspirait à découvrir et à évangéliser le monde... (notice de R. Bonnaud dans l'*Atlas Historique* d'Hachette, sous la direction de Pierre Vidal-Naquet).

Le modernisme rationaliste au contraire, qui prévaut dans les pays dits «avancés», néglige complètement «la rationalité du paysan, qui est celle de ses besoins, c'est-à-dire le plus souvent, dans les pays pauvres, ceux de la survie» (P. Drouin, *Le Monde*, 18 février 1992). Aujourd'hui, **le modèle occidental** détruit la communauté (et d'abord la famille) en faisant payer aux chômeurs chassés de leurs postes par une robotisation fondée sur de purs calculs de rentabilité, la liberté laissée aux «battants» (entrepreneurs, spéculateurs, publicitaires) de produire et de vendre n'importe quoi d'utile ou d'inutile.

On dit NON aux besoins réels quand ils ne sont pas solvables, on «dégraisse» les effectifs selon la conjoncture, on crée des exclus, des sans-abri, on réduit des peuples à la famine et au désespoir. Mais pour limiter les dégâts politiques quand l'émotion est trop forte, on dit OUI à l'«humanitaire», on accorde (avec parcimonie) des aides d'urgence. NON sans s'acharner à effacer tout ce qui, dans l'ordre ancien (pré-industriel), mettait un frein à la consommation et de l'ordre dans les valeurs (mépris de l'argent, contraintes physiques, solidarités locales, etc.).

Or, nous explique François Jullien, le modèle occidental fondé sur «**les découpages de la raison spéculative**» est moins propre à PENSER LE RÉEL EN TRANSFORMATION que le modèle asiatique fondé sur «la propension des choses» familière aux sociétés paysannes : OUI à la pérennité de la communauté familiale, NON au présent de l'individu, OUI à l'enrichissement collectif. Si l'homme est vraiment la finalité du développement, n'est-ce pas son **épanouissement subjectif** dans la paix, la dignité, l'indépendance, qu'il faut privilégier?

L'objectif, disent les paysans du Sud, n'est pas la production pour la production, mais LA CONSOMMATION, une consommation modérée de biens essentiels pour arracher les hommes à la hantise de la faim et autoriser l'expression de leurs besoins de libre expression, de dialogue et

d'association. L'accroissement des quantités produites n'a qu'une **valeur relative** qu'il faut savoir sacrifier au plein emploi, à la réduction des temps contraints (travail, transports, attentes), et au partage le plus large possible des avantages de la consommation. Tel est le véritable développement dont les pays d'Occident ont perdu le sens et le goût. Telle est la morale concrète que les prétendus « Nouveaux barbares » du Sud opposeront de plus en plus à la morale abstraite et à la langue de bois économique des pays nantis.

Comment les Olympiens du Nord jugeraient-ils sainement des affaires du monde, livrés qu'ils sont aux entraînements du productivisme et aux mirages du sensationnel ? Comment espérer que, saisis par « l'inertie polaire » (Paul Virilio), blottis dans des logettes informatisées où, avec casques et combinaisons spéciales, ils pourront demain non seulement voir et entendre, mais toucher, manier des objets factices qui deviendront leur univers, ils gardent le moindre souci du quotidien des hommes et des femmes qui souffrent parce qu'ils possèdent encore **le savoir de la vie** ?

En vérité, les Occidentaux obsédés par leurs armes, leurs engins, leurs maladies et leurs déchets, se dérobaient dangereusement à la considération du vivant. A l'image de ces blindés fonçant dans l'indifférence générale sur les barrages de Casques bleus venus au secours de la paix, certains d'entre nous, pris de démence, se préparent à rejeter hors du « monde civilisé », non seulement les rares biens, mais la vie même et les croyances, les évidences majeures des pauvres, seuls face à leur peine depuis l'aube des temps.

Nous en sommes au point où la formidable « pulsion de l'Histoire » dont j'ai senti le souffle en Amérique et en Asie en 1983 (*Sous les bidons, la ville*), en 1989 (*La Force des Peuples*), en 1992 et en 1995, peut encore déferler comme une immense vague largement pacifique. Mais que les maîtres de l'heure se hâtent de reconnaître leurs véritables intérêts : non pas « l'embellissement urbain » comme au Maroc ou en Corée du Sud, au prix d'une misère accrue, non pas les « Alphavilles » et les parcs de loisirs où se réfugient les Olympiens, mais la réforme agraire pour les paysans sans terre, la sécurité foncière pour les « squatters » des bidonvilles, et l'écoute des vœux des opprimés pour faire taire les extrémistes.

Il faut aider les hommes du Premier Monde à retrouver le sens d'une action arrachée au piège mimétique armé par l'Occident, à rationaliser leurs pulsions, à jeter bas les idoles mercantiles sans glisser dans la violence sectaire, à opposer aux fantasmes de confort et de sécurité des hommes du Nord **une nouvelle conscience de l'espace-temps** délivrée de l'emprise exclusive de l'argent. L'espace, fondement des cultures du **OUI** aux racines néolithiques, où « l'ordre est conçu intérieur au devenir », l'espace rural, l'espace du chasseur et du laboureur, l'espace nomade entre ciel et terre, est le seul antidote possible à la force d'inertie qui entraîne vers des espaces virtuels de cauchemar les héritiers pervertis de cette

pensée grecque qui, la première, introduisit dans le devenir un ordre venu de l'extérieur (F. Jullien).

L'union des contraires (la croissance des biens ET le développement des hommes) à laquelle aspirent les pauvres du Premier Monde exige une véritable CONVERSION DE L'OCCIDENT dont le modèle de civilisation est déjà condamné par la force des choses qu'il a déchaînée. Une civilisation ne se réduit pas à la masse de ses connaissances si avancées soient-elles ; elle ne progresse que par **le sens** qu'elle sait leur donner. Toutes les grandes civilisations du passé ont soumis le cerveau du calcul à la conscience de l'immensité, l'ingénieur au sage, et le savoir au discernement. C'est à travers **la reconnaissance de la diversité** et l'approfondissement des cultures arrachées à l'abâtardissement publicitaire, que se réalisera un jour lointain leur union dans une véritable civilisation mondiale relativisant le modèle aujourd'hui dominant.

En octobre 1988, Pierre Calame, président de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme, faisait écho dans *Le Monde Diplomatique* à l'Appel pour des « États Généraux de la Planète » que venait de lancer le *Groupe de Vézelay*. Il y a dans le monde, écrivait-il, un « **front de progrès** » qui s'ignore...

C'est ce front de progrès que nous voudrions contribuer à révéler à lui-même et à faire reconnaître.

I QUEL ESPOIR POUR LES EXCLUS DE LA VILLE-MONDE ?

VILLES ET MÉGAPOLIS

Avant dix ans, la moitié de la population mondiale vivra dans des agglomérations : 33 d'entre elles dépasseront les 10 millions d'habitants (contre 11 en 1985 et 2 en 1950), et 90 % des « pauvres absolus » seront **des citoyens**. En 1993, la population du monde a atteint 5570 millions, avec un accroissement annuel de 80 à 90 millions (+1,6 %). Mais 1300 millions sont **mal nourris**, dont 1000 millions de « pauvres absolus ». En 1995, la population urbaine mondiale représente 2400 millions de personnes. Mais 1000 millions occupent des logements de fortune et 100 millions sont **sans abri**. En 2025, cette population urbaine pourrait atteindre 5000 millions et dépasser 70 % de la population totale. Mais au rythme actuel, **les exclus** se chiffreront par milliards...

L'écart des revenus entre les plus riches (20 % de la population mondiale disposant de 85 % du revenu mondial) et les 20 % les plus pauvres (1,4 %) est passé de 30 contre 1 en 1960, à **61 contre 1** en 1991. Aujourd'hui, la Ville-Monde, selon l'expression de Paul Virilio, rassemble grosso modo trois catégories de personnes : des populations rurales pour peu de temps encore majoritaires, des citoyens, habitants des villes au sens ancien, et les habitants des métropoles et mégapoles.

Dans *la ville ancienne* européenne, composée de la cité, siège de tous les pouvoirs (évêché, hôtel de ville, château, loges des marchands), et de ses faubourgs (fors bourg, bourg extérieur), le capitalisme et la démocratie sous sa forme oligarchique ont pris naissance, à Venise, Bruges, Amsterdam... (cf. Braudel, *Le Temps du Monde*). La ville ancienne où s'affine et triomphe la pensée concrète des laboureurs, des charpentiers, des tisserands, des hommes d'armes, est **une globalité, une création de l'imaginaire collectif** dont peu à peu se dégage la pensée abstraite des hommes de lois, des édiles et des banquiers.

Cas exceptionnels mis à part (villeneuves, bastides, cités de prestige sorties de l'imagination d'un prince, comme en Inde, Fatehpur Sikri), la ville ancienne ne doit pas grand-chose aux architectes et aux urbanistes. C'est le produit au fil des temps de myriades d'initiatives privées et

publiques qui se confortent ou se contredisent, sans plan d'ensemble ni programme de financement global.

Dans ses rues étroites, le piéton est roi. Comme disait cet ouvrier marocain de Rabat : «à la ville, tout le monde est caïd!». En ville, on échappe pour une large part aux contraintes du clan, de la tribu, des féodaux qui tiennent le pays; on vient y chercher «le pain et l'éducation», l'état de droit et, dans une certaine mesure, l'**empire de la raison**, avec des possibilités de développement presque infinies.

Tout autre est *la mégapole*, la ville nouvelle surgie au cœur de la ville ou à quelque distance par la volonté de l'État, des banques, des sociétés multinationales, dont les tours de plus de trente étages, les garages souterrains, les autoroutes urbaines, affichent la volonté de puissance, de vitesse et de profit. La pensée abstraite fondée sur les calculs des financiers, des promoteurs, des technocrates en quête d'«économies d'échelle» et de rentabilité, y triomphe absolument sans considération pour l'agglomération ancienne qui se défait sous leurs coups.

A Sao Paulo, à Rio, **la mégapole mange la ville** comme naguère les faubourgs ont «mangé» les villages suburbains, mais elle en transforme aussi totalement l'esprit. La pensée concrète recule; la vision «globale» des habitants est mise en pièces et remplacée par une mosaïque d'activités localisées (logement, travail, distractions, écoles), où s'organise le «métro-boulot-dodo» des banlieusards; la circulation humaine, la vie de relations, la bénédiction du silence, se dissolvent dans la marée automobile...

Dès 1950, Shangai et New-York dépassaient les 10 millions d'habitants. Sao Paulo qui ne les a atteints qu'en 1975, en compte aujourd'hui plus de 20, comme Mexico et Tokyo. On estime qu'en 2010, la conurbation Rio-Sao Paulo pourrait totaliser 40 millions d'habitants sur 560 km...

BIDONVILLES

Autour de ces mégapoles souvent issues des villes coloniales bâties sur le modèle européen, s'étendent par milliers, *des bidonvilles*. En Afrique, en Amérique, en Asie, le bidonville, la «favela», le «slum», n'a rien de commun avec la mégapole qui parasite la ville. Le bidonville peuplé d'habitants sans titres, de «squatters», **c'est la ville en gésine**, expression de la culture autochtone dressée comme la médina de jadis face à la ville européenne, c'est la ville des pauvres, revanche muette et obstinée de la pensée concrète sur la mégalomanie des politiques et des puissances d'argent. Avec ses quelques centaines ou centaines de milliers d'habitants,

le bidonville est un milieu urbain puissamment évolutif, en expansion, en transformation permanente, du fait de LA VOLONTÉ DE SURVIE qui anime sa population.

Du sort réservé aux bidonvilles par les autorités locales ne dépend rien moins que la renaissance de la ville. Lorsque ces autorités se résignent bon gré mal gré à la consolidation du bidonville évolutif, on voit celui-ci (comme Douar Doum à Rabat ou Nova Holanda à Rio) se changer de quartier précaire bâti dans l'illégalité, en quartier populaire, où la pensée concrète des habitants s'invente pour survivre **une culture de l'urgence** en marge des lois.

Peu à peu, un micro-développement ascendant fondé sur la revendication d'un statut foncier légal, sur la croissance d'une économie « non formelle » assurant le pain ou le riz quotidien grâce à de multiples réseaux ethniques et familiaux, et sur la multiplication d'initiatives populaires (souvent du fait des femmes) dans les domaines du logement, de la santé, de l'éducation des jeunes et de la lutte contre la drogue, reconstitue **un milieu urbain** totalement nouveau, mais plus proche, tout compte fait, de la ville ancienne que de la mégapole des puissants.

Le drame surgit lorsque les autorités métropolitaines figées dans des modèles d'urbanité remontant à l'époque coloniale, et trop dociles aux pressions des « lobbies », bloquent par la violence policière la ville qui renaissait par la ténacité des pauvres, et font ainsi le jeu des gangs et des groupes extrémistes. A Séoul, les bidonvilles semi-ruraux des années 60 et 70, amorces de faubourgs ouvriers et de ceintures maraîchères, cèdent la place au « redéveloppement urbain » géré par des sociétés immobilières, tandis que leurs habitants, tous espoirs brisés, vont s'entasser dans des **bidonvilles-pourrissoirs** où leurs enfants glissent dans la délinquance et la prostitution ou tombent sous l'emprise des mafias.

Autre drame dans les villes riches comme Paris, Hong-Kong ou Singapour, où les autorités ont imposé au mépris de l'initiative populaire, le relogement dans de **grands ensembles**, tours et barres de béton sur le modèle de la mégapole, en fonction non pas des réseaux de solidarités tissés dans le bidonville, mais de la tranche de revenus de chacun. Une mentalité de ghetto, de quartier réservé, s'y développe au détriment de la pensée concrète et de l'organisation spontanée qui faisaient la force des premiers paysans urbanisés.

Des anciens apprentis caïds, des migrants novateurs, des pionniers ruraux venus affronter (et rénover) la ville, la mégapole qui ne veut connaître que les cols blancs des classes moyennes, fait d'abord des prolétaires, puis des chômeurs et des exclus, enfin parfois des « terroristes ». Mais qu'importe aux yeux des marchands pourvu que la majorité se soumette à la tyrannie de la consommation ? Pour le reste, c'est à la police d'y pourvoir.

La **culture de l'urgence** ne peut toutefois se confondre avec la violence qui la révèle parfois. A Howrah, près de Calcutta, des associations d'entraide nées dans le « slum » de Pilkhana (la « Cité de la Joie » de Dominique Lapierre) tentent de répondre aux besoins les plus criants. Ailleurs, en Amérique latine, des associations de mères de famille luttent contre la drogue qui dévore leurs enfants...

A Dharavi (600 000 habitants en 1989), bidonville de Bombay, l'organisation autonome PROUD (les habitants de Dharavi unis) a soutenu l'éveil de la population et mené un dialogue dur, mais fructueux, avec la Banque mondiale et la municipalité.

A Mexico, ce sont en grande partie les Unions de Voisins qui, avec l'aide de l'État, ont reconstruit les quartiers populaires mis à mal par le séisme de 1985... Partout, les pauvres se rebellent contre le sort qui leur est fait et s'organisent entre eux pour conjurer ce destin. Mais ils sont pris au piège de la métropole.

MÉTROPOLES

Comme son double hypertrophié, la mégapole, expliquent Magaly Sanchez et Yves Pedrazzini, professeurs de sociologie à l'Université Centrale du Venezuela, *la métropole* n'est pas la ville. C'est « une collection de territoires que personne ne peut posséder en commun... un espace où le modèle social dominant **a perdu sa capacité d'intégration.** » Comment d'ailleurs, en irait-il autrement puisque ce modèle repose sur un individualisme agressif, une compétition forcenée pour un maximum de consommation, une inflation de la valeur d'échange et un mépris délibéré des pratiques et des valeurs d'usage qui fondent toute culture ? Au sens étymologique, un tel modèle n'a plus rien de « religieux » (relegere = rassembler).

Dans la ville ancienne, les gens « fonctionnent » plus qu'ils n'agissent ; la capacité de remplir une fonction est normalement plus prisée que celle d'improviser d'urgence (comme en temps de guerre) une conduite adaptée à un danger pressant.

A l'inverse, dans la métropole où se multiplient les zones incontrôlées, les habitants des trottoirs, les bandes de jeunes et les gangs, la mobilité et l'action impromptue, souvent violente, deviennent les conditions de la survie. Pour les exclus, il ne s'agit que de retomber sur leurs pieds, de quelque manière que ce soit. Lorsque leur sont refusés les points d'appui légaux qu'ils réclament (droit au sol, équipements publics, arrêt des persécutions administratives et policières, dialogue avec les autorités), ces citoyens potentiels mis hors la loi par les circonstances, cherchent dans des

entreprises illégales (constructions non autorisées, non paiement des taxes, chapardages, petits trafics), **le rétablissement de la communauté** qui donnera un sens à leur vie.

Mais tout les invite à agir *dans l'esprit du modèle dominant* : agressivité, compétitivité, jouissance. Et cela peut les mener loin. A Medellin, à Bogota, les hommes de main des narco-trafiquants, les « sicarios » se recrutent dans les quartiers précaires où des jeunes sont prêts à tuer pour offrir un réfrigérateur à leur mamà (après avoir prié la Sainte Vierge pour le succès de l'entreprise...)

Conduite aberrante certes, mais guère plus que celle du soldat dont la boucle de ceinturon proclame « Gott mit uns » (Dieu avec nous). Dans un univers urbain déstructuré par la volonté des puissants de plier les immigrants venus des zones rurales au modèle bourgeois dominant, sans leur fournir les points d'appui indispensables, les pauvres sont victimes d'un **contre-développement** qui est l'autre face du modèle colonial dénoncé par Massiah et Tribillon.

Le discrédit qui frappe les cultures populaires citadines ou paysannes, le mépris de l'analphabétisme et de l'oralité, le dédain du travail manuel et de l'intelligence concrète, la valorisation excessive du cerveau du calcul, conduisent ordinairement les experts en mondialisation à négliger l'écoute des pauvres. Devant l'insécurité urbaine, pensent-ils, il n'y a pas de temps à perdre : il faut mettre de l'ordre, aménager, rationaliser, développer sans délai. Il faut donc nécessairement **exclure le désordre**, c'est-à-dire l'imprévu, le spontané, le solidaire, qui se manifestent toujours à contre-temps, et par suite tous les porteurs de la culture populaire qu'on veut écraser sous le rouleau compresseur d'une prétendue « modernité »...

Peu soucieux de la résurgence de valeurs communautaires que foule aux pieds l'individualisme contemporain, des dirigeants, des organes de presse, des « élites terrorisées », en Colombie, au Venezuela, crient haro sur les plus déshérités, sur ceux qu'on désigne couramment d'un mot terrible, les « desechables », les « jetables » — mendiants, drogués, prostituées, enfants des rues, chiffonniers — considérés comme des insectes malfaisants qu'on écrase sans états d'âme.

Une chronique spéciale des journaux, intitulée « limpieza social », relate ces meurtres sans commentaires. Des policiers liés aux « escadrons de la mort » alimentent cette idéologie néo-nazie de la « prophylaxie sociale », comme d'autres, ailleurs, celle de la « purification ethnique »...

La responsabilité de ces dérives meurtrières incombe avant tout à l'État qui, mis au service exclusif des privilégiés, réprime violemment toutes les possibilités illégales (mais non violentes) de survie des pauvres, ne leur laissant d'autre choix que la marginalité. « **L'État ne tue pas pour manger**, écrit Magaly Sanchez ; **c'est pour cela que sa violence est ignoble.** »

Quel espoir donc pour les exclus dans ces métropoles devenues le lieu de tous les affrontements ? Comment les pauvres peuvent-ils résister à la volonté des privilégiés de nier leur existence, jusqu'à la suppression physique ? Cette négation, au Brésil, s'affiche crûment à tous les coins de rue...

« Nous sommes, dit le Dr Barreto, **un pays gouverné par les morts**. Les vivants qui ont accès au pouvoir se comportent comme des morts vis-à-vis du quotidien des masses populaires. Dans la « favela », 54 % des gens n'ont pas de carte d'identité ou d'acte de naissance. Pour l'État, ils n'existent simplement pas. Voilà pourquoi il est si facile de les tuer comme on tue des moustiques. Pour ces millions d'hommes, la vie quotidienne est un cauchemar prolongé... Tous les stéréotypes concernant la culture populaire (sont) l'expression d'une idéologie dominatrice et colonisatrice qui, pour maintenir son hégémonie, a besoin de détruire les autres. »

Dans la communauté de **4 Varas**, l'une des quarante qui composent l'immense bidonville de Pirambù, à Fortaleza, l'*Institut d'Études de la Famille* fondé par Adalberto Barreto et Antonio Mourao, propose un modèle de thérapie populaire unissant tradition et modernité : thérapie par l'art (sérigraphie, poterie, sculpture, chant, théâtre), recueil de la mémoire des guérisseurs, chanteurs et musiciens de rue, ouverture d'une maison de la mémoire, avec des documents filmés, des récits de vie, les noms des victimes de la violence policière, etc.

« Il s'agit, explique le Dr Barreto, de permettre aux « favelados » de **faire échec à la fragmentation mentale** causée par leur nouvelle situation. L'exode rural suscité par les sécheresses cycliques du Nordeste brésilien entraîne un appauvrissement culturel qui, dans un grand nombre de cas, se traduit par des pertes d'identité, une aliénation de la personnalité antérieure possédée par des forces magiques... A l'espace de perte qu'est la « favela », lieu de passage à l'acte constant, de violences, de déchirements, il faut opposer UN ESPACE DE RENCONTRE pour amener les gens à parler ».

Le passage de la violence à l'expression est **un apprentissage de la parole**, à l'aide par exemple, de codes linguistiques et théâtraux. « Je pense pour ma part, reprend le Dr Barreto, que le problème de la psychiatrie est moins un problème de LIEU (l'hôpital) que de LIEN... Avec la migration, les « favelados » se sont déracinés, ils ont perdu tous liens avec leur référence identitaire... Il appartient au thérapeute de permettre au sujet de **trouver un sens** à sa maladie ». Les guérisseurs populaires réussissent « parce qu'ils se situent dans le même univers culturel que leurs

patients... L'originalité de notre travail réside dans la volonté de tenter une expérience de revitalisation de la culture populaire de la « favela », à partir des éléments refoulés et oubliés de la mémoire collective».

Le temps de la certitude « scientifique » du XIXe siècle est en effet révolu. Un projet de développement bien bouclé et sans espace pour l'imprévu n'est que manipulation, car « **l'imprévu est la marque même du temps des pauvres** ».

Pour les exclus de la métropole, le seul espoir qui compte est donc culturel : il est dans la **récupération de leur mémoire**, de leur être profond nié par une modernité qui croit avoir réponse à tout. Seule cette anamnèse peut leur rendre le sens de l'action mesurée, de la contestation positive, de la continuité entre le passé et l'avenir. « La modernité occidentale est castratrice, souligne Thierry Verhelst, juriste belge, fondateur en 1985 du Réseau Sud-Nord, Cultures et Développement : elle conduit à une **rupture** entre soi et son corps, entre soi et les autres, entre soi et la nature, et finalement entre soi et Dieu... Nous nous sommes installés dans l'arrogance ». Et cette arrogance fonde le modèle colonial de rationalisation-exclusion.

« Tant qu'on est persuadé qu'on sait ce qui est bon pour les gens, on ne peut pas les aider, explique le Dr Jean Ambrosi, de Genève. Le tiers-monde, ce sont avant tout des gens en état de privation par rapport à leur propre savoir. » Des gens assourdis par le bruit terrifiant que fait l'Occident avec ses machines, ses armes, ses médias qui ruinent le **silence intérieur** où mûrissent les résolutions.

Vivant dans une société « qui n'entretient plus de relation suivie avec le sacré », les Occidentaux « ne sont pas habitués à communiquer avec des gens pour qui la zone métaphysique représente la plus grande part de l'espace intelligent ». Au Brésil, en Iran, en Afrique, le paysan ne travaille pas la terre : il travaille **avec** la terre, entité supérieure dont il sollicite la bienveillance — « Pourquoi blesser inutilement la terre ? », demande le paysan dogon qui repose sa bêche à plat au lieu de la planter dans le sol...

En ne reconnaissant pas les limites de son savoir, l'Occidental s'est rendu incapable d'**écouter** et de renvoyer la parole qui dit ce qui ne va pas, mais qui dit aussi comment s'en sortir. « Ce qui fait maladie, insiste Jean Ambrosi, ce n'est pas tant la dépression que le fait d'évoquer soi-même le moyen de s'en sortir sans être capable de l'entendre... » Or ceux qui souffrent le plus sont aussi les plus proches de ce savoir intérieur que la modernité les dissuade d'extérioriser.

Thierry Verhelst affirme à juste titre : « la misère qu'il y a dans le monde aujourd'hui est *un produit de la modernité* ; il y avait des poches de famine et de misère par le passé, mais leur amplification par la machine est phénoménale ! »

A leur manière, au fil des ans, les animatrices du SAPE (*Serviços de Apoio em Educação*) travaillant dans les « favelas » de Rio de Janeiro, aident les exclus à CONVERTIR LEUR MISÈRE EN FORCE « par la restitution du savoir collectif (à ses) véritables producteurs ».

L'équipe rassemblée autour d'Aïda Bezerra s'est mobilisée dès les années 60 pour l'**alphabétisation** des groupes populaires dans l'esprit des activistes de la gauche chrétienne d'alors. Mais « la bonne volonté ne suffit pas pour changer les structures de domination ». A partir des années 70, cette inspiration populiste a cédé le pas à la démarche plus discrète, mais réellement ascendante, de **groupes de base** reconstituant leur terreau culturel par le recueil des histoires de leurs membres.

Le populisme en effet, versant social d'une idéologie bourgeoise fondée sur le déterminisme industriel, ne peut éviter sa récupération par le modèle dominant. Longtemps occultée par l'effort même qui devait la mettre en évidence (l'alphabétisation), la culture populaire surgit au contraire au grand jour à travers **la confrontation des systèmes de connaissance**. En poussant les gens à raconter leurs histoires personnelles, explique Ligia Segala, volontaire dans la « favela » de Rocinha (la plus grande d'Amérique latine), « je redécouvrais ma propre histoire, ma propre identité. C'est finalement ensemble qu'il nous a été donné de réaliser que le quotidien était un tissu d'histoires et d'expériences en relations avec la grande histoire sociale qui l'a produit ».

Cette découverte de soi devait déboucher sur des conséquences inattendues dans un contexte de dictature militaire. Il s'est produit une explosion d'**associations de « moradores de favela »** (d'habitants des bidonvilles) **autour de problèmes concrets** : l'eau, les déchets, l'électricité, la santé, etc. Dans les colonnes des journaux et les émissions télévisées, l'idée s'est imposée pour la première fois que « les favelas participaient de la ville, qu'elles posaient les problèmes de la ville elle-même ».

Pionnières de la « **décolonisation du regard** », engagées dans « un processus de transformation de références » (Rute Rios), ces femmes ont découvert d'autres types de rationalité, au vrai, le fondement même du culturel, « ce principe qui unirait le faire quotidien individuel avec quelque chose de collectif, de symbolique. **L'espace fragmenté nous hante...** » Cette hantise répond à l'angoisse des « favelados » qui, à Rocinha, s'émerveille Cleide Laitao, venaient raconter leurs histoires personnelles dans des sessions publiques où « les gens pleuraient, les gens riaient, les gens chantaient, **les gens pensaient**. Tout à la fois. Alors un d'entre eux se mit debout et dit : si nous avons une histoire, pourquoi ne pas nous aider à l'écrire ? Nous en ferions *un livre* et ceux des autres favelas la liront. La

ville elle-même saura que nous ne sommes pas des animaux, mais des êtres humains ayant chacun une histoire... »

Le 10 novembre 1982, après deux années de travail, quatre-vingt « favelados » apposèrent leur marque au bas de la préface du livre mémorial intitulé : « *Varal de lembranças, historias de Rocinha* ».

De telles expériences vécues de **revivification culturelle** ne sont nullement isolées, ni particulières au Brésil. Mais elles ne peuvent mettre un terme à la violence que s'il se produit une conversion parallèle du regard des « Olympiens » qui décident des politiques urbaines.

Les pauvres peuvent se changer eux-mêmes, créer des organisations intermédiaires (comités de quartier, communes, syndicats, conseils ouvriers, associations d'entraide, mutuelles, etc.) servant d'*interfaces*, de « différentiels » entre le pouvoir populaire interprète d'une pensée concrète dont le tarissement est porteur de mort, et les pouvoirs institutionnels nécessaires pour la fournir en outils conceptuels. Mais ils ne peuvent entièrement se soustraire au modèle dominant qui poursuit ouvertement leur élimination.

S'il est bien vrai, comme écrivait Vincent Van Gogh, que « les gens sont la racine de tout », il ne l'est pas moins qu'ils sont presque toujours condamnés à l'échec sans **un point d'appui extérieur** qui n'ait pas le désir de les asservir. Face aux privilégiés et aux puissances d'argent, les pauvres ont besoin de l'aide de l'État dans un contexte démocratique.

LA DÉCLARATION DE CARACAS

La rencontre internationale de Caracas (Venezuela) sur la réhabilitation des quartiers précaires autoconstruits, qui s'est tenue en novembre 1991 à l'initiative de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme, témoigne des possibilités existant dans ce domaine. Animée par Pierre Calame, président de la FPH, et Henri Coing, professeur à l'Institut d'Urbanisme de Paris Val-de-Marne, elle a réuni une trentaine de hauts responsables des politiques urbaines (Égypte, Cameroun, Brésil, Chili, Mexique, Indonésie, Philippines et Vietnam), et publié un texte d'une importance fondatrice, la Déclaration de Caracas de 1991. Depuis lors, d'autres rencontres ont fait avancer le chantier ainsi ouvert des **nouvelles stratégies urbaines**.

Pour l'essentiel, les thèmes stratégiques développés par cette Déclaration répondent point par point aux attentes des « gens de rien » que

j'ai rencontrés en trente ans d'enquêtes dans des bidonvilles d'Afrique et d'Asie.

1. Dans les quartiers d'habitat précaire, de nombreuses dynamiques sont à l'œuvre, bien que difficilement perceptibles de l'extérieur : réseaux souterrains de solidarité et de pouvoir, nouvelles formes d'organisation, tissus d'activités économiques non formelles. Le renforcement de ces dynamiques passe obligatoirement par la **consolidation de la situation foncière** des habitants (« en légalisant la tenure, en vendant, donnant ou louant la terre »).

2. « Toute politique en faveur de l'habitat précaire est au cœur de la transformation des rapports entre l'État et la société... Il n'y a pas de politique efficace sans réforme de l'action de l'État et sans conception d'organismes réellement adaptés à la politique poursuivie », c'est-à-dire chargés d'**appuyer les projets des habitants** (et non de les « faire participer » à des projets conçus en dehors d'eux).

3. « A l'échelle des quartiers, il faut procéder par des dotations globales qui permettent des **arbitrages entre priorités** par les habitants eux-mêmes ; associer financements publics, privés, et contributions en travail ; disposer de mécanismes de décision permettant de débloquer l'argent au rythme de la maturation des projets ; considérer la gestion de l'argent comme un moyen de renforcement des groupes et d'apprentissage de l'autogestion ».

4. A l'échelle macro-économique, c'est la **transparence des choix** qui est révélatrice, et notamment « l'équilibre entre le financement du logement des classes moyennes et l'amélioration de la situation urbaine des populations défavorisées ».

5. Enfin, la Déclaration de Caracas rencontre le problème culturel qui est au cœur de notre propos : les rythmes sociaux et les rythmes administratifs et politiques ne sont pas synchrones... « Il y a les temps courts de la réponse à l'urgence et les temps longs d'une maturation des projets, d'une consolidation des organisations, de la **transformation progressive des quartiers** au rythme des changements sociaux, culturels et économiques d'une population qui s'intègre progressivement à la ville et à la société... »

Il y a vingt ans effectivement, les migrants ruraux souhaitaient leur intégration à la ville puisqu'ils y étaient venus pour cela (je l'ai bien vu à Tunis en 1975). Mais depuis lors, dans bien des cas, la mégapole s'est substituée à la ville ancienne, et la mégapole, nous l'avons vu, n'a aucune capacité d'intégration sociale. Sa juxtaposition avec les quartiers spontanés donne la *métropole*, où la peur et la fébrilité des nantis entretiennent la violence et l'insécurité.

Comment donc réaliser l'**union dynamique** de la culture populaire des « gens de rien » et de la culture technocratique des nantis, des « Olympiens », si ces derniers ne cessent pas un instant de courir au plus

pressé et de sacrifier perpétuellement «l'important à l'urgent», comme le dit l'historien africain Ki-Zerbo ?

En renversant les termes du problème. L'union des contraires n'est possible que dans le sens ascendant de la flèche du temps, **en partant du passé** pour comprendre le présent et lever aussitôt les yeux vers l'avenir. Elle est impraticable dans le sens descendant d'un «rattrapage», d'une «participation» des exclus aux modèles dominants «améliorés».

Il revient à la culture populaire d'intégrer et de relativiser le «développement» technocratique, à la pensée symbolique de s'assurer les services de la pensée critique, aux peuples du Premier Monde de s'approprier le savoir technique de l'Occident pour le digérer à leur façon. Le temps est donc venu de s'interroger sur une **refondation de la ville** à partir des quartiers populaires, de tenter une relecture de la Ville-Monde en suivant le regard des pauvres.

Une politique de développement qui ne se réduise pas à la seule croissance matérielle conduit ainsi à chercher les racines de l'espoir dans la reconnaissance des savoirs antérieurs de la population. La première condition de la construction d'une autre société est que paysans, citadins, «métropolitains», soient amenés à **parler eux-mêmes d'eux-mêmes** en faisant un retour sur leur passé. La systématisation du savoir populaire ainsi sauvé de l'oubli et sa restitution à ses détenteurs, seuls qualifiés pour le faire fructifier, me paraît être aujourd'hui l'unique planche de salut pour les «exclus», mais aussi pour les bénéficiaires du modèle culturel dominant en voie d'épuisement rapide.

LA RATIONALITÉ DES PAUVRES

Dans la Ville-Monde, l'exclusion n'est donc pas une catastrophe imprévisible, ni une fatalité sans issue. C'est **un processus entropique d'appauvrissement culturel** contre lequel il est toujours possible de lutter en reprenant plus en amont la quête de l'altérité. L'évolution perverse de la métropole moderne et l'exclusion violente ou insidieuse qu'elle engendre, sont en germe partout où règnent dans une partie de la population la honte et le mépris de soi. Chaque situation de ce type est porteuse de violence à plus ou moins long terme.

Dans le canton de Genève, vers le milieu des années 80, les maîtres de l'enseignement primaire se disaient désarmés devant l'afflux d'élèves allochènes, notamment portugais, qui s'intégraient difficilement dans leurs classes. En 1992, les enfants d'immigrés représentaient 40 % de la population scolaire, et au moins 50 % des Genevois étaient d'origine non suisse.

Après plusieurs années d'enquête auprès des enseignants, des enfants, de leurs parents, le groupe de recherche de Pierre Dasen à l'*Université de Genève* (Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Éducation), a conclu que le problème de l'assimilation n'était pas dans l'enfant, **mais dans l'école**, reflet d'une société mono-culturelle qui n'existe plus.

Certes, des pratiques pédagogiques nouvelles sont apparues pour gérer la diversité des groupes culturels représentés, mais l'approche inter-culturelle n'est pas encore la référence principale des enseignants ni des autorités. Or la valorisation des savoirs antérieurs des élèves allogènes paraît bien être la condition majeure de leur future « intégration » socio-professionnelle dans une société suisse elle-même appelée à se transformer profondément pour les accueillir...

Il faut donc admettre qu'en Europe aussi, dans des villes demeurées largement conformes au modèle ancien, où les gens « fonctionnent », où le passage à l'acte incontrôlé reste l'exception, il n'est pas dépourvu de sens d'inviter les enfants des « nouveaux citadins » à se mettre à parler, si l'on veut couper court à la violence scolaire, signe révélateur d'une évolution vers la « métropole » américaine.

A Paris, Suzanne Bukiet, diplômée de l'Ecole des Langues Orientales Vivantes, a créé une librairie internationale, *L'Arbre à Livres*, qui édite des imagiers trilingues pour les tout-petits (français/turc/allemand, français/anglais/portugais, français/anglais/arabe, etc.). « Il ne s'agit pas, dit-elle, de parler à la place des gens de ces pays, mais de leur donner une place pour qu'ils parlent eux-mêmes d'eux-mêmes. La démocratie, ça s'apprend, et les phénomènes d'intolérance sont en grande partie nourris par l'ignorance. »

Ainsi, la lutte contre l'ignorance d'autres univers culturels n'est pas seulement une lutte contre le racisme et l'exclusion (comme celle que mènent des associations combattant courageusement les entraînements sectaires), c'est aussi **une lutte pour la vitalité de notre propre culture**. « A chaque progrès technique, souligne Mme Bukiet, correspond une forme de régression des capacités humaines ; ainsi de l'oralité et de la mémoire devant l'écrit... » Voilà pourquoi le réveil de l'espoir chez les exclus urbains est indissociable du **réveil des paysans** et des civilisations orales.

Au Burkina Faso, 4 263 groupements d'au moins cinquante membres, gérés par des comités élus et mobilisant au total près d'un million de paysans burkinabé, composent la *Fédération des Unions de Groupements Naam*. Les réalisations pratiques de la FUGN sont nombreuses et diverses : champs collectifs, moulins à mil, retenues d'eau, banques de céréales, ateliers de fabrication de charrettes, classes d'alphabétisation, caisses de solidarité, pharmacopées, bibliothèques villageoises, groupes théâtraux et recueils de la mémoire collective.

Depuis leur fondation, dans les années 70, les groupements Naam se sont étendus aux pays voisins : Mali, Niger, Sénégal, Mauritanie... Le succès de l'entreprise de Bernard Lédéa Ouedraogo est principalement dû au souci de respecter la diversité des cultures et de s'appuyer sur des formes locales de solidarité traditionnelle existant dans la société mossi, pour **susciter « une autre société »** en faisant jouer ces ressorts puissants que sont l'identité et l'estime de soi.

Dans le Kombi-Naam, naam des jeunes, naam pour jouer, les traits élitistes, dominateurs, du véritable Naam politique qui organise de façon hiérarchique la société mossi, ont été gommés. La cérémonialité, la noblesse du Naam ne sont pas récusées, mais démocratisées. D'où l'enthousiasme des centaines de milliers de paysans et de paysannes qui s'y sont reconnus : **« les Naam nous ont délivrés de la honte... »** Retenant les valeurs du passé jugées positives, en laissant tomber d'autres jugées désuètes, les groupements Naam construisent une société nouvelle, ni traditionnelle ni occidentale, bâtie sur la fierté des paysans tels qu'ils sont.

Au Mexique, à San Cristobal de las Casas (Chiapas), l'*Atelier Tzotzil* animé par André Aubry, anthropologue, est une petite entreprise d'édition de littérature tzotzil par les Tzotzils, 300 000 Indiens d'origine maya. Avec vingt-huit ouvrages à son actif et des tirages moyens de 600 exemplaires, cette littérature de paysans pauvres est composée de livres de tous genres parfois traduits ensuite en espagnol (mais jamais l'inverse).

André Aubry voit dans l'alphabétisation en espagnol une entreprise de destruction de la pensée autochtone. Au Mexique, dit-il, « on vénère l'Indien mort, mais l'Indien vivant est vu comme une entrave au développement du pays. Il faut donc l'intégrer, l'assimiler à la vie nationale, le mexicaniser, l'occidentaliser, pas par la violence comme au Guatemala, mais par la voie douce, l'éducation... La politique culturelle est une police culturelle. »

En rendant ainsi aux Tzotzils leur langue transformée en dialecte écrit, en œuvres littéraires, l'*Institut d'appui anthropologique à la région maya* dont André Aubry est le directeur, leur restitue **leur propre instrument de pensée** (car une langue non écrite n'est qu'un instrument de communication, pas un outil conceptuel). En cherchant dans les archives espagnoles les documents les concernant, comme en explorant par des entretiens la pensée paysanne pour connaître ses solutions aux problèmes de l'agriculture, l'INAREMAC poursuit toujours le même objectif : une systématisation du savoir populaire et le retour de cette connaissance aux gens pour qu'ils puissent l'utiliser.

Pour comprendre, explique André Aubry, **« il faut marcher avec les gens... on ne pense pas seulement avec son cerveau, on pense aussi avec sa houe. Nous avons arrêté les cours, les séminaires : nous allons dans les**

villages, dans les champs, nous forgeons avec ces paysans des instruments pour résoudre leurs problèmes... Comme la pauvreté marginalisée va se généraliser de plus en plus, **les solutions de la post-modernité agricole seront trouvées PAR LA RATIONALITÉ DES PAUVRES**».

C'est dans cette conviction largement partagée que puisent leur signification **les stratégies de résistance culturelle** qui se développent sur tous les continents. Elles orientent l'action du PRATEC (Pérou) auprès des paysans andins, celle du Liwen (Chili) auprès des Indiens mapuches (Araucans), celle de l'APICA (Cameroun) auprès des agents du développement communautaire, celle du GEAD (Zaïre) auprès des paysans pauvres du Kivu, celle du THIRD (Thaïlande) auprès des villageois bouddhistes, celle du VCDA (Inde) auprès des animateurs villageois (hommes et femmes) du Maharashtra, celle de Siddharta, responsable du Réseau Sud-Nord en Asie, auprès des populations tribales du Karnataka...

Le développement, dit le Camerounais Évariste Mama N'dima, «c'est une communauté qui se prend en mains, qui devient acteur... Le développement, c'est partir de soi. **On ne développe pas une plante, on l'arrose**».

Mais les hommes d'Occident ont troqué ce savoir, cette cosmovision, contre une sorte de coque vide, une croissance qui se prend elle-même pour fin. Face au désordre qui en résulte dans la Ville-Monde, ne faudrait-il pas écouter les conseils de cet ancien qui disait aux jeunes de son village, en Thaïlande : «si vous voulez aller en avant, regardez d'abord en arrière. Regardez d'où vous venez. Et si vous voyez devant vous le chaos, le désordre, n'avancez pas tout de suite...» ?

L'intelligence de la pensée paysanne fondée sur une insertion harmonieuse dans le cosmos afin d'en tirer parti pour vivre, est ainsi **au centre de la lutte contre l'exclusion**. Si la rationalité des pauvres représente l'avenir de l'humanité, le **rachat du passé** est la meilleure arme des faibles.

I VALEURS ET STRATÉGIES DE LA RÉSISTANCE CULTURELLE

Dès 1983, la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme a su prêter l'oreille à la parole étouffée de petits groupes engagés dans des actions locales avec des communautés marginalisées par le raz de marée de la civilisation technicienne : paysans, pêcheurs, artisans, immigrés, habitants des bidonvilles, populations autochtones, etc.

En 1992, cinq « dialogueurs » (j'étais l'un d'eux) sont partis à travers le monde écouter les messages de ces petits groupes d'observateurs en première ligne sur « le front du progrès ». Les entretiens réalisés leur ont été restitués et ont fait l'objet d'une réflexion locale. Quelques mois plus tard, en avril 1993, les délégués de ces groupes représentant une vingtaine de pays d'Afrique, d'Amérique, du Proche-Orient, d'Extrême-Orient et d'Europe, se sont réunis à Paris, rue Saint-Sabin, pour des échanges sur le thème : **comment vivre en paix dans un monde de diversité ?**

Après deux jours entiers de présentation mutuelle, ces 26 personnes se sont livrées à une réflexion collective sur leurs engagements, selon un plan de travail commun :

- quelles **valeurs** nous mobilisent ?
- quelles **stratégies** nous guident ?
- quels sont les **rôles de la culture** dans la construction de la paix et dans le développement ?

Cette exceptionnelle aventure intellectuelle orchestrée par le Réseau Sud-Nord, Cultures et Développement, de Bruxelles, a fait l'objet d'une publication sous la direction de Thierry Verhelst et Édith Sizoo : *Cultures entre elles : dynamique ou dynamite ? Vivre en paix dans un monde de diversité* (FPH, Dossier pour un débat n° 34-1, juillet 1994).

A titre personnel, et sans être mandaté par la Fondation, j'ai tenté de dégager à partir des notes prises au cours des débats, **les messages spécifiques** des Africains, des Sud-Américains, des Orientaux, des Européens « aux limites » et des Européens « du noyau » qui composaient l'assemblée. Cette synthèse qui n'engage que moi, ouvre largement l'horizon sur les mutations en cours.

Monsieur Batabiha Bushoki. Groupe d'Études et d'Action pour un Développement bien défini (GEAD). Peuples Hunde et Nyanga. Zaïre.

Monsieur Évariste Mama N'dima. Association pour la Promotion des Initiatives Communautaires Africaines (APICA). Agents du développement rural. Cameroun.

Monsieur Bernard Lédéa Ouedraogo. Fédération des Unions des Groupements Naam (FUGN). Peuple Mossi. Burkina Faso.

QUELLES VALEURS MOBILISENT LES AFRICAINS ?

La première valeur est L'ÉMERGENCE PAYSANNE, c'est-à-dire, explique Ouedraogo, « l'organisation réfléchie d'une autre société à partir des apports combinés de la culture locale et des valeurs positives qu'elle véhicule (solidarité, fraternité, travail communautaire), et des outils techniques importés d'Occident ». Ouedraogo attribue à « l'absence de véritables principes » l'échec des agences gouvernementales qui prétendaient au cours des années 60 et 70, organiser les paysans burkinabé en leur proposant pour seul mobile « d'*obtenir des fonds* pour acheter du matériel ou que sais-je encore... »

La seconde valeur est LA RÉINTÉGRATION DES ÉLITES dans la culture populaire. « Chacun se rappelle, dit Évariste, que la Conférence de Berlin de 1888 a consacré le partage de l'Afrique entre les grandes puissances. Des peuples auparavant organisés ont été divisés... Nous avons dû subir (au Cameroun) trois vagues de colonisation, allemande, anglaise et française, au cours desquelles ont été formées des élites qui ne sont évidemment pas camerounaises — je ne sais d'ailleurs pas ce qu'être Camerounais veut dire —, mais simplement *occidentales*. Lors de l'indépendance, lesdites élites ont simplement voulu prendre la place des colons et reproduire leur modèle culturel... Dans ce contexte, il nous a paru indispensable de chercher des concepts communs avec la culture populaire afin de ne pas continuer à faire coexister deux mondes séparés, et parvenir à nous entendre ».

La troisième valeur est LA SURVIE DES MINORITÉS ETHNIQUES dépouillées de leur avoir, de leur savoir, de leur pouvoir politique, économique, culturel, et surtout de leur être même. Ceci, accuse Batabiha Bushoki, à la suite de diverses manipulations culturelles qui portent tant sur l'appartenance territoriale que sur des problèmes linguistiques. La religion traditionnelle des Hunde a été éliminée par les missionnaires, et la culture hunde est aujourd'hui en grave danger.

— «Cet outil terrible, *l'école*, ajoute Évariste Mama N'dima, nous a contraints à penser dans une autre langue que la nôtre... »

QUELLES STRATÉGIES GUIDENT LES AFRICAINS ?

1. **RENOUER AVEC LE PASSÉ**, mais en visant l'avenir. Avec le Kombi Naam, explique Ouedraogo, « nous sommes partis de ce qui est, de l'homme lui-même, de ce qu'il sait faire, de ce qu'il veut, pour éviter de le dominer et de le dénaturer... J'ai demandé aux instituteurs avec lesquels je travaillais d'aller **ÉCOUTER** dans les villages les contes et les récits... Ils ont ainsi pendant deux ans, redécouvert peu à peu les valeurs philosophiques, morales, religieuses, idéologiques, qui fondaient notre société... Nous avons eu l'idée de nous servir de cet outil exemplaire (le Kombi Naam) pour développer sans abîmer ».

2. **REPOSER LES PROBLÈMES EN TERMES CULTURELS** pour parvenir à une compréhension mutuelle des formes d'organisation sociale et des valeurs de chacun. Alors seulement, explique Évariste Mama N'dima, « les peuples pourront dialoguer avec cette société multinationale omniprésente que l'on appelle *la civilisation moderne*... Il faut revenir au point de départ, parler une langue que les gens comprennent... »

3. **ENGAGER DES ACTIONS DE PROMOTION** économique et sociale. Le GEAD, explique Bushoki, publie un bulletin en langues hunde, nyanga, swahili et française. Il a également tenté de reconstituer le calendrier traditionnel fondé sur la cosmologie hunde, de réhabiliter la musique et la danse traditionnelles. « Il a aussi essayé de faire comprendre aux autochtones que le problème de l'immigration rwandaise ne pouvait se résoudre par la violence... »

4. **AVOIR DE L'INFLUENCE AU NIVEAU POLITIQUE NATIONAL**, car il n'y a pas de solution durable au seul niveau local, précise Bushoki. Mais, fait observer Évariste, « ceux qui cherchent à s'insérer dans l'appareil du pouvoir pour essayer de le maîtriser, sont vite phagocytés... »

5. Profiter enfin, souligne Évariste, de ce que l'Europe s'intéresse moins à l'Afrique, pour **TENTER DE NOUS REDÉFINIR LIBREMENT** et d'élaborer de nouveaux concepts de développement.

QUELS SONT DONC LES RÔLES DE LA CULTURE ?

« Voilà ce que j'entends par culture, dit Évariste Mama N'dima : comment les gens, à partir de ce qu'ils ont été, peuvent s'épanouir et **vivre en harmonie** avec le monde extérieur. »

La culture a ainsi trois rôles majeurs :

— **Elle fait le lien entre le passé et l'avenir** : « aucun de nous, reconnaît Ouedraogo, n'a la culture de ses racines, il y a toujours des apports

extérieurs ; mais nous voulons sauvegarder un peu de nos valeurs que nous jugeons positives, essayer d'intégrer des technologies pour construire une société hybride qui ne sera ni traditionnelle ni occidentale. »

— **Elle permet au gens de s'entendre**, de parler un langage commun, de parvenir à une compréhension mutuelle à l'intérieur de leur société.

— **Elle autorise le dialogue avec le monde extérieur**. Mais, interroge Bushoki, comment faire comprendre la tolérance à une tribu exploitée par une autre qui la réduit à la misère ? Le langage de la modération est souvent compris comme le signe d'une trahison, d'un passage à l'ennemi. Quel rôle peuvent jouer les ONG en cas de conflit inter-ethnique ? (ces propos sont devenus d'une actualité brûlante en 1994, avec les massacres du Rwanda et l'afflux des réfugiés au Zaïre, puis le conflit de 1996).

En tout cas, souligne Mama N'dima, « il me paraît difficile que les populations puissent vraiment se situer par rapport à la démocratie telle qu'elle est présentée aujourd'hui ». La même incertitude ressort des propos d'Ouedraogo : « nous ne savons pas non plus si la démocratie qualitative (du Kombi Naam) s'oppose ou non à la démocratie quantitative qui est pratiquée en Europe ».

LES SUD-AMÉRICAINS

Monsieur Adalberto Barreto. Instituto de Estudos da Familia. « Favelados » de Fortaleza. Brésil.

Mme Aida Bezerra. Serviços de Apoio em Educação (SAPE). « Favelados » de Rio de Janeiro. Brésil.

Monsieur Jose Mariman. Centro de Estudios y Documentación mapuche (CEDM-LIWEN). Peuple mapuche. Chili.

Monsieur Grimaldo Rengifo. Proyecto Andino de Tecnologías Campesinas (PRATEC). Peuples Quechua et Aymara. Pérou.

QUELLES VALEURS MOBILISENT LES SUD-AMÉRICAINS ?

La première valeur est LA VITALITÉ RELIGIEUSE de la culture autochtone.

— « Je comprends, ironise Grimaldo, pourquoi tant de gens ici parlent de la culture comme d'une « papa caliente » (une pomme de terre brûlante) ! Pour nous, il est impossible de comprendre la culture sans passer par le sentiment religieux... Nous allons toujours sur les monts, faisons des rites à la Pacha Mama, notre vie quotidienne est une vie religieuse... La civilisation andine... est une civilisation dans laquelle homme et nature constituent une seule entité. »

— Adalberto Barreto, chrétien du Nordeste, déclare : « en troisième année de médecine, perdu dans la forêt du savoir, contraint d'abandonner les repères invisibles qui avaient pu être les miens, un défi s'est imposé à moi : montrer que je pouvais être en même temps homme de science et homme de foi. »

La seconde valeur est LE QUESTIONNEMENT DE LA RATIONALITÉ OCCIDENTALE.

— Dans un système dominant où la raison apparaîtrait comme la seule source de connaissance et d'expression, confie Aïda Bezerra, « nous nous sommes interrogées sur le poids de la rationalité héritée de l'Occident ».

— En Europe, explique le Dr Barreto, « j'ai découvert que nous étions très riches dans certains domaines où vous étiez très pauvres. Je payais très cher pour suivre un cours de bio-énergie où une quinzaine de personnes s'embrassaient et expliquaient ensuite ce qu'elles avaient ressenti. J'ai pensé que votre société devait être bien malade, parce que chez nous, s'embrasser est heureusement gratuit ! »

— Grimaldo Rengifo va plus loin : « Gandhi souligne qu'il faut désapprendre les enseignements des colonisateurs avant d'apprendre ce qui nous appartient. Or on ne peut désapprendre ce qu'on ne connaît pas. Il nous faut donc faire aussi l'effort de **comprendre la culture occidentale moderne**, pour faire porter notre critique pas seulement sur la technologie et la science, mais sur **la pensée** dont elles sont issues. »

La troisième valeur est LA CONVICTION qu'il est nécessaire de REPARTIR DE ZERO.

— A mon retour à Canindé, raconte Barreto, « j'ai ressenti le besoin de retrouver l'histoire de mon peuple, et notamment de m'intéresser à ces guérisseurs que l'on prétendait ignorants... »

— « Je fais partie, affirme José Mariman, d'une minorité ethnique dominée. L'appropriation violente des terres mapuches par l'État chilien, en 1881, a entraîné une véritable colonisation interne. Quels mécanismes ou formules sont capables de résoudre les problèmes de domination d'une minorité au sein d'une société nationale, de façon à établir une coexistence entre les divers groupes et qu'aucun ne soit nié ? »

— « Ce qui me meut, dit Aïda Bezerra : je crois que l'homme n'est pas achevé et qu'il peut continuer à changer... S'agissant de paysans venant s'installer à la ville, l'important est de les amener non pas à se façonner une autre identité qu'ils croient mieux acceptée par le milieu citadin, mais à **revaloriser leurs racines** sans s'enfermer dans le passé, et à maîtriser ainsi leur propre évolution. »

— Grimaldo est le plus radical : « la culture occidentale actuellement dominante devrait être laissée à l'écart. Il conviendrait de favoriser les échanges entre les autres cultures et de leur reconnaître autant de valeur qu'à la culture actuellement dominante. »

QUELLES STRATÉGIES LES SUD-AMÉRICAINS METTENT-ILS EN ŒUVRE ?

1. UNE RÉFLEXION A PARTIR DE L'EXISTANT.

— Adalberto a fait sa thèse sur les croyances et les pratiques médicales dans le Nordeste brésilien.

— Le SAPE, à Rio de Janeiro, est « un petit groupe qui réfléchit sur les sources de production du savoir dans notre société », déclare Aïda Bezerra.

— Le PRATEC organise au sein des universités des Andes, des cours sur l'agriculture andine dédaignée par l'enseignement officiel.

— Au Chili, des intellectuels mapuches ont créé le Liwen afin de mieux saisir les mécanismes politiques qui régissent les relations entre leur minorité d'origine et l'État-nation...

2. UN ACCOMPAGNEMENT NON AUTORITAIRE.

— L'action du Dr Barreto dans la « favela » de Pirambu a pour effet indirect de **relativiser les modèles** des étudiants en médecine qui y sont mêlés. « Cette expérience, dit-il, leur fait du bien ; c'est une stratégie de frottement, d'interpellation réciproque ».

— L'alphabétisation, rappelle Aïda, était au départ le travail de base du SAPE ; mais « en systématisant nos observations, nous avons été amenées à nous remettre en question. A travers la formation, nous imposons un modèle aux agents de l'éducation populaire, au lieu de **laisser le champ ouvert** à l'expression des savoirs et de l'identité de chacun ».

— Le PRATEC accomplit une double démarche : l'une, par le canal de l'université, à l'intérieur de la culture officielle occidentale, l'autre d'accompagnement des paysans des Andes où ses animateurs ont leurs racines culturelles et peuvent ainsi théoriser à partir de ce qu'ils connaissent.

— A Temuco, le Centre de Documentation créé par le Liwen a pour but d'accompagner les luttes des organisations mapuches et de « faire surgir une intelligentsia mapuche capable de répondre aux problèmes propres à notre peuple », rapporte José Mariman.

3. UN TRAVAIL DE RACHAT DU PASSÉ.

— A Pirambu, explique Barreto, « nous nous employons à revitaliser la culture populaire, et je développe nos idées chaque jour à la radio, à la télévision quinze minutes par semaine, et dans le journal *Universidad Aberta...* »

— Le SAPE considère que « l'alphabétisation a été trop valorisée par la modernité, jusqu'à éclipser tous les autres moyens d'acquisition culturelle » (bien que l'écriture et la lecture soient évidemment des facteurs importants pour la construction de l'identité). « Il nous a alors

paru nécessaire, conclut Aïda, de trouver d'autres modes d'apprentissage où le gestuel et l'affectif joueraient un rôle, et nous avons insisté sur le chant et la danse».

— Le PRATEC enfin aide les paysans quechua et aymara à **recupérer la diversité** de la flore, de la faune, des traditions religieuses des Andes en rapport avec l'agriculture.

QUELS SONT POUR LES SUD-AMÉRICAINS

LES RÔLES DE LA CULTURE ?

La culture aide à passer du stade de la sensation à celui de l'émotion, et de l'émotion à la pensée.

— «Tant qu'on en reste à l'émotion, note Adalberto, on ne change rien», et on prête le flanc à la manipulation.

— «Le règlement du conflit, explique Aïda, implique la construction d'un code formalisé de relations, d'une éthique. La paix est une tension : je préfère parler de confrontation que de dialogue. Il ne s'agit pas d'oublier sa culture (en la réfléchissant), mais, à partir d'elle, d'en construire une autre.»

La culture aide à reconnaître la diversité des sources de production du savoir, de la santé physique et mentale :

— La guérison elle-même, fait observer Barreto, passe par l'appartenance de l'individu à une culture.

— Mais, souligne Grimaldo, «l'écriture tue la dynamique de l'expression orale. C'est ainsi qu'il est très difficile d'écrire sur la cosmovision andine sans la trahir... Notre opinion est que les cultures ont toujours été ouvertes et qu'aucune d'entre elles ne doit dominer les autres. C'est dire l'intérêt que nous ressentons à entrer en contact avec ceux qui, au Pérou et ailleurs, entreprennent comme nous la critique de la pensée technologique moderne.»

La culture enfin renforce les solidarités.

— «Une communauté, rappelle Barreto, ne peut pas plus vivre sans solidarité qu'une araignée sans sa toile.»

— Il ne s'agit pas de nier les conflits, mais de savoir les résoudre. «Comment faire, s'interroge José Mariman, pour que la coexistence de divers groupes permette à chaque communauté de conserver les éléments spécifiques de sa culture sans tomber dans l'exacerbation de son identité et le fondamentalisme?»

— La réponse, selon Grimaldo Rengifo, passe par l'affirmation de la **solidarité avec la nature**. «Dans les Andes, un rituel est pratiqué chaque année qui vise à faire table rase des problèmes passés et à recréer l'univers.»

En dépit d'un certain recouvrement des valeurs et des stratégies, nous avons été conduits à distinguer les Proche-Orientaux (Liban, Israël, Palestine) des Orientaux plus lointains par rapport à l'Europe (Inde et Thaïlande), dont les présupposés culturels sont tout à fait différents.

LES PROCHE-ORIENTAUX : VALEURS ET STRATÉGIES

Monsieur Albert Abi-Azar. Solidarité et Développement Pair International (SDPI. Branche Jardin de la Paix. Hadicat As Salam). Peuple libanais. Liban.

Mme Nabihah Afif. SDPI. Jardin de la Paix. Liban.

Mme Nahida Abou-Dakka. Palestine Union of Women's Action Committee (PUWAC). Peuple palestinien. Bande de Gaza.

Mlle Renée-Anne Gutter. Reshet-Israël Women's Peace Net. Femmes israéliennes et palestiniennes. Israël.

Valeurs identifiées

La première valeur est L'ÉMERGENCE DES FEMMES AU QUOTIDIEN.

— Dans la bande de Gaza, explique Nahida, membre du Comité d'Action de l'Union des Femmes de Palestine, la population est enfermée, sans travail, sans aucun pouvoir de décision, avec l'obligation de s'adapter aux lois sans cesse changeantes de la puissance occupante. Dès lors, «les femmes constituent des groupes, prennent des décisions, remplacent les hommes exilés ou emprisonnés, trouvent des avocats, vont chercher un docteur, s'occupent des études des enfants, s'opposent à ceux qui veulent les arrêter ou démolir les maisons...»

— «Peut-il exister une culture politique spécifique aux femmes?», s'interroge Renée-Anne Gutter, du Réseau des Femmes israéliennes et palestiniennes pour la Paix. «Celles-ci pourraient-elles **encadrer la culture politique des hommes?** Force est pourtant de constater que les femmes israéliennes entrées en politique jouent plutôt aux hommes et n'ont pas introduit dans la culture politique une dimension spécifiquement féminine».

La deuxième valeur est LE REFUS DE S'IDENTIFIER A UN CLAN :

— «je ne peux adhérer ni à l'idéologie des chrétiens qui tuent des musulmans, ni à celle des musulmans qui tuent des chrétiens, affirme Albert Abi-Azar. Lorsque les antagonismes dominant et qu'on me

demande de choisir mon camp, que puis-je faire ? Mourir pour mourir, autant mourir pour le plus difficile ; prendre les armes, c'était trop facile ».

— « Avec nos ressemblances et nos différences, **apprenons à vivre ensemble** », tel est le slogan de l'Association Solidarité et Développement fondée au Liban en 1985 par Nabihah et Albert avec d'autres personnes qui voulaient en finir avec la guerre.

Stratégies

1. RASSEMBLER SUR DES PROBLÈMES TRÈS QUOTIDIENS.

— Au Liban, explique Nabihah, « nous tendons par notre action à rassembler pour **restaurer le tissu social**. Nous travaillons avec des enfants (Jardin de la Paix), des cadres sans diplômes (actions de formation), des personnes de la base marginalisées... »

— « Dans le contexte de Gaza, poursuit Nahida, sont nées nombre d'associations, notamment de femmes qui ont ouvert des crèches, des cours de formation professionnelle pour les femmes peu instruites, etc. »

— En Israël, raconte Renée-Anne, « des femmes plutôt de gauche se sont regroupées fin 1988 pour demander une meilleure protection des femmes palestiniennes emprisonnées... »

2. PRÉPARER LA PAIX PAR LA CONVERGENCE DE VOLONTÉS ISOLÉES.

— Albert souligne l'isolement de ceux qui, durant les années de guerre, au Liban, ont pu conserver leur lucidité : « ils ont été perçus dans les deux camps comme des traîtres ».

— « Pour nous, insiste Nabihah, vivre dans un monde de paix n'est pas encore une réalité : cette paix, nous devons la bâtir, faire prévaloir les valeurs du dialogue et du rassemblement... Nous souhaitons être les **catalyseurs** d'une action, jamais une référence ».

— En 1989, explique Renée-Anne Gutter, à l'occasion d'une première Rencontre internationale, à Bruxelles, femmes palestiniennes et femmes israéliennes ont pris la décision de continuer à **travailler ensemble** (par l'organisation de rencontres privées) pour mieux se connaître et promouvoir la paix. En 1992, à Bruges, a été lancé le projet de deux centres de femmes à Jérusalem, l'un à l'est pour les Palestiniennes, l'autre à l'ouest pour les Israéliennes, avec des activités communes (*Jérusalem Link*). Des deux côtés demeure la question majeure : « Comment réhumaniser l'autre qui avait été diabolisé?... »

3. REVENDIQUER UN RÔLE POLITIQUE POUR LES FEMMES.

— A Gaza, affirme Nahida, « au moins sommes-nous parvenues à **nous organiser** comme nous l'entendons, à affirmer ouvertement notre appartenance politique, ce qui était extrêmement difficile avant l'Intifada. Si un

jour nous avons notre État — inch Allah — il faudra veiller à ce que les femmes soient au gouvernement pour défendre leurs droits et leur liberté.»

— «En Israël, observe Renée-Anne, depuis le début de l'Intifada (1987), les femmes, aussi bien palestiniennes qu'israéliennes, ont joué un rôle politique beaucoup plus important. Le Réseau des femmes pour la Paix compte 2000 membres. Parmi ses fondatrices, l'une est aujourd'hui vice-ministre du Travail, une autre ministre de l'Éducation, quatre sont députés... Nous avons voulu voir dans le «*Jérusalem Link*» la préfiguration de ce que pourrait être **un contrat de paix** entre Israéliens et Palestiniens. Mais l'affaire du bannissement (des 400 islamistes) a rendu extrêmement difficile aux femmes palestiniennes d'agir à contre-courant, et certaines des Israéliennes au pouvoir ont approuvé ce bannissement, ce qui est aberrant.»

LES ORIENTAUX LOINTAINS : VALEURS ET STRATÉGIES

Mme Hema Rairkar. Center for Cooperative Research in Social Sciences (CCRSS). Villageois et villageoises. Inde (Maharashtra).

Monsieur Siddharta. Network Cultures-Asia (Base régionale en Asie du Réseau Sud-Nord. Cultures et Développement). Populations urbaines et tribales. Inde (Karnataka).

Monsieur Seri Phongphit (absent de la rencontre). Thai Institute for Rural Technology (THIRD). Villageois. Thaïlande.

Valeurs identifiées

La première valeur est LA PRISE EN COMPTE DU MODE DE CONNAISSANCE DES GENS ORDINAIRES : ce qu'ils pensent, ce qu'ils croient, comment ils vivent leur réalité...

— Hema Rairkar se livre à la collecte des chants des villageoises indiennes lorsqu'elles tournaient la meule le matin à l'aube. Leur existence soumise à une tradition intolérante et violente s'y lit à travers des dizaines de milliers de distiques...

— «Pour trouver leur humanité, observe Siddharta, les intouchables auront peut-être besoin de rompre totalement avec le système des valeurs traditionnelles...» (hindouistes)

— Seri Phongphit (dans le document préparatoire n° 10) se dit fasciné par la vision du monde des paysans; c'est elle qu'il s'agit de dégager. «Afin de pouvoir se battre contre l'exploitation, les opprimés doivent savoir **qui ils sont** dans tous les aspects de leur être...»

La seconde valeur identifiée est LE REJET DU SYSTÈME DOMINANT.

— Ce rejet sous-tend en Inde la révolte naissante des opprimés, des femmes, des populations tribales, contre *une culture hindoue dominante* fondée depuis les Vedas sur la hiérarchie des castes et l'inégalité. Si les chants de la meule que recueille Hema Rairkar ne traduisent pas une véritable révolte, ils n'en sont pas moins le signe d'une forme de création culturelle, de protestation et d'affirmation de soi.

— En fait, écrit Seri Phongphit, «on trouve un peu partout dans le monde l'*idéologie de l'État-nation* qui vise à la conformité et non à la diversité... Partout dans le monde, le développement du haut en bas a mené les agriculteurs dans le même cercle vicieux de l'endettement... et de la réduction dramatique des ressources vivrières».

Stratégies

1. D'abord S'INTÉRESSER AUX PROBLÈMES DES GENS.

— «Nous avons constitué un groupe d'étude sur la condition des femmes en milieu rural, explique Hema. Lors de nos premières réunions, nous avons demandé aux femmes dans quelles occasions elles avaient conscience d'exister : elles nous ont répondu **par des chants** qu'elles fredonnent le matin en pilant les céréales, comme leurs ancêtres depuis des siècles. De là est né notre projet de transcrire ces chants, c'est-à-dire d'aborder notre recherche à partir de **ce que disent les femmes depuis toujours** et non pas de ce que nous pensions nous.»

— Au début, reconnaît Siddharta, les questions d'identité culturelle n'intéressaient ni les tribus ni les militants travaillant auprès d'elles (les ONG concernées touchent directement 50 000 aborigènes). Après trois ans, on assiste à un début de prise de conscience chez les leaders, «mais la culture ne peut être imposée de l'extérieur, ni constituer un point de départ. Mieux vaut d'abord s'intéresser aux préoccupations et aux problèmes quotidiens de ces tribus».

— En Thaïlande, après des années d'assistance technique, puis d'organisation de groupes, les animateurs du THIRD (fondé en 1988) ont découvert qu'ils n'avaient fait jusqu'alors qu'imposer aux villageois leur propre vision du monde. «Or le développement ne peut pas venir de l'extérieur. Désormais l'approche était renversée : c'était nous qui devons **apprendre des paysans.**»

2. LANCER UN MOUVEMENT COLLECTIF.

— «Dans un seul canton de 131 villages, poursuit Hema Rairkar, nous avons relevé plus de 30 000 chants... Dans une deuxième étape, nous avons procédé à l'**analyse du contenu des chants**, y trouvant les mots populaires pouvant traduire certaines critiques théoriques de la condition féminine... A l'occasion d'une activité jugée anodine et ne provoquant

aucune tension, nous avons pu réunir ainsi des femmes qui ne se seraient pas rassemblées spontanément et créer un début de mouvement collectif».

— «C'est en faisant des recherches et de la documentation sur la vie villageoise, explique de son côté Seri Phongphit, que nous avons appris que le plus important n'est pas la publication, mais **la communication aux villageois** qui précède la publication. L'outil le plus important pour stimuler le développement est la mise en relation des groupements de base (networking) par des visites d'échanges au cours desquelles ils partagent leurs expériences. Dans cette formation des villageois par d'autres villageois, notre rôle n'est que d'**intermédiaires** : nous écoutons, ils nous écoutent, nous prenons des décisions ensemble».

3. ÉTABLIR UNE COMMUNICATION CRITIQUE AVEC LE MONDE OFFICIEL.

— Nous verrons plus loin le travail de Siddharta dans ce domaine avec le gouvernement du Karnataka.

— En Thaïlande, THIRD travaille avec le Service de Vulgarisation du ministère de l'Agriculture, avec le ministère de l'Éducation et la Commission Nationale sur Culture et Développement. «Le gouvernement thai, souligne Seri Phongphit, n'est pas tout à fait insensible à l'importance de la culture. Désormais les écoliers doivent étudier les cultures locales des villages... Mais il faut que les expériences au niveau «micro» soient mises en relation pour qu'elles acquièrent **un pouvoir de négociation**. Ceux qui tiennent le pouvoir ne le lâchent pas : il faut le leur ôter des mains, mais **par une collaboration critique**, pas par une stratégie de confrontation dont on a vu les échecs... »

QUELS SONT POUR LES ORIENTAUX

LES RÔLES DE LA CULTURE ?

— A l'ouest comme à l'est, **la culture est ce lien immatériel qui rassemble et situe les vivants dans le grand ensemble hommes-nature**, assure leur prise sur l'avenir par la mémoire du passé, et permet à chaque communauté de se hasarder hors d'elle-même à la rencontre de l'autre sans y perdre sa conscience d'exister.

— **La culture est ce qui donne un sens à l'existence de chacun** en instaurant un courant continu entre la sensation, l'émotion et la pensée. Elle est ce qui met en gerbe les savoirs et renforce les solidarités.

— «Sans une réflexion véritable sur la culture, insiste Siddharta, il existe un risque certain de décomposition sociale et de marginalisation.»

— **La culture est pouvoir** parce qu'elle conduit les gens à prendre eux-mêmes des décisions concernant leur propre existence.

— En Palestine, le mouvement de l'Intifada a permis aux femmes de se libérer, de se voir reconnaître une véritable place dans la société.

— En Inde, les femmes âgées, les illettrées sont très valorisées par la libre expression suivie de la remise de la transcription de leurs chants : « il peut exister, souligne Hema, une continuité profonde entre la tradition orale et l'analyse moderne de la place de la femme dans la société, à condition que le travail de collecte ne relève pas de la simple compilation documentaire, mais bien de la volonté **d'aller plus loin** dans la mémoire vive de ces femmes ».

— **Mais le dialogue interculturel est piégé par la moindre inégalité, la moindre violence**, la moindre tentative de masquer des conflits d'intérêts sous l'exacerbation d'antagonismes culturels réels, mais non insurmontables...

— « La question essentielle que je me pose, dit Albert Abi-Azar, est la manipulation des cultures. On a inventé des démons religieux et culturels pour diaboliser l'autre... »

— Dans la culture occidentale, explique Renée-Anne Gutter, « les femmes ne jouent pas un rôle suffisant dans la société, notamment en Israël où dominent les valeurs masculines du fait de l'importance de l'armée. C'est ce que nous avons voulu essayer de changer... »

— **Aussi la culture vivante est-elle critique.**

— « C'est sans doute grâce à un **va-et-vient entre tradition et modernité** que les tribus avec lesquelles j'ai travaillé pourront trouver une manière de vivre humaine », affirme Siddharta. Ces tribus ont été déplacées pour la construction d'un barrage et brutalement transplantées de la forêt dans des terres très sèches où elles fournissent une main-d'œuvre très peu qualifiée. Leur culture constitue leur âme : si elle s'effondre, l'exploitation dont elles font l'objet deviendra plus grande encore. « Elles cherchent actuellement leurs racines dans un espace où coexistent et interagissent modernité critique (Paulo Freire) et tradition critique (Gandhi) : cette interaction est le processus par lequel ces tribus se réapproprient leur culture au quotidien. »

— « Je ne préconise point, fait écho Seri Phongphit, le retour au passé, mais le **RECOURS AUX RACINES**. Le penser critique doit trouver son identité dans les racines culturelles. »

LES EUROPÉENS « AUX LIMITES »

Ce sont à divers degrés des « transfuges » de l'Occident vivant parfois depuis des décennies en Afrique, en Amérique ou en Asie, où ils font figure de **médiateurs**, de « catalyseurs » des expériences autochtones, à la fois en dehors et en dedans du champ. Leurs témoignages sont donc particulièrement précieux.

Monsieur Jean Ambrosi. Psychiatre. Centre d'Études et de Recherches sur les mécanismes de la relation humaine (CERH. Genève). Malades mentaux dans les « favelas » du Brésil (Sao Paulo).

Monsieur André Aubry. Anthropologue. Instituto de Asesoria Antropologica para la región maya (INAREMAC). Peuple Maya Tzotzil. Mexique (Chiapas).

Monsieur Jacques Dubois. Ethiopian Tourist Trading Corporation (ETTC). Artisans. Éthiopie.

Monsieur Guy Poitevin. Center for Cooperative Research in Social Sciences (CCRSS). Villageois. Inde (Maharashtra).

Monsieur Albert Poulet-Mathis sj. Tien Educational Center. Étudiants et universitaires. Taïwan.

Mme Tania Roelens. Psychiatre. Indiens Guahibos du Vichada. Colombie.

Valeurs et stratégies

La valeur fondamentale des Européens « aux limites » semble être LA QUÊTE DE L'ALTÉRITÉ.

— Pour Albert Poulet-Mathis, « il faut **restaurer la dimension sacrée de la connaissance** et de la rencontre de l'autre, que seul un cœur à cœur permet. Les temps de silence sont devenus un impératif de ma vie. Je ressens très fortement le besoin de rencontrer l'autre en profondeur, de l'écouter, de me dépouiller entièrement de moi-même ».

— « En 1967, raconte Guy Poitevin, lors de mon premier contact avec l'Inde, j'ai été fasciné par l'altérité totale que j'y ai trouvée, défi majeur au christianisme que j'enseignais alors... Ce qui me frappe de plus en plus, c'est **l'irréductibilité des cultures** les unes aux autres. Il n'y a pas d'union possible entre civilisations très différentes, mais chacune est une parcelle de vérité. »

A cette valeur correspond une *stratégie* particulière impliquant :

1. La mise en cause de la culture dominante : « ce qui nous intéresse, dit Poitevin, c'est de voir comment peut s'engager un processus d'autonomie chez les personnes marginalisées ». Aux yeux des femmes des villages, la culture hindouiste représente « tout ce qui leur est imposé et qu'elles n'aiment pas, les normes, ce contre quoi il leur faut lutter pour être des personnes... Le mouvement s'engage à partir d'une protestation d'innocence, d'une mise en cause de la culture qui les rend coupables... »

2. L'auto-apprentissage en groupe :

— « A Taïwan, raconte Albert Poulet-Mathis, un groupe d'étudiants bouddhistes est venu me demander d'être leur conseiller. Ma rencontre avec eux m'a fait découvrir mon ignorance. Le plus grand obstacle au dialogue est l'inconscience de notre ignorance. »

— « En somme, souligne Poitevin, le chemin vers l'autre passe par soi-même et le chemin vers soi par l'autre... Nous proposons à de jeunes

animateurs ruraux neuf sessions de six jours sur dix-huit mois : il s'agit d'un auto-apprentissage en groupe avec répartition égalitaire du temps de parole et absence de hiérarchie... »

3. La création culturelle :

— « le problème, poursuit Guy, c'est la façon dont chacun crée sa propre culture... Chacun doit approfondir sa propre tradition et revenir chez lui l'esprit critique : a-t-on en soi la force d'une certaine identité, la force de se vouloir différent et d'accepter que l'autre reste différent ? Il faut **être soi-même sans honte**. Il n'y a pas d'autre voie. »

La seconde valeur des Européens « aux limites » est LA RESTITUTION DE LEUR CULTURE AUX CRÉATEURS LOCAUX.

— « Il ne s'agit pas pour nous, dit André Aubry, de faire un travail de conservation, mais de restitution, que ce soit d'un matériel savant ou de connaissances populaires. Nous sommes beaucoup plus intéressés par les aspects de la vie quotidienne que par la tradition et le folklore. »

— « L'artisanat à mon sens, constate Jacques Dubois, repose moins sur le caractère manuel de la fabrication d'un objet que sur le rapport qui s'instaure entre le créateur et son œuvre. »

Stratégies de restitution :

1. Chercher avec ceux qui savent : « avant de mener une action, il faut être conscient qu'un savoir académique et populaire existe déjà, notre rôle étant de le rechercher et de le communiquer » (Aubry).

2. Faire circuler le savoir : « invitation à écrire en langue indienne, réalisation de cassettes pour la diffusion des archives dans les villages, mise à disposition de parcelles expérimentales, etc. » (Aubry).

3. Favoriser les échanges : « nous fondons notre action (en faveur de l'artisanat éthiopien), explique Jacques Dubois, sur l'idée qu'il existe un marché économique porteur pour les créateurs locaux... » (12 ateliers différents : peinture, menuiserie, céramique, bijouterie, etc.).

4. Valoriser un héritage : « l'appareil de production des pays du Tiers monde s'est très rapidement adapté aux besoins des touristes occidentaux, mais l'artisan qui copie l'art traditionnel perd sa créativité : il produit des « africaneries », l'art des aéroports... » (Dubois).

5. Accompagner la naissance d'un être nouveau : « nos travaux depuis vingt ans, conclut André Aubry, ont été centrés sur les problèmes ruraux et ils le sont toujours. Mais après la réforme agraire, nous nous préoccupons aussi maintenant de la réforme urbaine, puisque ces villageois expulsés vers les villes sont en train d'y créer un être nouveau : le Tzotzil de Los Angeles n'aurait jamais pensé à prendre la plume dans son village d'origine... »

La troisième valeur identifiée est LE QUESTIONNEMENT DU SAVOIR.

— En 1984, dans les « favelas » de Sao Paulo, au Brésil, le Dr Ambrosi amorce une recherche sur les pratiques thérapeutiques des médiums de l'Umbanda et s'engage dans **une démarche initiatique** : « il m'a fallu d'abord décrocher d'un savoir que j'avais acquis avec effort et qui faisait mon orgueil, repartir à zéro en quelque sorte, par la remise en cause de cette idéologie dominante qu'est la psychanalyse ». Ayant librement interrompu l'expérience, il y a un an, il s'interroge sur la suite, « sur la façon dont je vais pouvoir questionner encore mon savoir... »

— Cette remise en question fait aussi partie de l'expérience de Tania Roelens : « je savais que je ne savais rien et je n'ai pas cherché à cacher cette ignorance sous un langage savant... J'ai essayé d'**aller plus loin**, mais il est des limites qu'on n'arrive pas à franchir. »

Stratégie adoptée :

1. Se dégager de toute idéologie : « j'ai découvert au Nicaragua (au contact des malades), dit Tania, que la toute-puissance de l'idéologie est relative : les projets sympathiques des sandinistes qui espéraient créer un homme nouveau, n'étaient pas forcément d'un grand secours pour ceux qui souffrent... »

2. Se préoccuper de soi-même : « j'ai découvert, répond Ambrosi, que la personne qui souffre exprime simultanément dans son discours *sa souffrance et la façon de s'en sortir*. Ce fut le chemin d'une éthique de retour à soi pour rétablir le contact, au lieu de porter le monde sur son dos... Nous avons le droit de nous préoccuper de nous-mêmes, pas seulement le devoir d'agir, de faire des choses... » (de traiter le patient).

3. Se garder d'imposer : Tania et son mari, Tomas Bolanos, Colombien, psychanaliste, ont vécu de 1988 à 1991 parmi les Indiens du Vichada, sur l'Orénoque : sans visée missionnaire, porteurs d'aucun programme sanitaire ou éducatif, ils n'avaient d'autre but que de partager leur vie quotidienne et d'apprendre leur langue. « Nous habitons maintenant à Bogota, mais il nous est impossible de cesser de voir nos « amis » indiens : ils nous rendent visite et apprécient que nous soyons à leur écoute sans jamais chercher à leur imposer quelque chose ».

RÔLES POSSIBLES DE LA CULTURE

— **la construction de l'identité**

Mais, assure André Aubry, « l'identité ne peut être enfermée dans les racines, elle est autant en avant qu'en arrière, la recherche de l'identité passe autant par l'avenir que par le passé ».

— la manipulation de l'identité

En Inde, la culture entendue comme l'ensemble des coutumes, des croyances, des normes selon lesquelles la société doit se réguler, est une arme redoutable entre les mains de ceux qui en font un instrument de domination...

Au Chiapas, poursuit Aubry, «la culture fait autant de ravages que nous en attendions de bénéfiques, la culture devient un *casus belli*...» (l'insurrection de l'AZLN, *Armée zapatiste de libération nationale*, a éclaté en janvier 1994, neuf mois plus tard).

— la sauvegarde de l'identité

«Il me paraît important, déclare Jacques Dubois, de souligner le risque de disparition de certaines cultures en Éthiopie et en Afrique en général. C'est le secteur informel qui a sauvé l'Éthiopie de la catastrophe, ainsi que la dissémination des acquis fondés sur le bon sens. Au Zimbabwe en revanche, les paysans écrasés par de nombreuses années de colonisation, ont perdu nombre de leurs savoir-faire.»

— l'auto-organisation de la vie

La «favela» est «une manifestation de la vie qui s'auto-organise, assure Ambrosi. Une des merveilleuses leçons que nous avons apprises au Brésil est que ceux auxquels nous avons affaire (les malades mentaux) détenaient en eux-mêmes le savoir de leur mieux-être. Il nous revenait donc simplement de leur rappeler l'existence de ce savoir pour qu'ils puissent le laisser s'exprimer, ce qui exigeait que nous ôtions le nôtre du champ, que nous nous contentions d'être une chambre d'écho... Auparavant je pensais que la confrontation était la seule possibilité. Or c'est **une médiation** qui est nécessaire».

— le ciment de la communauté

Ce dernier rôle de la culture est celui qui mobilise au premier chef le médiateur. Celui-ci est un «**étranger**», un «outsider» qui, pour remplir sa fonction d'éveilleur doit éviter de se laisser coincer entre le marteau et l'enclume de ses cultures affrontées. Peu soucieux de faire carrière dans les institutions de son pays et captivé par le mystère de l'Autre, il sait qu'il ne doit pas s'impliquer dans sa médiation jusqu'à perdre le contact avec sa culture d'origine. C'est seulement lorsqu'il parvient à se poser en «**catalyseur**», que l'expérience vécue en commun par son entremise, permet au ciment de «prendre» et soude la communauté, faisant d'elle, dans le meilleur des cas, un instrument d'action exceptionnel pour un développement pacifique.

Mme Suzanne Bukiet. Association des Amis de l'Arbre à Livres. Enseignants, chercheurs, auteurs, éditeurs. France (Paris).

Monsieur Pierre Dasen. Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Éducation. Université de Genève. Suisse. Enseignants, enfants d'immigrés, parents.

Mme Stanisława Grabska. Clubs de l'Intelligence Catholique (KIK). Intellectuels catholiques. Pologne (Varsovie).

Mme Christiane Perregaux. Université de Genève. Suisse. Enseignants, enfants d'immigrés, parents.

Mme Édith Sizoo. Réseau Sud-Nord, Cultures et Développement. Acteurs locaux, ONG, organisations internationales. Belgique (Bruxelles).

Monsieur Thierry Verhelst. Réseau Sud-Nord. Bruxelles.

Monsieur Constantin Zorbas. Académie orthodoxe de Crète. Femmes, jeunes, handicapés, agriculteurs, dirigeants. Grèce.

QUELLES VALEURS MOBILISENT LES EUROPÉENS ?

LA RÉSISTANCE DES POPULATIONS LOCALES A LA MONDIALISATION.

— « Quelles que soient les conditions de domination, déclare Thierry Verhelst, les êtres humains se remettent debout. L'échec des politiques du développement est dû pour une large part au mépris de la culture. »

— « Les Polonais sont aujourd'hui confrontés au déferlement de la culture occidentale qui privilégie les valeurs d'efficacité et de productivité. L'homme n'est valorisé que par ses seules capacités productives. Cela heurte profondément leur sensibilité. » (Mme Grabska).

— « Il convient de **respecter** davantage l'homme », affirme Constantin Zorbas.

LE REFUS DE L'ARROGANCE DES OCCIDENTAUX.

— « En France, dit Suzanne Bukiet, et probablement partout en Occident, nous avons l'habitude de parler à la place des autres. Il faut mettre en évidence la formidable ignorance de la société française vis-à-vis des autres peuples... qui met nos enseignants dans l'incapacité d'instaurer un véritable dialogue (avec les enfants d'immigrés) faute d'intérêt pour l'autre. »

— « Nous voulons rester nous-mêmes, dit Mme Grabska, ne pas nous laisser conduire par le gouvernement (vers) une occidentalisation excessive. »

— «L'Europe, constate Zorbas, vit aujourd'hui une grave crise d'identité culturelle... Peut-être aurait-elle à apprendre des pays en développement la façon de **retrouver ses propres racines**, ou bien encore de lutter contre son américanisation.»

LA RECHERCHE D'UN ÉQUILIBRE DYNAMIQUE.

— «Ce qui m'a toujours poussée en avant, explique Édith Sizoo, c'est la recherche de l'équilibre : j'ai pu trouver ainsi la sécurité dans l'insécurité...»

— «Comment faire en sorte qu'une société (la suisse) qui s'est longtemps définie comme monoculturelle, passe à une représentation multiculturelle d'elle-même ?», s'interroge Christiane Perregaux.

— «Prendre la défense de la diversité culturelle, insiste Pierre Dasen, n'empêche pas de constater que certains mécanismes fondamentaux de l'esprit humain sont universels. Mais le savoir formalisé, dit «conceptuel», a été si longtemps présenté comme le seul valable qu'il faut bien à présent *exagérer la valeur du savoir informel*, quotidien, dit «incorporé», pour lui rendre la place qui devrait être la sienne. Ces deux formes de connaissance n'ont pas à être opposées, puisqu'elles sont **complémentaires**.»

LES STRATÉGIES DES EUROPÉENS

1. Une recherche-action sur le dépérissement culturel et sur les moyens d'y remédier, tant dans les pays du Sud que dans ceux du Nord.

«Nous sommes avant tout *un réseau d'acteurs de terrain*, explique Thierry Verhelst. Nous organisons des actions de formation et nous tentons d'appeler l'attention des organismes internationaux sur les méfaits de l'impérialisme culturel. Notre principal allié est l'échec du modèle de développement mimétique que l'Occident a prétendu imposer avec arrogance. La réalité de cet échec s'impose aux technocrates qui sont donc partagés entre la culture de la modernité et ce qui reste vivant de leur nature humaine. C'est sur cette douleur (ce déchirement) que nous ressentons aussi, que nous essayons de jouer.»

2. L'écoute mutuelle :

Dans le Réseau Sud-Nord, souligne Édith Sizoo, «nous essayons de montrer qu'au lieu d'opposer, mieux vaut **rééquilibrer** (car il y a des éléments négatifs, destructeurs, au Sud comme au Nord). Mais au préalable, il faut rendre explicites les termes du problème : voir en quoi résident les différences et ce qui fonde la domination. Pour remédier à la pauvreté et à l'injustice, la stratégie dominante a été celle de l'Occident, mais il y a beaucoup d'autres stratégies, et les gens peuvent définir leurs problèmes autrement.»

3. L'invention d'une nouvelle pédagogie :

Nous apportons des outils, dit Suzanne Bukiet, « pour restituer leur fierté aux enfants de l'immigration et faire découvrir aux enfants français que leurs camarades en difficulté scolaire possédaient une langue et une culture qu'ils ne pouvaient ni montrer ni utiliser à l'école... Nous apportons des outils pour que ces jeunes se reconnaissent non pas sans culture, mais **de double culture**. »

LA CULTURE A DONC UN DOUBLE RÔLE FONDATEUR

1. Expérience vécue et dominée de l'altérité, **la culture fonde l'identité des personnes :**

— « Les parents immigrés, fait observer Mme Bukiet, savent d'où ils viennent, qui ils sont, connaissent leurs racines. En un sens, leur décision de quitter leur pays les valorise. Mais leurs enfants n'ont ni racines ni pays : la culture de leurs parents n'est plus la leur, tandis que la nôtre ne l'est pas encore. Ils ressentent qu'ils ne sont pas tout à fait comme les autres *sans savoir pourquoi*. Rien n'est plus difficile à vivre. D'où leur instabilité, leur agressivité, voire plus tard, la délinquance. »

— Le sous-développement, explique Thierry Verhelst, est d'abord un appauvrissement de l'identité, « le dépérissement du sujet par son entrée en dépendance économique, politique, et surtout culturelle. Le sous-développement guette dès lors que, faute de confiance en eux, des hommes ne sont plus capables de se donner une histoire. »

2. **Les phénomènes culturels sont le moteur symbolique des sociétés.**

« Le développement, ajoute Thierry, ne peut se produire par mimétisme. Les concepts de projets, de groupes-cibles, qui relèvent presque du vocabulaire militaire, caractérisent le rêve du Blanc, rêve intimement lié à la modernité occidentale. » Ces concepts appauvrissent les identités locales en les détournant, au nom d'un savoir extérieur, **de leur propre savoir enfoui et méprisé** qui recèle pourtant la clé de leur avenir.

Cependant, conclut Thierry Verhelst, « si la revitalisation culturelle est d'une extrême importance, il ne faut surtout pas la confondre avec un simple retour au passé qui n'est ni possible ni souhaitable. La culture ne peut se réduire ni au coup de badigeon diplomatique en usage dans les organisations internationales (« les dimensions culturelles du développement » !), ni à une forme de repli sur soi dont on voit trop bien, en Inde comme ailleurs, que loin d'être une dynamique, **c'est de la dynamite ! »**

COMMENT VIVRE LA
DIVERSITÉ DANS LA PAIX ?

Les participants à cette Rencontre d'avril 1993 ont vécu une extraordinaire expérience de **convergence**. Mais les choses ne sont pas simples ; elles sont même terriblement compliquées.

Pierre Calame et Thierry Verhelst ont, de façon très frappante, décrit le piège qu'il s'agit d'éviter :

— l'identité culturelle est UN TREMPLIN : niez la culture et c'est l'échec du développement, donc de la paix. Si vous voulez le développement, cherchez ce qui est spécifique.

— l'identité culturelle est UN FORTIN : parlez de culture et c'est la guerre. Si vous voulez la paix, cherchez ce qui unifie.

Voilà bien **les contraires** qu'il s'agit de conjuguer. En Afrique, en Asie, aux Amériques, les ethnies s'affrontent faute de pouvoir s'attaquer à la société dominante, et ce déchirement des pauvres signe à la fois l'échec de la paix et celui de la diversité. Il faut donc se garder, comme le dit Guy Poitevin (Inde), de « *chosifier* » la culture. Valeurs culturelles manipulées et peur de l'autre cristallisent alors dans des particularismes qui ne peuvent que s'entrechoquer violemment. L'obligation d'accepter l'incertitude, l'imprévu, le conflictuel, que soulignait Albert Abi-Azar (Liban), nous conduit à chercher les voies d'**une pédagogie de la diversité culturelle**.

Il faut tout reprendre au niveau des **rapports concrets entre les personnes**. C'est seulement par ce biais, par la mise en œuvre de « micro-processus intersubjectifs », que peut s'envisager une pédagogie de la diversité capable de prévenir la fermeture du piège. Sur ce point central, les participants à la Rencontre sont unanimes.

La curiosité à l'égard de l'autre, l'observation des « ruses des petits » qui parviennent à créer des espaces et des temps différents par le chant, le rire, la farce, l'ironie, l'institution d'autres champs d'influence, l'écoute de ceux qui ne parviennent pas à se faire entendre, l'accompagnement des paysans (« on n'a rien à leur raconter, ils savent »), l'apprentissage d'autres langues, sont les **MOYENS MODESTES ET DÉCISIFS DE STRATÉGIES PRATICABLES** à différents niveaux pour se dépouiller des idées préconçues et amorcer ça et là des **mouvements collectifs**.

Sans doute ces changements sont-ils de l'ordre de la SURVIE. Sans doute ne viennent-ils pas toujours à bout d'un sentiment d'impuissance devant la force effective des « macro-systèmes »... Mais **la lenteur** elle-même qu'impliquent l'écoute, le dialogue, l'interpellation, ne fait-elle par partie de la stratégie spontanée des pauvres ? Comme le soutient Ouedraogo (Burkina Faso), la confrontation ritualisée ralentit les proces-

sus de changement pour mieux les maîtriser. Il ne faut pas aller trop vite. L'important, rappelle Grimaldo (Pérou), c'est de **partir du concret**, d'accompagner ce qui existe, « d'aller de village en village pour faire converser les gens ».

Il y faut des **médiateurs**, des « facilitateurs » qui raniment la mémoire pour la ré-orienter vers l'avenir, dans une perpétuelle **re-création culturelle** permettant de dépasser la complication sans tomber dans l'ornière de la simplification par réduction, par exclusion. La désunion et le chaos, la confusion des métropoles où se débattent les pauvres, les encombrements, la pollution qui empoisonnent aussi l'existence des riches, résultent de la *volonté de simplification* qui, faute de savoir unir les contraires, se borne à exclure l'un d'entre eux. Or, du jour et de la nuit, qui peut dire lequel est un bien, lequel est un mal ?

Ainsi en va-t-il de la diversité des mœurs, des croyances, des pratiques, souvent contraires, mais pas nécessairement contradictoires. Le jour est le jour, la nuit est la nuit, celui qui appelle la nuit jour, contredit le sens commun et mérite donc une écoute attentive. La diversité des hommes et des peuples n'est rien d'autre que **le chemin sur lequel il nous faut avancer**. C'est la réponse de la vie à la réduction entropique qui efface tous les problèmes dans le calme plat de la mort. C'est la seule voie existante vers un degré supérieur d'organisation où, grâce à l'émergence de **SYSTÈMES COMPLEXES**, les conflits ne se résoudront plus par exclusion réciproque, mais par la négociation des contradictoires devant des tribunaux internationaux.

La crise qui ébranle aujourd'hui le monde n'est pas sans évoquer celle, oubliée, du Néolithique finissant. On estime qu'entre 4000 et 3000 avant Jésus-Christ, la population mondiale est passée de 15 à 150 millions de personnes. La pression résultante a provoqué le premier « exode rural », des piémonts du Zagros, du Balûchistan, de Haute-Égypte, vers les basses terres marécageuses mais remarquablement fertiles de la Mésopotamie, des vallées de l'Indus et du Nil, puis l'apparition des premières cités États. C'est dans l'une d'elles que vers -3000, fut inventée **l'écriture**. Elle allait permettre une clarification sans précédent des relations commerciales, juridiques, politiques, grâce aux institutions qui ont depuis lors réglé la marche du monde — administration, armée, justice, impôts, travaux forcés —, au prix d'impitoyables exclusions...

Il s'agit à nouveau pour la communauté humaine passée en cinq cents ans de quelques centaines de millions de membres à près de six milliards, de **s'attaquer à la complication** qui engendre laideurs et souffrances, mais sans recourir cette fois aux facilités de l'exclusion que ses victimes ne tolèrent plus. Le vrai développement humain (et non la croissance seule qui mutile en prétendant libérer), c'est le dépassement du compliqué par le complexe, la simplicité retrouvée non par la réduction du **sujet** à l'ombre

de lui-même, mais par l'intensification des relations qu'il entretient avec les autres.

Il nous faut donc de toute urgence inventer de nouveaux systèmes sociaux composés d'institutions **acceptant leur propre remise en cause**, devenues capables de changer de vitesse en s'appuyant alternativement sur les aptitudes analytiques du cerveau du calcul et sur la compréhension globale, intuitive, de l'intelligence muette EN CONTEMPLATION DEVANT LE MONDE. Des institutions **capables de supporter l'anomie**, les tensions dues à la diversité des cultures et des traditions, voire un « chaos » momentané.

De tels modèles institutionnels plus complexes et moins onéreux pour l'intégrité des hommes sont apparus ça et là au cours des siècles, mais les mécanismes de capitalisation et de généralisation de ces avancées partielles n'existaient pas encore. C'est ainsi que la colonisation européenne a répandu à partir du XVe siècle un modèle de civilisation raffiné dans ses manifestations intellectuelles et artistiques, mais prisonnier de concepts politiques relativement grossiers (comme les conseils cyniques donnés par Machiavel aux princes de son temps), au détriment parfois d'institutions indigènes plus sagement agencées.

Toute considération morale mise à part, le problème de la re-création culturelle auquel s'affronte l'humanité est trop sérieux pour que soient laissés de côté l'intelligence, le savoir-faire, l'imagination d'**un seul être humain**. Le métissage actuel qui affecte toutes les sociétés du globe n'est ni un triomphe de la démocratie qu'il faudrait célébrer par des manifestations provocantes, ni une dégradation du milieu national justifiant des politiques racistes de « purification ethnique ». C'est **un enrichissement** de l'humanité dans son ensemble, une composante fondatrice de la diversité chaotique où nous patageons. Comment se gère en pratique ce métissage qui annonce le franchissement prochain d'un seuil critique ? C'est ce que nous allons voir maintenant.

III QUE VIVA EL PERÚ 1995 !

CULTURE ET CIVILISATION

De quoi s'agit-il pour l'essentiel ?

De **relativiser** la « civilisation occidentale ». Non certes de la combattre (si ce n'est dans ses aspects les plus destructeurs, guerres, génocides, désastres écologiques), mais de la relativiser. D'obtenir au nom de la survie de l'humanité et du droit de chaque culture à s'épanouir, que les hommes d'Occident se départent de leur arrogance et se mettent humblement à l'écoute des non-Occidentaux.

Il faut comprendre que nous n'arriverons jamais à **rééquilibrer** durablement la Planète en partant de notre seul point de vue d'hommes d'Occident prêchant de bonne foi les droits de l'homme, de la femme, et des homosexuels, face à des tyrannies intégristes totalitaires.

La Planète se rééquilibrera — peut-être — d'elle-même quand nous aurons cessé de vouloir la dresser, la redresser, l'amender, la développer, et, dans les faits, *l'exploiter* pour notre plus grand intérêt, en jetant les hauts cris devant ce qui nous échappe.

La **culture** d'un pays plonge ses racines dans la façon d'être, le mode d'être d'un PEUPLE : paysans, artisans, ouvriers, manouvriers, vagabonds... Elle atteint des sommets d'expression par l'activité, la création, la conversation de ses ÉLITES. Elle recule devant la **Civilisation** lorsque les moyens — procédures comptables, arts mécaniques, bureaucratie, pratiques démocratiques, lois et règlements conçus par et pour la CLASSE MOYENNE — l'emportent sur les **fins** poursuivies par tous.

Lorsque la classe moyenne en effet, devient prépondérante au point d'exclure des centres de décision à la fois les aristocraties traditionnelles et les simples gens du peuple, lorsque la classe moyenne, comme aux États-Unis, **se prend pour le peuple**, et se considère comme l'unique détentrice de la modernité, **la civilisation qu'elle secrète détruit la culture** dont elle a été nourrie, sans rien mettre d'autre à sa place qu'une sous-culture dérivée de sa technicité. Nous en sommes là.

En cette fin du XXe siècle, la France et les autres pays d'Occident sont en proie à **une crise de civilisation**.

Organisation rationnelle de l'existence sédentaire urbaine, la civilisation multiplie les demeures, les voies de communication, les services publics, et toutes les commodités dont la publicité nous vante les charmes.

La culture à l'inverse, est **une danse**, un effort permanent pour dépasser l'existence nue, pour vivre au dessus de soi-même dans **une conversation continue** avec tous les vivants, au sein d'une communauté. La culture est un phénomène religieux, au sens étymologique : elle est ce qui rassemble, ce qui relie les habitants d'un même pays, petit ou grand, ce qui leur est commun par-delà la diversité des conditions personnelles.

La civilisation détruit la culture parce qu'elle supprime la danse, la fête, le bon plaisir, pour leur substituer des devoirs et des droits. Les Français disent : s'il vous plaît ! les Espagnols : por favor ! C'est la culture. Ce dont j'ai besoin, vous me le donnez non pas parce que j'y ai « droit », mais parce que votre plaisir est là, dans la réponse à mon désir. En me faisant une faveur, vous m'arrachez à l'anonymat : vous me reconnaissez différent. Je suis **une personne** que vous distinguez de plein gré, pas un ayant-droit, un redevable, un préposé, et donc **pas un exclu**.

La civilisation est égalitariste : elle organise la vie sociale en rendant les hommes égaux (du moins en théorie), d'égale valeur, un peu comme les rouages d'une machine. Elle brise les solidarités locales pour leur substituer une **sécurité** légale de convention. A la limite, pour faciliter la vie (au moins l'existence matérielle), elle ôte le goût de vivre.

On comprend dès lors que les civilisations soient mortelles, tandis que, sous des apparences changeantes, les cultures se perpétuent, ne serait-ce qu'à travers le vocabulaire, la toponymie. En réponse à la mécanisation, à l'atrophie de la vie qu'elles entraînent, les civilisations à leur apex propagent des comportements agressifs, stéréotypés, portés par des rythmes brutaux, des images heurtées, souvent liés à des pratiques frauduleuses, qui les galvanisent avant de les tuer.

Dans nos pays, la civilisation atteint aujourd'hui un degré inouï. Aussi nos cultures dépérissent-elles, dépouillées comme par un vent froid de leur diversité singulière. Baignées de christianisme méditerranéen, les cultures provençale et languedocienne ont été, en moins d'un siècle, déracinées par le mouvement conquérant de la civilisation française et se sont fait une raison. La France avait beaucoup à leur donner.

Mais la culture française elle-même est aujourd'hui rongée par une civilisation anglo-saxonne qui lui impose les modèles les plus incongrus :

— culte nordique de la violence criminelle, du guerrier fou, du « serial killer », confronté à la « violence libératoire » du shérif, gardien de la loi (Denis Duclos, *Le complexe du loup-garou. La fascination de la violence dans la culture américaine*);

— impérialisme du marché, de la production mécanique sans autre fin que la vente, le profit, de la spéculation qui encourage les trafics les moins légitimes (armes, drogues, jeux de hasard, organes humains);

— goût des équipements coûteux et inutiles, des paillettes, des éclairages violents et bariolés, des rythmes brutaux et vulgaires, culte de l'apparence et du « standing » (voitures, sondages, médias), au détriment

de la simplicité, de l'austérité, de l'économie de moyens, de la pauvreté reconnue et valorisée, et donc des pauvres, des migrants, des réfugiés...

En dépit d'apparences somptueuses comme un bouquet de fleurs coupées, nos cultures s'étiolent, en butte aux faux apaisements de la consommation et des pratiques sectaires. Il serait vain de chercher à ces maux d'autres remèdes qu'une patiente **revivification culturelle** qui, sans la condamner, remette enfin «la civilisation moderne» à sa place, subordonnée au savoir de la vie.

C'est précisément ce que font les Péruviens.

L'ACTION DU PRATEC OU COMMENT REVIGORER LA CULTURE ANDINE

Comme je l'ai écrit dans *La Force des Peuples*, la clef du véritable développement est connue depuis longtemps. Je l'ai découverte pour ma part en 1964, au Niger, en observant le succès des *Radio-Clubs* créés et animés par Guy Robert. **Écouter** les paysans, **enregistrer** leurs propos, les leur **restituer** grâce à la radio, à l'occasion d'écoutes collectives, leurs **commentaires** étant à leur tour enregistrés et ultérieurement **diffusés**... Une telle communication en «feedback» est l'occasion de multiples interactions. Les gens se voient ainsi confirmés dans leur être, valorisés par cette magie moderne qu'est la radio, rendus à la **fierté** de leur culture paysanne sans laquelle il n'y a pas de véritable décolonisation, et donc pas de développement.

C'est au début des années 80 que Grimaldo Rengifo, agronome péruvien, a commencé à s'intéresser à l'agriculture andine autochtone. En 1987, en collaboration avec un coopérant français, François Greslou, il a entrepris d'organiser des réunions avec des paysans et des techniciens, non pas pour vulgariser le savoir occidental, mais pour recueillir et valoriser celui des indigènes. Eduardo Grillo l'a rejoint en 1988 à la fondation du PRATEC, et Julio Valladolid en 1989.

Les promoteurs de ce *Projet andin de technologies paysannes* ont imaginé de faire rédiger par les paysans des communautés quechuas et aymaras, des *fiches techniques* (huit pages illustrées par l'auteur) sur leurs pratiques puisées dans la tradition orale ou dues à leur propre invention, le technicien agricole local tenant la plume... Le paysan auteur, souvent analphabète, reçoit 50 exemplaires à titre de droits... Le reste du tirage (500 exemplaires) est diffusé dans les autres communautés des Andes, les universités, les ministères, et les ONG.

En 1990, le *PRATEC* a signé un accord avec l'Université de Huamanga (Ayacucho) pour organiser sur les bases de ce savoir, des *séminaires de formation* destinés aux agronomes et aux étudiants désireux de s'initier à l'agriculture andine. Plus tard, les universités de Cajamarca, Puno, La Molina, ont suivi l'exemple d'Ayacucho. Enfin, le *PRATEC*, dont le siège est à Lima, assure le suivi sur le terrain de plus d'une douzaine de projets amis.

Pour l'essentiel, l'action du *PRATEC* vise à confirmer les communautés andines (8 millions de personnes sur 24 millions de Péruviens) dans leur propre vision du monde fondée sur la tendresse et le respect du vivant exprimés par des rituels. Cette cosmovision agrocentrée s'ordonne autour d'**une conversation permanente** entre la communauté des hommes, celle des plantes, des animaux, de la nature (*sallqa*), et celle des divinités, les *huacas*, sous la protection des monts divinisés, les *Apus*. A l'inverse, la formation officielle des agronomes et des techniciens agricoles péruviens repose sur «une conception antipaysanne» qui ne voit le paysan qu'à travers ses manques, comme un attardé qui doit se civiliser, c'est-à-dire «abandonner sa culture paysanne pour penser comme les ingénieurs».

«Nous croyons, affirme Julio Valladolid, que la culture andine doit se développer à **partir de ses propres racines...** Si vous voulez faire quelque chose de durable, ce ne peut être qu'à partir de ce qu'ils possèdent, en renforçant ce qu'ils possèdent» (les paysans). Culture biocentrique à l'opposé des cultures anthropocentriques de l'Occident, la culture andine est l'une des manifestations modernes les plus vivaces d'un savoir antique «dont les hommes ne se sont écartés que depuis deux siècles... Aussi cette culture est-elle d'une particulière importance pour la récupération de cette **harmonieuse façon de vivre.**» (Eduardo Grillo)

C'est près de Chosica, station balnéaire située au pied des Andes, à cinquante kilomètres à l'est de Lima, qu'ont lieu d'ordinaire les trois sessions annuelles de formation (de dix jours chacune) qui ont vu passer depuis 1990 près d'une centaine de volontaires.

En 1994, la 5e promotion rassemblait des ingénieurs agronomes relevant des universités d'Ayacucho, El Cuzco, Puno, Cajamarca, et d'organisations non gouvernementales travaillant dans les Andes, mais aussi un architecte, un sociologue, une infirmière et une directrice de théâtre.

C'est à Chosica, au Centre franciscain de rencontres de Villa La Paz, que s'est tenue du 6 au 11 mars 1995, l'**Assemblée annuelle des programmes d'affirmation culturelle**, à laquelle j'étais convié.

La colonisation est une maladie dont on guérit... Tel est le non-dit des messages librement exprimés pendant une semaine dans le grand auditorium de Villa la Paz, par près de 50 intervenants. A ce jour, nous dit Julio Valladolid à l'ouverture de l'Assemblée, le *PRATEC* a publié 700 fiches techniques («cartillas tecnológicas») représentant quelques 6000 pages, réunies en 14 tomes. «C'est une activité continue, une manifesta-

tion de notre assentiment à l'univers andin. Elles peuvent être considérées comme les fruits d'une conversation entre paysans, d'un élevage réciproque, ceux de Cajamarca visitant ceux de Puno et vice versa... » **Élever et se laisser élever** («criar y dejarse criar»), tel est en effet le cœur de la culture andine, qu'il s'agisse de l'élevage des pommes de terre, du maïs, des lamas, des alpagas ou des hommes.

La première journée de la rencontre (mardi 7 mars) est entièrement consacrée à la mise en commun («socialización») des travaux d'enquête effectués dans l'année par les 19 membres de la 5e promotion. Les montagnards râblés, aux courtes jambes, qui se succèdent sur l'estrade devant de grandes feuilles de papier blanc, s'expriment avec aisance, sans la moindre nervosité ni crainte de lasser, de neuf heures du matin à onze heures du soir, devant un auditoire attentif qui n'interrompt jamais et pose le moment venu, des questions détaillées, pertinentes, assorties de commentaires personnels.

Gualberto Machaca parle de l'*Ayllu* de Quispillaccta, à huit heures de route d'Ayacucho, où vivent 5 000 personnes dans douze hameaux, sur 2 000 hectares de terre, dont il est originaire, **Rider Panduro** de l'«élevage» («crianza») des vergers («chacra-huerto») dans le bassin du Bajo Mayo (Amazonie), **Sabino Cutipa** de la culture (mais on dit aussi «crianza») des tubercules nobles («engreidas») que sont l'*oca*, l'*olluca*, et l'*isano*, dans la région du lac Titicaca (Puno), **Angel Arellano** de l'élevage du cochon d'Inde («cuy») et de l'influence supposée de l'Occident dans les communautés de Jauja (Junin), **Edwin Miranda** de la «conversation» avec l'eau dans la communauté de Ch'aqo-Tiraque, Cochacamba (Bolivie), **Abel Quispé** de l'«élevage» des paysages à Pucarà, Huancayo (Junin), **Eduardo Diaz** du caractère organique de l'*Ayllu* de Pasorco, Cajabamba (Cajamarca)...

Les animateurs introduisent le sujet, invitent à poser des questions, mais n'interviennent eux-mêmes que rarement. Les participants ne tentent pas d'accaparer la parole pour se faire valoir; ils ne discutent pas entre eux au mépris de celui qui parle; quand ils n'ont rien à dire, ils se taisent. A partir du témoignage de l'un d'eux, ces gens conversent, paisiblement, sur un aspect de leur propre culture, de leur propre façon de vivre. Ils approfondissent par l'aide mutuelle, leur connaissance intuitive d'**un savoir commun** qui les concerne directement.

Les chaises sont confortables, les tables en arc de cercle largement ouvert sont revêtues d'un tapis vert, agréable aux yeux, la salle est spacieuse, bien éclairée, aérée. On voit à travers de grandes verrières la verdure et les fleurs du jardin. Au-delà du mur de clôture, dans des éboulis de rocs, se dressent les montagnes aux flancs désertiques, divinités protectrices qui dominent ce lieu sacré de la tradition indienne parcouru par l'eau vive d'une source. Le grondement proche du Rio Rimac annonce le désert côtier qu'il arrose jusqu'à Lima, au bord du Pacifique.

La conversation du deuxième jour porte sur les expériences d'animation culturelle des organisations locales représentées dans la salle. De huit heures trente à vingt-deux heures, elle se déroule presque sans méandres, au fil des interventions successives, et l'intérêt ne faiblit pas tant la concentration est générale.

Nestor Chambi évoque la réhabilitation des « andenes » (champs en terrasses) du département de Puno, espaces de rotation des semences qui, dit-il, cheminent comme les hommes, et dont il faut repérer les circuits. Dans les Andes, les rituels et les pratiques traditionnelles de traitement des maladies osent désormais s'affirmer ouvertement et de nouvelles communautés retrouvent ces pratiques anciennes. Celle d'utiliser la pluie pour irriguer les pâtures se généralise et les gens sortent sous l'orage pour tirer parti de l'eau du ciel. Dans la communauté de Quisillaccta, explique **Eriberto Nunez**, les échanges d'expériences entre paysans se multiplient sur leurs façons culturelles, la guérison des malades, la collecte des semences pour accroître la variabilité endogène, l'élevage de l'eau, des bosquets, etc.

Marcela Machaca présente une vidéo sur le rituel organisé en décembre dernier dans sa communauté pour rétablir l'équilibre symbiotique rompu par la prolifération des souris (« raton ») et d'une certaine herbe... Personne, explique-t-elle, n'a songé à les détruire. Ils font partie de tout ce qui vit, ils ont eux aussi **le droit de vivre**. La communauté a passé toute une nuit sur la montagne, à 4000 mètres d'altitude, pour lier amitié avec eux en les faisant danser en musique et les inviter à mieux se répartir sur le territoire pour ne pas nuire aux hommes.

« Laisserions-nous notre enfant nu dans la nuit et le froid ? », demande **Jorge Camborda**, professeur en sciences sociales, directeur du *PRODER* (Promotion et développement rural) de Huancayo. « C'est pourtant ce que nous faisons avec notre Mama Pacha, la Terre Mère que nous déboisons abusivement pour servir l'agriculture commerciale, industrielle, avide de bois et de pâte à papier... »

Il en va des mines comme de la forêt, fait observer **Edwin Loza**, fabricant de masques andins à PUNO : « le minerai ne s'exploite pas, il se **récolte!** »...

J'éprouve un grand bonheur de rencontrer ici le « néolithique » vivant, procédant avec tendresse et respect, mais de façon résolue et positive, à son propre réajustement. Non pas dans l'amertume du mal vécu, la tristesse impuissante des vieux et l'enthousiasme iconoclaste des jeunes agriculteurs, avec ce sourd ressentiment contre une modernité mal maîtrisée qui a scellé en France la fin du monde paysan. Mais dans la certitude fondée qu'**il est bon d'être soi et d'écouter les autres** pour n'en prendre que ce qui convient, pour continuer d'avancer au rythme des siècles et non d'une bousculade avide de profits où le meilleur du monde ancien est jeté aux orties avec le pire. Je trouve ici le LA de la civilisation de demain, le

diapason, la référence fondamentale d'une **critique positive de la modernité**, radicale sans doute, mais sans nostalgie dangereuse du passé, puisque ce passé demeure en fait dans les Andes l'âme vivante du présent.

Les compte rendus d'activités des organisations ont occupé la *troisième journée*, exceptionnellement commencée à six heures trente du matin pour faire place à la fiesta de la nuit suivante. Se sont ainsi succédé au micro ce jour-là, le *Centre de Formation Paysanne* d'Ayacucho, l'*Institut d'Études Agraires Andines* de Cajamarca, les *Associations Bartolomé Aripaylla* et *Atus Paria* (du nom du leader paysan d'un soulèvement indien au siècle passé), l'*Institut Régional d'Écologie Andine* de Huancayo, etc.

Le quatrième jour (vendredi 10 mars), on m'a donné la parole. Conscient des automatismes qui, en Occident, nous font venir aux lèvres le mot «développement» pour signifier ce qui nous semble socialement le plus désirable, j'ai tenté de prendre du recul par rapport à trente ans de discours «développementaliste» pour me faire entendre de ceux qui se croient fondés à le rejeter.

Avant la Renaissance européenne, ai-je dit, avant le XV^e siècle, les cultures traditionnelles couvraient le monde entier, Europe comprise. Sur ce continent toutefois, les germes de la pensée moderne commençaient à se développer dans certains milieux cléricaux et universitaires.

A partir du XV^e siècle et jusqu'au XX^e, toutes ces cultures traditionnelles qui avaient entre elles moins de différences que de points communs, ont été frappées de plein fouet par l'**onde de choc** de la rationalité grecque, transmise à l'Europe au Moyen Age par les auteurs arabes et juifs, et diffusée jusqu'au bout du monde par les soldats, marchands et missionnaires européens, soulevés par une natalité conquérante.

L'Europe elle-même a vu alors ses vieilles cultures paysannes et communautaires ébranlées, puis balayées, forcées d'accepter la loi du marché au prix d'une hémorragie sans précédent.

Ailleurs, certaines cultures anciennes se sont maintenues assurant plutôt mal que bien la survie de populations que les experts d'Occident aveuglés par leurs succès (en gains de «productivité») s'efforçaient de convertir aux cultures de rente, tandis que des millions de déracinés émigraient vers les villes.

C'est au dernier quart du XX^e siècle seulement que tout a commencé à changer. Vers 1975-1980 s'est produit **un retournement considérable**, comme j'ai pu le constater en 1983, à l'occasion d'un tour du monde de six mois.

Dans le temps même où elle atteignait les communautés les plus éloignées (du foyer européen), l'onde de choc de la «modernité» avait perdu de sa force, minée par les échecs de l'Occident (guerres mondiales, génocides, guerre froide) qui retiraient à son modèle beaucoup de son exemplarité et ouvraient la voie à la **décolonisation**. Volontaire ou forcée, celle-ci

a marqué dans les années 50 cette première étape d'un redressement des non-Occidentaux.

Parallèlement, le **recul de la mortalité** dû aux progrès de la médecine commençait à renverser les rapports de force au profit des jeunes nations. Encore fallait-il que fût maîtrisé un taux de natalité demeuré élevé.

Le retournement des années 70 semble correspondre à la **prise de conscience** de cette nécessité : le taux de croissance de la population mondiale qui avait atteint un sommet (2,1 % en 1970) a commencé à baisser : 1,72 % en 1980, 1,57 % en 1990, et la tendance se poursuit (1,48 % en 1995). Avant cent ans, la population du monde sera stabilisée.

L'événement majeur de cette fin de siècle pour l'humanité est donc la **montée en puissance de sa conscience collective** dans un contexte démographique désormais défavorable à l'Occident.

Vulgarisée dans les années 60 (le *Programme des Nations unies pour le Développement* a été lancé en 1965), la notion de «développement» a été délibérément confondue avec celle de «croissance», comme s'il ne s'agissait pour les pays «en retard» que de «rattraper» les pays «avancés» en empruntant les mêmes routes qu'eux.

Mais le véritable développement ne se limite pas à une imitation de la croissance. C'est en réalité une spirale culturelle ascendante qu'amorce une phase de «**concentration**», de renforcement de soi équivalant à une décolonisation mentale, suivie d'une phase de «**décentration**», d'ouverture aux autres et notamment aux forces du marché, qui autorise une «**surcentration**», un décrochement de l'éternel retour des choses, amorçant une nouvelle spire...

A l'échelle mondiale, c'est cette inéluctable centration sur soi qui s'est déclenchée il y a vingt ans, et dont, en Asie, les premiers effets économiques et politiques commencent à se faire sentir. Partout dans le monde aujourd'hui, on voit des sociétés locales, tant rurales qu'urbaines, puiser dans la conscience des limites de l'Occident, la conviction que leur avenir passe par **une réaffirmation sans détours de leurs propres évidences**, par la revivification de leurs savoirs anciens.

En 1993, avec l'appui de la *Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme*, soixante personnalités de tous les continents, réunies en convention préparatoire en France, ont élaboré une *Plate-forme pour un monde responsable et solidaire* fondée sur le constat de trois déséquilibres majeurs : entre le Nord et le Sud, les riches et les pauvres, les hommes et la nature.

Ces déséquilibres du monde d'aujourd'hui reflètent une triple crise des relations et de l'échange : entre les sociétés, entre les hommes, entre les hommes et leur milieu de vie.

Manifestation parmi d'autres de la **prise de conscience planétaire** dont je parle, la *Plate-forme* exprime la conviction que dans les crises qui secouent le monde, les fondements mêmes de la «modernité» sont engagés. Il y a urgence à reprendre le chemin du dialogue et de la réciprocité

avec la nature à travers la fierté retrouvée d'une culture familière. La *FPH* s'emploie à faciliter cette évolution. A chacun de saisir à sa façon l'occasion offerte, sans se laisser rebuter par les termes employés. L'Alliance pour un monde responsable et solidaire n'a pas de porte, mais... la porte est ouverte.

«La colonisation est une maladie dont on guérit **par l'affirmation de sa propre culture**». Cette affirmation fonde le *PRATEC* qui, pour l'instant, ne veut rien voir au-delà. Pour les membres du groupe, l'alternative est simple : la vie avec les paysans (la plupart ont déjà fait ce choix), ou le marché avec les impérialistes qui, la parenthèse coloniale refermée, cherchent encore à imposer au monde leurs concepts et leurs méthodes (machines, engrais chimiques, semences hybrides) dont l'échec local est avéré.

La **culture andine** est toujours vivante, mais elle n'est pas partout en bonne santé. Soumise à l'agression des ONG extérieures qui veulent l'ouvrir au marché, à l'offensive intellectuelle de l'école et des universités imbues d'une rationalité étrangère, à la méfiance des politiques pro-occidentaux, elle a besoin d'être revigorée. Pour les Indiens Quetchuas et Aymaras présents dans la salle, ce n'est donc pas le «développement» qui est prioritaire, mais bien plutôt l'**enveloppement**, l'embrassement, l'«enlace» qui recrée le tissu social endommagé.

— Ce qui est intéressant, note Grimaldo, «c'est **ce qui croît** et mérite d'être élevé. Comment récolter sans avoir élevé ? Il faut élever ce qui est en train de grandir pour que le tissu interculturel devienne une réalité...»

— «Pour que des personnes puissent converser, souligne Julio, il faut qu'elles aient été élevées par leur propre culture. Mais il y a un long chemin à faire pour que les autres cultures puissent échapper à la culture dominante».

— Pourtant, reprend Grimaldo, il existe une possibilité pour que ces rivières symboliques, pays du Nord et pays du Sud, riches et pauvres, hommes et nature, se rencontrent et conversent entre elles. Mais si nous voulons parvenir à des choses concrètes (et pas à de simples représentations de la réalité), «il faut **organiser rituellement cette confluence** («esta encuentra de rios») pour qu'il y ait jaillissement (de vie) et non consommation (de mots)».

Foncièrement anthropocentrique, la civilisation occidentale moderne doit **se recentrer sur le cosmos** pour cesser de mettre en danger l'avenir de la planète au nom du droit de l'individu à faire aller les choses à sa guise. «La civilisation, c'est quand les choses marchent comme nous le voulons», affirme sans fard le Dr George R. Fath, Vice-Président et Directeur Général de *Land Mobile Radio, Ericsson GE Mobile Communications*.

Au centre de son discours, l'homme «moderne» met ainsi l'**individu** doté de tous les équipements nécessaires, avec en plus (si possible), la

fraternité, la paix et l'harmonie... Mais, à l'Ouest comme à l'Est, il s'est toujours heurté aux mêmes obstacles : exclusion des plus faibles ou oppression des plus hardis, industrialisation débridée ou incurie, libéralisme impérialiste ou totalitarisme.

Beaucoup en tirent aujourd'hui la conclusion que l'individualisme est une voie sans issue à long terme, et qu'il faut en chercher une autre dans le renforcement des communautés locales, la revivification de leurs pratiques, et la priorité enfin reconnue à **la culture** sur la civilisation.

Le grand intérêt d'une telle Rencontre tient à ce que s'y est exprimé de façon claire et nette, mais totalement pacifique, le **refus** grandissant d'une large partie de l'humanité d'entrer dans le jeu de l'Occident qui a trop souvent, depuis 500 ans, trompé son monde. L'approche de terrain n'est pas celle des fonctionnaires et des intellectuels ; elle ne peut être « unifiée » sur le seul plan des concepts ; elle requiert avant tout **l'ouverture d'espaces d'échanges** entre des groupes physiquement éloignés mais apparentés par leurs motivations.

Interlocuteurs obligés de l'Alliance, des bureaux d'études comme le *PRATEC* peuvent continuer à cheminer dans leur voie en lançant des passerelles vers d'autres groupes semblables ailleurs dans le monde. En dépit (ou peut-être à cause) de ses qualités de densité et de concision alliées à la pertinence de l'analyse, la *Plate-forme* peut susciter des réactions de rejet de la part de tels groupes engagés dans une « **renaissance** » collective, qui redoutent de se laisser prendre au piège des mots venus de l'étranger avant d'avoir récupéré leur propre langage.

Tout occupés à se « décoloniser », à se reconstruire, ces groupes veulent d'abord se convaincre que l'Alliance, en les convoquant à un niveau global, stérile à leurs yeux, ne leur fera pas perdre le **savoir de la vie**.

VILLA EL SALVADOR OU COMMENT LA CULTURE RECRÉE LA CIVILISATION

Villa el Salvador est aujourd'hui une ville de 350 000 habitants, aux maisons basses, aux rues larges et bien tracées, plantées d'arbres, coupant à angles droits de larges avenues. Elle étale son damier en plein désert, dans les dunes au sud de Lima. En 1971, sur la Tablada de Lurin, à proximité du site archéologique de Pachacamac, il n'y avait encore que du sable et des pierres quand arrivèrent les premiers « envahisseurs » (« invasores »). Parmi eux marchait un prêtre basque, aujourd'hui citoyen péruvien, Michel Azcueta, qui suivait ses élèves et me raconte cette histoire.

Cette année-là, le 1^{er} mai, 20 000 familles de sans-logis avaient occupé des terres vacantes à Pamplona, le long de la route Panaméricaine Sud. Ces invasions sont très organisées : les terrains, qui appartenaient ici à des propriétaires privés, sont quadrillés et lotis avant l'arrivée des «squatters». Le 5, la répression avait frappé. Premier martyr de la communauté, Edilberto Ramos Quispe y trouvait la mort, tandis que le régime militaire emprisonnait Mgr Luis Bambarén, l'évêque des «pueblos jovenes» (bidonvilles). Le 11 mai, les «pobladores» étaient déportés par l'armée sur des terrains en bordure du Pacifique, que leur cédait l'État.

L'eau n'est fournie que par des camions-citernes, mais aussitôt, les «envahisseurs» s'organisent. Ils se construisent des abris, une église. La première paroisse fonctionne dès le mois d'août, la première école en septembre. Le collège secondaire, «Fé y Alegria» (foi et allégresse), ouvre ses portes en novembre. En avril 1972, commence la première année scolaire de Villa el Salvador. En 1973, les habitants tiennent leur première Convention qui prendra par la suite le nom de **Communauté urbaine autogestionnaire de Villa el Salvador (CUAVES)**, héritière de l'Assemblée populaire qui a organisé l'invasion. La CUAVES reçoit l'appui du SINAMOS (Système d'appui de la mobilisation sociale), organisme d'État dont elle s'émancipera par la suite.

Le Centre culturel («Centro de Comunicación Popular») est fondé en octobre 1974, l'**éclairage public** inauguré pour Noël 1975. En avril 1976, 30 000 «pobladores», dirigeants, mères de famille, maîtres et étudiants, marchent sur le Palais du Gouvernement à Lima pour exiger des réponses aux problèmes d'éducation. En septembre, la CUAVES tient sa seconde Convention. En juillet 1977, Villa el Salvador prend part à la grève générale contre la dictature militaire. Second martyr de la communauté, un jeune y trouve la mort.

D'autres grèves nationales, en 1978 et 1979, ponctuent l'existence de la jeune cité. En mai 1979, la CUAVES tient sa troisième Convention. L'**eau** est installée en août, ainsi qu'un **réseau d'égouts**. En janvier 1980, des bassins («lagunas de oxidación») sont creusés en bas de pente pour la purification des eaux usées (par la seule action du soleil) : l'eau récupérée permettra la création d'une **zone d'agriculture et d'élevage**. En juillet 1982, un Conseil exécutif communal provisoire est élu. Le **Plan intégral de développement** de Villa el Salvador est publié.

A Noël de la même année 1982, deux **pistes goudronnées**, les routes A et B, sont inaugurées. En mai 1983, sous la présidence de Belaunde, le Sénat et la Chambre des Députés du Pérou accordent à l'ancien «bidonville» qui a dépassé les 150 000 habitants, la qualification de «*Ciudad*» (cité), et créent le District de Villa El Salvador, Province de Lima. En juin 1983, la CUAVES tient sa quatrième Convention. La Gauche unie l'emporte aux premières élections municipales qui ont lieu en novembre : Michel Azcueta devient le premier **Alcade** de la nouvelle cité.

Lancée par le Professeur Abimaël Guzman qui a passé deux ans en Chine, la guérilla maoïste du *Sentier Lumineux* (« *El Sendero* ») commence à faire régner la terreur dans les Andes. Mais à Villa el Salvador, la vie continue. En décembre 1983, se crée la Fédération populaire des femmes, l'une des plus influentes parmi la cinquantaine d'organisations de la communauté. Par son premier décret, le 1^{er} janvier 1984, la municipalité reconnaît la CUAVES, Communauté urbaine autogestionnaire, et signe avec elle un accord : « à Villa el Salvador, **la loi communale est loi municipale** ».

Le 5 février 1985, le Pape Jean-Paul II visite la ville, entouré par près de deux millions de « pobladores ». En janvier 1986, Villa el Salvador est proposée pour le prix Nobel de la Paix. Le gouvernement annonce la création d'une **Zone industrielle**, avec la participation des Nations Unies, ainsi que la construction du **métro** Villa El Salvador-Lima-Comas. En juillet 1986, porteurs des drapeaux blancs de la paix, les habitants participent à la *Marche pour la Paix et la Justice Sociale*, en protestation contre le massacre de plus de 300 prisonniers politiques appartenant pour la plupart au *Sentier Lumineux*.

En octobre 1986, se crée la centrale des petits industriels de Villa el Salvador. La Gauche unie l'emporte encore aux élections municipales de novembre, avec 57 % des voix, et Michel Azcueta est réélu Alcade. En mars 1987, l'Année internationale de la paix, la ville reçoit la visite de Julius Nyerere, ancien Président de Tanzanie. En janvier 1989, nouvelle marche des « pobladores » sur le Palais du Gouvernement à Lima pour attirer l'attention sur le Plan d'urgence (eau, électricité) approuvé le mois précédent par l'Assemblée populaire du district. Début de la construction du **métro**. Mise en service, en mars, de la station de pompage n° 4 alimentant le district en **eau**. Villa el Salvador compte désormais 300 000 habitants dont 75 % ont moins de 26 ans.

En juillet 1990, visite du Président de l'Assemblée Nationale de Cuba, le Dr Juan Escalona. En octobre, début de la production de tissu dans la **Zone Industrielle**. En février 1991, *l'épidémie de choléra* mobilise la population sur le Plan de santé de la CUAVES, reconnu par l'Organisation Mondiale de la Santé. Les menaces du *Sentier Lumineux* se précisent : en onze ans de lutte armée, il a tué 24 000 personnes et tente maintenant d'étrangler la capitale en s'en prenant à son ceinturon de misère. L'épreuve de force va s'engager.

Les années 1992 et 1993, me dit Michel Azcueta, sont pour Villa el Salvador des années terribles. En septembre 1991, Maria Elena Moyano, adjointe au maire et présidente de la Fédération des femmes, a organisé une *manifestation des mères* « contre la faim et la terreur », après l'assassinat de Juana Lopez, coordinatrice du « Programme du verre de lait » du port de Callao. En représailles, les « *sendéristes* » dynamitent le local de la Fédération. Perdant son emprise sur les paysans andins qui fuient la

violence vers le Bas-Pérou, la guérilla s'efforce de contraindre les « *barriadas* » (quartiers populaires) à l'insurrection...

Refusant de céder au chantage de la terreur, Maria Elena prend la tête d'une grande marche pour la paix : « si la population s'organise, déclare-t-elle, nous pourrions mettre en déroute le *Sentier Lumineux* ». Elle est assassinée le lendemain, 15 février 1992. En avril, le *Sentier* lance deux voitures piégées contre le Centre Culturel, détruit l'émetteur Stéréo Villa, s'attaque à l'Université Libre, aux collèges, aux habitations. En août, l'**émetteur de Televilla**, canal 45 UHF, commence ses émissions qui couvrent aujourd'hui le tiers de Lima.

En septembre, *une foule immense* convoquée par les alcades de Villa el Salvador et Miraflores, proteste contre les attentats. Le 11 janvier 1993, Rolando Galinda, alcade de Villa el Salvador, est assassiné par le *Sentier*, puis, le 28, Alejandro Pantigoso, président de l'Association des pères de famille, candidat à la mairie, et son épouse. Le 16 juin 1993, Michel Azcueta échappe à un attentat, mais il est grièvement blessé à la jambe...

« Nous avons beaucoup souffert, me dit-il dans le Centre culturel reconstruit, mais **nous sortons vainqueurs** et par la lutte de la société civile, pas par celle des militaires. Mais ce fut très dur, une terreur réelle... Depuis 1994, la situation s'est améliorée. Des gens de toute l'Amérique latine viennent nous voir, échanger des expériences. Parce que nous ne faisons pas des projets pilotes, mais des expériences qui peuvent se renouveler ailleurs. Tout a été planifié dès le début : l'eau, les égouts, l'électricité... Chacun a construit son logement comme il pouvait, mais en respectant **des règles communes d'implantation**. Notre chance fut que le gouvernement militaire, en 1971, nous a donné un vaste coin de désert, ce qui nous a permis de voir loin devant nous. Ici, chacun a son titre de propriété... »

On ne peut donc en toute rigueur, parler ici de « bidonville », puisque les habitants possèdent la sécurité foncière sans laquelle ils n'auraient pu s'organiser ainsi. Mais il s'agit bel et bien d'une **création urbaine ex nihilo** par une communauté sûre d'elle.

La création de Villa el Salvador, explique Andrew Maskrey (fiche CIDAP-GRET, février 89), doit son origine à une politique urbaine de la fin des années 60, visant à limiter et contrôler la formation des quartiers spontanés. Mais, après avoir pris en charge au début quelques éléments d'infrastructure, l'État a de plus en plus limité son aide et ce nouvel établissement humain n'a réussi que grâce à la forte organisation de ses habitants. Villa el Salvador est *un gigantesque programme de logements promu par les habitants eux-mêmes* qui, à travers la CUAVES, ont assuré continuellement le contrôle des principales décisions.

« Chaque « manzana » (pâté de maisons), reprend Azcueta, comprend 24 familles et élit un délégué qui participe à l'association générale du quartier. Il y a 16 « manzanas » dans un quartier, soit 384 familles (environ

1 300 personnes). Dans chaque quartier, on trouve un **terrain de sport** et une **cantine** («comedor popular»). Tous les cinq quartiers, un **collège**. Il y a ainsi 35 écoles primaires et collèges, tous construits par les habitants, et 4 **Centres de formation professionnelle**. Tous les enfants sont scolarisés. Tous les huit quartiers, il y a un **marché**, un **Centre de santé** (13 au total), et des **petites industries**. Chaque famille doit planter trois arbres, à l'intérieur ou à l'extérieur de son terrain, et en prendre soin ; 500 000 arbres ont été ainsi plantés... »

«Mais le plus beau, insiste Michel Azcueta, c'est la transformation du désert et la création d'une **zone agricole** grâce aux lagunes d'assainissement des eaux usées que nous cachent aujourd'hui les arbres. Il y a trois types d'exploitations : individuelles, communales, coopératives. Les terres sont irriguées grâce à un canal creusé par la communauté. Le maïs que nous produisons nourrit 3 000 vaches qui nous donnent du lait et du fromage. Dans les vergers, de jeunes agronomes français de Nantes travaillent avec les jeunes d'ici. Mais l'eau manque : elle ne nous est accordée que dix heures par jour quand d'autres quartiers la gaspillent... »

Lancée en 1988, la **zone industrielle** offre déjà 3 000 emplois dans l'alimentaire, la confection, la chaussure, la construction métallique. Le premier tronçon du **métro** Villa el Salvador-Lima ouvrira en avril. Les **transports** sont assurés par les autobus de la capitale, obtenus de haute lutte, et des taxis à trois roues, à un sol la course (2,50 F en 1995). Il existe aussi une **zone sportive**, une **zone archéologique** et un **musée**. Pour se détendre, les gens vont à la **plage**...

Seule expérience de planification populaire au Pérou, écrit François Bellec, l'organisation de Villa el Salvador se fonde « sur un système démocratique qui respecte à la fois le champ de la société civile et celui des pouvoirs publics. C'est là que réside sa force. Il est évident que toute cette solidarité et ce sens de l'organisation reposent sur un niveau de conscience élevé de la population. » (*Croissance*, octobre 89).

Si la communauté a pu se dresser contre le *Sentier Lumineux* et s'opposer victorieusement à ses entreprises en soutenant que la violence n'était pas la voie de l'avenir, c'est qu'elle participait directement de la culture non violente des communautés andines dont la plupart de ses membres sont issus. La misère qui la contraignait d'inventer par la réflexion et l'entraide une nouvelle civilisation n'était pas une misère culturelle, mais l'effet de la pauvreté absolue qui frappe la moitié de la population du Pérou.

La culture ici a réinventé la civilisation, et avec un tel succès que l'exemple des quartiers spontanés qui représentent 47 % de la population de la capitale, est sans doute le meilleur rempart contre la décomposition qui affecte les institutions officielles (F. Bellec). « Avec huit millions d'habitants, souligne Michel Azcueta, Lima rejette toujours ses eaux usées

dans la mer. En recourant à notre méthode, on pourrait grâce à elles, irriguer tout le désert... »

PERSPECTIVES

Le Pérou connaît *une crise du système politique*, m'explique le sénateur Rolando Ames Cobian, tête pensante de la Gauche chrétienne et, comme Michel Azcueta, signataire de la *Plate-forme*. Il me reçoit au siège de l'*IDS (Instituto de Diálogo y Propuestas)* qu'il a fondé, à Lima.

« Il faut chercher dans la société comment mettre en rapport les citoyens avec la chose publique, et rebâtir les institutions politiques. Comment faire pour que la société puisse se faire écouter ? Nous portons beaucoup d'intérêt aux expériences des **mouvements de citoyens**, si importants au Brésil. Comment lancer un mouvement d'animation et de participation des citoyens aux affaires publiques, contre la faim, contre la pauvreté ? Il faut proposer une espérance positive : les gens veulent le logement, le progrès, affirmer leur citoyenneté par le développement humain, et pas seulement par la croissance. Nous sommes envahis par l'idéologie néo-libérale. Il faut proposer quelque chose au niveau des valeurs de base de la société. Il ne s'agit pas de créer un parti, mais un mouvement social, avec une animation proposant des mécanismes concrets pour l'action au niveau local... »

Autour de l'*IDS*, le sénateur Ames a rassemblé *un groupe d'ONG* travaillant avec les secteurs populaires pauvres de la capitale, les cantines autogérées (« comedores »), le mouvement ouvrier : l'*Asociacion Alternativa*, la *Fovida* (« *Fomento de la Vida* ») avec Roelfin Haak, l'*Instituto Bartolomé de las Casas-Rimac*, avec Gustavo Gutierrez, théologien de la Libération, et les *SEA* (« *Servicios Educativos El Agustino* ») qui sont implantés dans les « *barriadas* ».

Début mars, 600 personnes ont participé à Huampari (non loin de Chosica), à une rencontre organisée par l'Institut Bartolomé de las Casas sur le thème : **action citoyenne pour le développement humain contre la pauvreté**. « L'histoire de ce pays, me dit le sénateur Ames, est celle d'une oppression très forte des paysans indiens qui a marqué de façon très radicale la subjectivité. Il faut reconnaître que nous devons vivre ensemble et que la loi et le droit doivent aller ensemble. L'idée d'une participation au niveau local pour faire suite aux politiques sociales de l'État, avec un réseau d'observateurs de ces politiques, est très bien reçue. Notre initiative est très ouverte, sans modèle imposé, mais comment un tel mouvement peut-il marquer l'opinion publique sans être un mouvement politique centralisé ? C'est un pari que nous faisons. »

Le Pérou est divisé en deux, reconnaît le Dr Antonio Pena Cabrera, professeur principal de philosophie à l'université San Marcos de Lima, rencontré à Chosica et retrouvé avec une dizaine d'autres personnalités, à l'Institut péruvien de recherche scientifique (*IPIC, Instituto Peruano de Investigación Científica*).

« Il y a les occidentalisés et les autres. La réforme agraire a fait disparaître tous les intermédiaires, comme le « gamonal » (contremaître dans les latifundia). Mais le processus d'occidentalisation a perdu de sa force. Il est devenu difficile de faire figure d'Occidental. A Lima, les métis prédominent. L'arrivée d'une importante population indigène a notablement marqué le paysage urbain : Lima s'est andinisée... »

Cette subversion tranquille du paysage colonial d'antan dont il ne reste, au centre de la capitale, dans l'ancien quartier aristocratique de Rimac, que des lambeaux colonisés par les pauvres, est l'un des phénomènes sociologiques majeurs de cette fin de siècle. En quête de quartiers plus sûrs, les classes aisées se sont repliées sur la première périphérie : Lince, San Isidro, Miraflores, Surco, jusqu'à Barranco, au bord du Pacifique.

La moitié de la population de Lima est constituée d'habitants des « *barriadas* » gagnées sur le désert par des invasions successives de sans-logis, majoritairement indiens. Comme me le disait Michel Azcueta, l'échec de l'offensive urbaine du *Sentier Lumineux* est au moins autant la victoire de ces « *pobladores* » qui ont refusé d'entrer dans la logique du pire, que celle du gouvernement Fujimori qui, en 1993, a arrêté Guzman et les principaux leaders.

De fait, pense le Dr Pena, le *Sentier Lumineux* s'est « suicidé » par suite d'une contradiction qu'il n'a pu dépasser. Son idéologie marxiste qui voyait dans la violence « l'accoucheuse de l'Histoire », l'a conduit à appauvrir et terroriser le milieu paysan andin qui était son alibi et son point d'appui. Le terrorisme urbain était donc une tentative pour reprendre le contrôle de populations fuyant l'insécurité qu'il avait lui-même créée dans le Haut-Pérou. En signant après sa capture, un document où il reniait ses propres principes, Guzman a porté un coup mortel au mythe, jusque-là inattaquable, qu'il représentait. Pour les bandes armées qui subsistent, l'idéologie n'est plus qu'un prétexte pour tenter de survivre. Mais elles restent dangereuses.

Le conflit Nord-Sud au Pérou est profondément intériorisé par les élites. Fascinée par le Nord au point de renier ses origines, la société péruvienne aux commandes du pays connaît une sorte de « nihilisme anthropologique ». « Nous aimons la culture occidentale, affirme le Dr Pena Cabrera, et si nous y renonçons, nous ne sommes plus rien, croyons-nous. Pourtant, nous sentons bien que nous ne pouvons pas suivre le même processus que l'Occident : il est trop tard. Nous savons que les ressources de la planète sont limitées et que les entreprises de l'Occident les mettent

en péril. Essayer d'imiter l'Occident est extrêmement dangereux : nous y perdons pied».

«C'est un problème d'authenticité : le substrat de notre pensée est celui d'une **culture orale**, rythmée par un temps différent. L'assimilation de la culture occidentale est frustrante pour nous. Nous ne sentons pas le temps comme elle, nous ne sommes pas ponctuels, nous ne récapitulons pas, nous pensons que **la vie se réajuste perpétuellement**. Aussi n'avons-nous pas de système de sécurité sociale. Personne n'assure sa voiture, le coût étant prohibitif ; on règle les problèmes entre soi en espérant ne pas avoir d'accident grave. Chez nous, le capitalisme ne peut pas se développer, faute d'investissements ; ce sont les étrangers qui investissent, pas les autochtones. La religion chrétienne, l'institution du Parlement, ces choses-là nous étouffent et nous sommes manipulés, comme le montre le récent conflit avec l'Équateur... »

Avec le *PRATEC*, poursuit le Dr Pena Cabrera, «nous assistons à une sérieuse tentative d'**affirmation culturelle**, une tentative de nous restituer une vie plus authentique. Mais il nous est difficile à nous, gens de la ville, de nous retrouver dans la culture andine, de vivre comme les paysans de Quispillaccta... Pourtant, la source d'une société plus vivante est là : il nous faut un substrat culturel, et ce substrat, c'est la culture andine. La langue ici était le *quechua*. On nous a imposé l'espagnol qui nous en a éloignés... »

«Il n'est pas facile de susciter un mouvement d'affirmation culturelle incompatible avec l'Occident, bien qu'il ne lui soit pas hostile. Le *PRATEC* rencontre **des résistances** dans la classe dominante qui s'alimente (culturellement) en Occident. Les autorités le surveillent ; il est soupçonné parce que non occidental. Le *Sentier* aussi prétendait revendiquer les droits des Andins : il a détruit une station expérimentale de l'Université d'Ayacucho vouée à l'amélioration de la productivité... Pendant toutes ces années, le *PRATEC* devait être prudent. Le *Sentier* l'avait invité à le rejoindre, mais l'affirmation culturelle du *PRATEC* est non violente... »

Le Pérou est ainsi un pays tiraillé entre sa culture profonde, immémoriale, préservée dans les Andes, et sa culture européenne imposée par les Espagnols, puis avidement désirée comme une distinction supérieure par des élites sans lien réel avec la culture autochtone qui leur demeure étrangère.

Trois niveaux de conscience semblent aujourd'hui s'y superposer. On rencontre en surface la **colonisation mentale** d'une large partie de la classe moyenne par la civilisation américaine du Nord. Cette colonisation est évidente dans les médias, les hôtels, les grandes artères de Lima, les résidences et les transports de luxe. Elle diffuse un message distrayant, «fun», amalgame de science-fiction, de music-hall, et de violence exacerbée. Elle est myope au point de ne voir que ce qui est gros, ce qui brille, et

ce qui coûte cher. Elle dissimule savamment sa raison d'être qui est la quête de matières premières et de main-d'œuvre sous-payée, liée à la conquête de marchés.

Un peu moins évidente, mais nettement perceptible même pour l'étranger, transparaît dans les contacts les plus ordinaires, la **désaffection** de cette même classe moyenne pour la culture européenne du travail. Elle se lit derrière l'irresponsabilité de certains cadres et employés (banques, tourisme, compagnies d'aviation), qui traitent le service du public avec la plus grande indifférence, comme par l'effet d'un désenchantement profond.

Au-delà enfin, il y a le refus de l'homme-machine et du développement ramené à la croissance qui s'allie chez certains à une volonté de restauration ouverte de la solidarité communautaire andine. Réel depuis vingt ans, le **réveil paysan andin** commence à faire sentir ses effets au niveau des élites de la capitale. De plus en plus de chercheurs, de professeurs, d'ingénieurs, d'intellectuels en un mot, s'interrogent sur la validité du modèle occidental et, se haussant au dessus du laisser-faire, de l'incurie, commencent à admettre que le renouveau ne peut venir que d'en bas, de la société indigène si obstinément méprisée depuis cinq cents ans.

Le monde des Andes est un monde fluide, comme magique. Ce n'est pas un monde où opèrent des concepts, des catégories. Dans les Andes, m'explique Eduardo Grillo, **la rationalité est ressentie comme une agression**. «De quoi s'agit-il en effet : de converser avec la nature et de l'élever, ou de la soumettre de gré ou de force au pouvoir de l'homme ? Parler de rationalité dans les Andes, équivaut à détruire ce qui est vivant».

«La culture andine, souligne Frédérique Apffel-Marglin, professeur au département d'Anthropologie du Smith College (Northampton, Massachusetts, USA), est un mode d'être étranger au dualisme occidental esprit-matière, une façon d'être où chacun s'unit aux autres pour les élever et se laisser élever par eux. En Occident, l'attitude consistant à se laisser élever par les autres est perçue comme infantine ou passive, féminine, et finalement dangereuse. Mais c'est une graine qui va grandir comme un arbre énorme, aux racines profondes, et **briser l'hégémonie du savoir occidental**, parce qu'elle touche l'Occident en son cœur : l'attitude de domination de la nature».

«C'est une chose en effet de **vivre**, conclut le Dr Cabrera, c'en est une autre d'**expliquer**. Les Occidentaux ont pour principes la tolérance, l'égalité, et ils sont intolérants, agressifs. Ils vantent des vertus qu'ils ne pratiquent pas. Les liens entre les hommes se refroidissent ; la vie se perd pour ceux qui vivent devant un écran, dans un monde virtuel... D'ailleurs, les Occidentaux aujourd'hui révisent leurs propres théories, contestent leur validité universelle... **Mais si l'Occident se suicide, tous en souffriront.**»

IV. LE POUVOIR DES GENS AU SRI LANKA

LES TIGRES

Mardi 12 décembre 1995. Aéroport de Katunayaka.

Par mesure de sécurité, les taxis ne viennent plus jusqu'à l'aérogare. Les passagers se dirigent à pied en traînant leurs bagages, vers la route, à deux cents mètres de là, et s'entassent dans une navette. Un kilomètre plus loin, les voitures se fraient un passage dans la foule en klaxonnant...

Les journaux locaux sont remplis de commentaires sur le récent succès des forces armées qui ont repris la ville de Jaffna aux insurgés tamouls du nord de Ceylan, les *Tigres*. « Pourquoi, s'interroge Jehan Perera dans le quotidien anglophone « *The Island* » du 10 décembre, la *PA* a-t-elle réussi là où l'*UNP* avait échoué ? »

La *PA* (*Alliance populaire*, progressiste, héritière de la dynastie des Bandaranaike) a remporté les élections de 1994 après dix-sept ans de règne de l'*UNP* (*Union National Party*, conservateur).

Sévèrement critiqué pour ses atteintes aux droits de l'homme, l'*UNP* tergiversait depuis 1983, début de l'insurrection, hésitant à engager des opérations militaires majeures contre les rebelles du *LTTE* (*Liberation Tigers of Tamil Eelam — Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul*) par crainte des pertes civiles et de la réprobation internationale.

Démoralisée, sans stratégie d'ensemble ni capacité offensive, explique le ministre Ratwatte, l'armée reprenait le contrôle d'un secteur à la demande des autorités locales, pour protéger un village menacé, puis revenait sur ses bases, laissant le champ libre aux insurgés...

Le gouvernement de Mme Chandrika Kumaratunga, leader de l'*Alliance populaire*, a opté pour une stratégie de contrôle d'ensemble du territoire en reprenant la place-forte de Jaffna au prix du sacrifice de villages de la côte Est. Cette tactique a redonné aux militaires le goût de se battre et le succès remporté vaut à la présidente une grande popularité. Les commentateurs soulignent pourtant qu'une victoire sur le terrain n'a d'autre sens que de créer les conditions d'une solution politique; il serait tragique, ajoutent-ils, que la vision de paix de Mme Kumaratunga s'enlisât dans la poursuite d'une solution militaire, car le *LTTE* est loin d'être battu.

Considérées comme un danger public par le précédent gouvernement, les organisations non gouvernementales qui, par leurs critiques des atteintes aux droits de l'homme, ont ouvert la voie au renversement de 1994, réclament plus de transparence et d'audience, même si ce qu'elles révèlent contredit les déclarations du gouvernement.

Le leader du *Sarvodaya*, **Dr A.T. Ariyaratne** (qui était intervenu au colloque *IRED* de juillet 1992), avertit que le temps de se réjouir n'est pas encore venu : un demi-million de personnes déplacées fournissent des recrues au *LTTE*, et la bataille de l'Est ne fait que commencer.

En outre, le gouvernement ne pourra jamais réparer à lui seul les dommages physiques et moraux causés par la guerre ; il faudra qu'avec l'appui des autorités, les ONG voient leur place reconnue au côté des agences gouvernementales.

Il ne faut pas considérer la prise de Jaffna comme la victoire d'une communauté sur une autre, a d'ailleurs déclaré la présidente. Il n'y aura de vraie victoire que dans un Sri Lanka uni de cœur et d'esprit, **où le pouvoir sera équitablement partagé** entre les deux communautés. Mais les *Tigres* l'entendent-ils ainsi ?

A la différence du *Sentier Lumineux* péruvien, le *LTTE* n'est pas une guérilla fondée sur l'idéologie marxiste, mais une insurrection populaire des Tamouls hindouistes occupant le Nord et l'Est de l'île, contre la domination des Cingalais bouddhistes de l'Ouest et du Sud. La revendication d'un État tamoul indépendant est ancienne, mais c'est en 1972 qu'a été fondé le *NTT* (*Nouveaux Tigres Tamouls*) lorsque Ceylan est devenu le Sri Lanka avec le bouddhisme comme religion d'État. Le *NTT* a pris le nom de *LTTE* en 1976.

L'aspect culturel est donc fondamental. Le conflit a déjà fait des dizaines de milliers de victimes et des centaines de milliers de réfugiés. Mais d'autres tigres menacent aussi le Sri Lanka...

LA COLÈRE VILLAGEOISE

Comme les paysans andins, les villageois cingalais sont conscients des risques encourus par leur culture du fait de la **mondialisation** en cours. Ils ont adopté depuis plusieurs années une attitude critique vis-à-vis des agents du gouvernement et des organisations non gouvernementales qui tentent de les faire entrer dans le jeu du marché.

Leur pensée s'est exprimée de façon très radicale en juillet 1992, à l'occasion de l'ouverture du Colloque de l'*IRED* (*Innovations et Réseaux pour le Développement*), à Colombo, par la voix de Mrs Karunawathie

Menike, paysanne de Wilpotha (District de Puttalam) engagée depuis la fin des années 70 dans des activités de développement local.

Présidente du *Forum des femmes rurales pour le développement économique (RUWOFED)* et de l'*Association populaire de développement rural (PRDA)*, Mrs Menike a fortement réagi dans son allocution (en langue cingalaise) au thème du Colloque : « People's Empowerment in Asia. Myth or Reality ? ». Le **renforcement du pouvoir des gens** en Asie est-il un mythe ou une réalité ?

« L'expression *renforcement du pouvoir des gens*, a-t-elle dit, ne nous est pas inconnue. Elle implique que nous, les pauvres, manquons du pouvoir nécessaire pour améliorer la qualité de nos vies... »

« C'est dans ce contexte que de nombreux *projets* sont lancés par les gouvernements et les ONG... Nous reconnaissons que ces projets sont bien intentionnés, mais nous doutons qu'ils soient correctement conçus... La plupart sont fondés sur l'idée fausse que nous les pauvres, ne savons pas comment surmonter notre pauvreté. C'est en se basant sur cette idée que beaucoup d'ONG et de fonctionnaires du gouvernement veulent entrer dans nos villages et **nous secouer** pour nous réveiller, pour que nous prenions entre nos mains notre avenir... »

« Pour nous, tout ceci est parfaitement risible. Ceux qui fondent leurs interventions sur de tels préjugés ne comprennent pas notre réalité, nos priorités, nos désirs, nos façons de penser, nos contraintes et nos besoins. Ils ne comprennent pas que, très souvent, les pauvres ne prennent pas l'initiative de renforcer leur pouvoir... non pas parce qu'ils n'en ont pas la connaissance ni la capacité... mais parce qu'ils ont une profonde **expérience vécue** de leur propre réalité. Beaucoup de gouvernements et d'ONG bien intentionnés ne réalisent pas que les pauvres ont une très profonde connaissance de leur propre environnement, qu'ils voient bien ce qu'ils désirent. Mais les visions des pauvres ne sont pas utopiques comme celles des intellectuels et des autres éloignés des réalités terre à terre des communautés pauvres. »

« Nous les pauvres ne sommes **pas pressés** de lancer et d'accélérer le rythme de notre prise de pouvoir... Un rythme accéléré serait non seulement irréaliste, mais autodestructeur. Les pauvres ont leur propre rythme né de l'expérience et pas d'un organigramme. Il faut y aller très prudemment dans un environnement qui nous est *adverse en tout*. Ils savent que leur meilleure arme est **la stratégie**, pas la force et la puissance. Ils ne veulent pas tomber *de la poêle à frire dans le feu...* »

« L'histoire des pauvres dans ce pays offre maints exemples de tentatives de renforcement de leur pouvoir qui se sont achevées dans le désastre, la violence et la mort... Les pauvres savent que gouvernements et ONG dans beaucoup de pays du Tiers monde, sont très pressés de mener à bien des *projets* au bénéfice des pauvres. Ils savent aussi les

raisons de cette hâte. Les hommes politiques qui veulent rassembler des suffrages sur leurs noms doivent agir vite entre une élection et la suivante... Le résultat est que de tels programmes créent beaucoup de confusion dans nos villages.»

«La plupart des ONG sont malheureusement liées à des donateurs étrangers qui financent des projets limités à 1, 2, ou 3 ans. Le maximum est trois ans, d'après mon expérience... Les ONG sont donc forcées de les réaliser à la hâte et d'obtenir *des résultats immédiats*, d'envoyer des rapports réguliers pour satisfaire les donateurs... Dès lors, ces projets sont le plus souvent **imposés aux gens** par les ONG. Les pauvres sont très intelligents : ils ne vont pas rejeter ces programmes ou s'y opposer, parce qu'ils espèrent en retirer quelques petits bénéfices... Mais pour ces petits avantages, nous payons un prix élevé : les distorsions économiques et sociales qui en résultent créent de nouveaux problèmes inconnus jusque-là.»

«Il y a d'autres aspects plus dangereux. Il résulte de ces contrats d'aide que des étrangers bienveillants qui ne savent rien des aspirations et des vraies conditions de vie des pauvres, saisissent l'occasion de réaliser leurs propres désirs et d'*imposer leurs propres valeurs*, leurs propres normes et leurs propres conceptions de la société... Par exemple, il ne manque pas d'entreprises, y compris quelques ONG, qui ne font pas d'objection à transformer notre terre-mère en terrain de jeu pour les gens des pays développés, pourvu qu'ils en tirent quelques sacs d'argent...»

«Ce qui les retient, c'est la forte barrière de notre **culture bouddhiste** traditionnelle, et les organisations bouddhistes comme la *Maha Sangha*... J'ai visité d'autres pays d'Asie, bouddhistes, hindouistes ou musulmans. J'ai été frappée de voir que les agences d'aide et les pays étrangers ne réussissaient pas toujours à imposer leurs vues aux pauvres à cause des fortes cultures religieuses existantes. J'ai ainsi appris que si un pays étranger veut poursuivre ses buts en semant dans notre pays les graines d'activités qui servent *leurs intérêts* plutôt que les nôtres, il leur faudra briser la barrière de la culture nationale... en tentant les pauvres avec leur argent...»

«Un jour, dans notre village, il y a eu un programme organisé pour les femmes dans le hall de prière. Le conférencier est sorti de sa voiture et, sans regarder personne, a commencé sa conférence sur l'**élevage de la volaille**. Il nous a dit comment élever des milliers de poulets et les vendre pour la viande et gagner des milliers de roupies en 45 jours...»

«Quel but ces sinistres individus poursuivent-ils en encourageant des bouddhistes à tuer des animaux ? Est-ce seulement pour nous renforcer économiquement ? Ne comprenez-vous pas, comme le font les pauvres, qu'ils essaient lentement de **nous dominer avec leur argent**, de détruire nos valeurs intériorisées depuis 2500 ans, de briser la barrière culturelle

qui s'oppose à la domination complète de nos pays par les gens avides et avaricieux des pays développés ?»

«Laissez une pauvre villageoise comme moi leur dire que nous comprenons très bien leurs intentions, mais que nous sommes trop pauvres et démunis pour leur résister...»

«Les mêmes forces sinistres détruisent les valeurs hindoues dans les villages hindous, les valeurs chrétiennes dans les villages chrétiens, les valeurs de l'islam dans les villages musulmans... Ainsi nous, les pauvres, sommes jetés dans une **dépendance accrue** des pays étrangers. Notre système humain de gestion de l'environnement est remplacé par le système de gestion inhumain, technique et matérialiste des gens du Nord.»

«Ce que j'essaie de dire au nom des Pauvres est que beaucoup de fonctionnaires du gouvernement et de leaders d'ONG — y compris peut-être certains qui vont participer à ce Colloque — ne comprennent pas notre version de l'affaire. Je voudrais que vous fassiez **un effort sérieux** pour vous mettre à notre place et voir la réalité comme nous la voyons...»

«Nous avons un peu de pouvoir que nous maximisons en nous servant de notre sagesse, je vous le demande, ne faites rien, même avec les meilleures intentions, qui détruirait ce peu de pouvoir et de force que nous possédons. Si vous voulez renforcer les pauvres, s'il vous plaît, d'abord **faites leur crédit**. Ayez confiance dans leur savoir et sagesse. **LES GENS PEUVENT VOUS ENSEIGNER**, non l'inverse...»

«Nous avons besoin de votre aide, mais laissez-nous décider et aidez-nous. Nous ne sommes pas prêts à vous laisser décider à notre place. Nous ne vous avons pas mandatés pour ça. **NOUS AVONS BESOIN DE VOUS POUR METTRE EN ŒUVRE NOS PROPRES DÉCISIONS**. Aidez-nous, ne nous dirigez pas. Nous voudrions **vous** diriger parce que nous sommes les pauvres et que vous êtes nos soutiens...»

«Je peux assurer l'**IRED** et son directeur régional, au nom des pauvres, que nous serons avec vous aussi longtemps que vous serez avec nous. Si nous découvrons que vous vous écarterez de nous, **nous vous rejeterons**.»

Cette déclaration, écoutée en silence par les 200 participants, officiels cingalais, chercheurs, délégués d'ONG venus d'une vingtaine de pays d'Asie (y compris de Chine Populaire), n'a pratiquement fait l'objet d'aucun commentaire pendant les cinq jours du Colloque. Les débats, très académiques, en étaient même si éloignés que, le troisième jour, une main anonyme a placardé sur la porte le texte suivant : «*People's Empowerment. Je dois être un champignon puisqu'on me garde dans le noir et qu'on me couvre de fumier (bullshit)*».

Pourtant Karunawathie Menike n'était pas seule : elle était venue avec un groupe d'une dizaine de villageoises qui ont assisté à toutes les séances, bien que ne parlant pas anglais. Les propositions qui suivent, formulées en cingalais à l'occasion d'un travail de groupe, ont été

traduites en anglais et, après synthèse, retraduites sous cette forme condensée en cingalais pour approbation après discussion par le « Special Group » (9 paysannes et un villageois).

Ce texte particulièrement percutant n'a pourtant pas fait l'objet d'un débat sur le fond. Il n'a été ajouté (en annexe) au compte-rendu du colloque qu'après une longue discussion. En voici la teneur.

LE RENFORCEMENT DU POUVOIR DES GENS

1. Le renforcement du pouvoir des gens est un processus naturel qui appartient **aux gens**.

2. Ce processus se heurte à des **obstacles** soulevés par les intérêts étrangers et locaux qui exploitent les gens.

3. Tout ce dont nous avons besoin est que ces obstacles soient **ôtés de notre chemin**.

4. **Qui sont nos amis ? Qui sont nos ennemis ?**

5. Notre seule force dans cette bataille est **notre nombre**.

6. Dès lors, pour récupérer ce pouvoir, il faut que les gens **s'unissent**.

7. Dans cette lutte, les gens tirent leur énergie de leurs valeurs traditionnelles et de leur **culture**.

8. Pour récupérer nos ressources, nous devons faire **un usage maximal** de celles qui nous ont été laissées par les voleurs.

9. Nous devons **planifier** pour notre propre usage, ce combat à long terme.

10. Nous devrions avancer très lentement et être très prudents parce que c'est **un combat entre la vie et la mort**.

11. Nous ne pouvons mener ce combat tout seuls : nous devons identifier parmi les ONG, celles qui nous soutiennent, et **développer entre nous un réseau**.

12. L'objectif de ce réseau est d'**affaiblir nos ennemis** en planifiant et en mettant à exécution un programme d'action exemplaire.

13. Organisation de base dotée d'une **culture indigène**, nous invitons d'autres personnes et communautés, d'autres cultures et religions, à participer avec nous.

14. **Notre langue** est la source de notre force.

15. Il n'y a aucune nécessité de remplacer la diversité par une culture commune. Nous forgerons notre unité **en communiquant avec d'autres cultures** de la région Asie, acquérant par l'échange ce qui est bon en elles et incorporant à notre propre culture de tels précieux éléments.

1. En organisant des *colloques* de leaders de mouvements populaires de toutes les parties de la région Asie, dans chaque pays à son tour.

2. En impulsant des *échanges de peuple à peuple* entre les différents pays, de telle sorte que les pauvres puissent mutuellement comprendre leurs cultures et sentir leur base commune de valeurs et de traditions asiatiques : nous pouvons goûter leurs mets, nous sentir proches d'eux, éprouver dans nos cœurs que nous partageons une façon de vivre commune...

3. En faisant pression sur nos gouvernements respectifs pour adopter *une langue commune* pour l'Asie (qui peut être le chinois, le hindi, ou le bahasa d'Indonésie, ou ces trois langues à la fois), et pour enseigner cette langue asiatique commune à nos enfants, dans les écoles et les universités. (NDLR : il s'agit d'une langue de contact, comme l'anglais pour les Européens, nullement destinée à supplanter la langue de culture).

4. En tissant des *réseaux entre les organisations* populaires pour échanger leurs produits, alimentaires et autres. Nous invitons les ONG à nous renseigner sur ce que produisent les Organisations populaires de la région Asie.

5. En faisant pression sur les dirigeants du SARC et de l'ASEAN pour *faciliter les déplacements* entre pays dans les cas d'échanges de personnes. (NDLR : pour qu'on leur épargne notamment les tracasseries dans les consulats, les aéroports, etc.)

RÉPLIQUES À LA GLOBALISATION

Conversation avec Sunimal Fernando, directeur régional de l'IRED-ASIE à Colombo, le 12 décembre 1995.

Au Sri Lanka comme en Inde, la situation a radicalement changé au cours des trois dernières années. D'une part, l'Inde qui donnait substance, mordant et légitimité à une vision du monde susceptible d'influer sur les institutions, n'offre plus aujourd'hui de solution de rechange au modèle néo-libéral dominant. Depuis l'effondrement de l'URSS, l'**idéologie du marché** y triomphe ; les leaders politiques parlent désormais le langage du *FMI* et de la *Banque mondiale* ; le consumérisme n'est contesté que par les courants écologiques et les groupes de base, eux-mêmes en butte aux manœuvres des idéologues du marché.

Le processus dont témoignait en juillet 1992 le Colloque *IRED-Asie*, est ainsi radicalement altéré. Mrs Karunawathie Menike dont le discours au nom des pauvres avait marqué ce colloque, s'est en 1994 engagée dans la lutte politique aux côtés de l'*UNP* qui a perdu les élections. Cédant aux sollicitations de la *Banque mondiale*, elle a accepté un poste d'«*adviser*» (conseiller) dans un projet de développement rural où on ne la consulte guère. Elle n'a pas quitté son village, mais son nouvel engagement a provoqué une scission dans son groupe de femmes, certaines la suivant, d'autres demeurant à l'écart du projet en question

D'autre part, un «*miracle*» s'est produit en Asie : on y assiste à l'émergence d'économies très prospères marchant sur les traces du Japon, en Corée du Sud, en Malaisie, en Indonésie, à Taiwan, en Thaïlande, tous pays où le succès du modèle dominant fait oublier la recherche d'autres modèles.

La réponse de l'*IRED-Asie* à ce phénomène de «*globalisation*» du système néo-libéral dont l'agressivité se renforce chaque jour par l'influence de la télévision et des autres médias, revêt deux aspects : la RECHERCHE et l'ACTION.

Face à la montée de la modernité de type occidental qui tend à supplanter toutes les autres visions du monde, il est important de **comprendre** comment les communautés rurales du Sri Lanka abordent certaines dimensions de leur existence.

La première de ces dimensions est LA SANTÉ. **Mandalika Manjusri** a fait une étude sur la médecine ayurvédique, traditionnelle en Inde et à Ceylan, qui témoigne de la façon dont les gens se relient au monde, s'intègrent dans l'univers. Vue sous cet angle, une médecine n'est pas (comme dans l'allopathie) quelque chose d'extérieur, une substance chimique introduite dans le corps pour porter remède à un mal, mais d'abord une connaissance, la **reconnaissance d'une vérité**. Vêtements, mode de vie ou alimentation inappropriés, climat mental perturbé par la colère, l'avidité, l'appétit de jouissance, sont à l'origine de la souffrance. La santé s'obtient et se perpétue par la conscience active d'un **équilibre intérieur** dont les données varient selon le tempérament de chacun.

Une autre dimension importante est LE TEMPS. La prochaine recherche de l'*IRED* portera sur ce thème.

Passé. Présent. Futur. Comment les gens se relient-ils à ce qui leur est arrivé, à ce qu'ils vivent aujourd'hui, à ce à quoi ils aspirent? Les Sud-Asiatiques donnent un sens au temps grâce à l'astrologie. Celle-ci leur fournit des indications sur la manière dont leurs énergies intérieures s'harmonisent ou se combattent. Ces énergies, enseigne-t-elle, procèdent des champs magnétiques des différentes planètes dont la conjonction unique, à l'instant précis de la naissance, a définitivement marqué l'être de chacun. La vie se comprend ainsi comme un **jeu croisé d'énergies cosmiques** manifestées dans le temps.

Dans le domaine de l'**action**, l'*IRED* poursuit sa politique d'**ÉCHANGES DE PAYSANS**. Beaucoup d'Africains, simples paysans, viennent au Sri Lanka par groupes d'une dizaine, pour rencontrer leurs homologues cingalais. Les Sri Lankais vont en Amérique latine, au Brésil... Ces échanges dont la durée varie de dix à quinze jours, demandent à la communauté d'accueil une capacité de percevoir ce que cherchent (pas toujours de façon très explicite) les visiteurs, et un esprit imaginaire dans l'organisation des programmes. Une autre exigence tient à la qualité du coordonnateur accompagnant les visiteurs.

La rencontre peut prendre la forme d'une **immersion** de plusieurs jours dans un village. Mais ce sont les financeurs («funding agencies») qui en fixent les limites en exigeant que les paysans concernés rapportent chez eux des techniques nouvelles («bring back technology! Tell us what you have learned»). Exigence apparemment légitime, renforcée par celle de la communauté d'origine qui attend des résultats de l'effort fourni. Mais cette double pression limite singulièrement les contacts culturels, jugés non prioritaires, qui constituent pourtant un puissant moyen de résistance à la «globalisation» economico-médiatique.

C'est ainsi que de par leur puissance financière, et quelquefois à leur corps défendant, les ONG d'Occident tendent à généraliser et à légitimer le système dominant fondé sur la production des biens et non sur la subsistance des vivants. Le «management» sans ménagement des hommes en vient à s'imposer comme l'ensemble des moyens assurant **la croissance de structures** où, sous peine d'exclusion, la «ressource humaine» n'a plus d'autre fonction que de s'adapter aux exigences des machines.

LES ÉCHANGES ENTRE PAYSANS

Mercredi 13 décembre 1995. Divulapitiya (district de Gampaha).

Nous voici dans le bungalow de **Mrs M. Chandrawathy**, à une vingtaine de kilomètres au nord-est de Colombo, où se tient une session de formation de femmes du village à la vannerie. Mrs Chandrawathy faisait partie comme Mrs Karunawathie Menike, du groupe de villageoises rencontrées en 1992 au colloque *IRED*. Une conversation de deux heures avec ces femmes, par le truchement de Deepthi Lamaheva, directeur local de l'*IRED*, nous permet d'éclairer les points suivants :

1. Les paysannes se doivent à leur famille, mais elles ont besoin de **revenus d'appoint**. La confection de paniers et de corbeilles vendus à l'intérieur même de la communauté, leur permet de demeurer sur place.

2. Mrs Chandrawathy et une monitrice plus âgée ont été à plusieurs

reprises **invitées en Inde**, au Bangladesh, en Thaïlande, en Chine, au Japon, pour initier des groupes aux techniques cingalaises de vannerie.

3. Ces expériences leur ont laissé un souvenir positif et négatif à la fois : elles en ont rapporté des pratiques nouvelles mais n'ont **pas noué des relations** avec les personnes rencontrées, à cause du manque de temps, de la barrière des langues, et du peu d'intérêt de ces groupes pour d'autres aspects de leur existence que l'aspect technique. Des programmes très stricts, très minutés (pour rentabiliser au maximum les vingt ou trente jours de leur visite), rendaient presque impossibles les échanges sur la diversité des cultures et des modes de vie.

4. Elles reconnaissent que dans le processus de « globalisation » actuel, tout ce qui vient de l'extérieur n'est pas toujours acceptable et que, pour pouvoir faire un choix pertinent, elles doivent réfléchir sur leurs propres valeurs. **L'affirmation de soi** (« self assertion ») est une condition préalable nécessaire pour tirer le meilleur parti de ces voyages.

5. Ces paysannes souhaiteraient enfin faire d'autres expériences où la technique ne serait qu'un point d'entrée, une carte de visite **pour amorcer des échanges** sur les modes de vie, la vision du monde des uns et des autres, en suivant leur propre agenda...

En effet, comme le *PRATEC* l'a bien montré au Pérou, un réseau d'échange d'expériences ne peut utilement se tisser qu'à partir de connaissances concrètes. Mais quand on le limite à l'échange de techniques, il renforce la **pression du système dominant** qui réduit toute culture à la technologie, et voit dans la croissance économique le seul modèle admissible de développement humain. Or il s'agit au contraire d'**inventer un nouveau monde** où la diversité des façons d'être et de penser (essence de la culture dont la technique n'est qu'un aspect), combattra efficacement l'uniformisation entraînée par la mondialisation des marchés.

Il faudrait donc dans cet esprit, saisir chaque occasion de participer à des **rencontres** à un autre niveau que purement technique. Seule une logique humaine, culturelle dans son essence, peut desserrer l'étau d'une logique de la rentabilité imposant des programmes trop chargés pour laisser le temps de communiquer sur d'autres registres. Et, disent les villageoises de Divulapitiya, quand nous sommes réduites au silence, d'autres parlent à notre place.

Les développements ultérieurs ne retirent donc rien au bien-fondé des propos de Mrs Menike en 1992, mais ils mettent en évidence **le piège** tendu aux leaders de l'affirmation culturelle paysanne, dès lors qu'ils acceptent la rationalité des organisations internationales.

La force des animateurs du *PRATEC* tient à leur ancrage dans la cosmovision andine. En se penchant sur le savoir paysan, l'*IREC* cherche à son tour une issue appropriée au dilemme de tous les leaders populaires :

V. MODERNISATION ET PAUVRETÉ EN INDE

BANGALORE (KARNATAKA)

L'EXPLOSION DES MOTEURS

Comment percer l'écran de fumée ?

Les grandes avenues de Bangalore (1000 mètres d'altitude, plus de 4 millions d'habitants, capitale de l'État du Karnataka, 44 millions) retentissent du vacarme des klaxons et des pétarades des « tempo » et des « auto-rickshaws », tricycles dotés d'un moteur à deux temps, qui représentent 70 % du parc automobile et dont l'efficacité polluante est sans égale. Liée au « boom » économique qui soulève les classes moyennes, la production de gaz d'échappement par des véhicules dépourvus de pot catalytique et usant d'une essence de piètre qualité, est ici terrifiante. En six ans (mon dernier passage remonte à 1989 ; Bangalore était alors, avec ses parcs et ses jardins, l'une des villes les plus agréables de l'Inde), la situation s'est détériorée dans des proportions catastrophiques.

Dans toutes les métropoles indiennes, assurent les journaux, la circulation automobile est à 70 % responsable d'une pollution qui oblige à garder un mouchoir sur la bouche et laisse après quelques heures des traces noirâtres sur les serviettes (et dans les bronches). Delhi, Bombay, Bangalore, Calcutta, Ahmedabat, Pune et Madras sont, dans l'ordre, les villes les plus polluées. On a calculé qu'à Delhi, chaque jour, **871 tonnes** de polluants divers (protoxyde et bioxyde de carbone, soufre, benzène, phosphore, cétane, caoutchouc) se déposent sur la ville. Bombay, chaque jour, en reçoit **548 tonnes**, et Bangalore, **253 tonnes**.

L'Inde comptait en 1986, 11 millions de véhicules à moteur ; en 1991, le parc atteignait déjà les 21 millions ; comme sa croissance dépasse 10 % par an, on peut estimer qu'en 1995, ce sont plus de 30 millions de véhicules à moteur qui infestent les villes. Après l'assassinat de Rajiv Gandhi en 1991, et l'abandon du socialisme à l'indienne voulu par Nehru, la **libéralisation sauvage** poursuivie par le Premier Ministre Narasimha Rao, à la tête du parti du Congrès, a donné un formidable coup de fouet à la croissance industrielle et aux exportations. A Bangalore, l'industrie du logiciel occupe 30 000 informaticiens. Les véhicules à deux, trois, et quatre roues, sont désormais à la portée d'une classe moyenne en pleine

expansion où chaque membre de la famille veut son autonomie. (Usha Rai, *Indian Express, New Delhi*, 3 janvier 1996).

Bienvenue au nouveau monde de la classe moyenne ! s'exclame Bishwanath Gosh dans le même quotidien. Gagné par le culte de la consommation, ce monde-là dispose désormais de commodités considérées il y a dix ans comme un luxe réservé à l'« élite » : voiture d'occasion (à défaut d'une Maruti neuve), télévision couleur, magnétoscope, chaîne hi-fi et machine à laver, voire un ordinateur, un fax, un téléphone portable (mais les photocopies se font toujours à l'échoppe du coin).

La réforme économique en est à sa cinquième année. En attendant les élections au Lok Sabha (Chambre des députés) qui au printemps 1996, sanctionneront la politique du Congrès, cette **classe moyenne** forte de 250 millions de personnes envahit les marchés, pressée d'adopter le style de vie « moderne » qu'a popularisé la télévision par satellite. Elle ingurgite chaque année 2 milliards 880 millions de bouteilles de « soft drinks », consomme 38 000 tonnes de « chips », prend l'avion dix millions de fois et s'offre des montres de 20 000 à 100 000 roupies (3 000 à 15 000 F).

L'auteur de l'étude, M. Rajni Chadha, constate pourtant que si l'accroissement du revenu par tête s'est accéléré dans la seconde moitié des années 80 pour la classe moyenne supérieure, passant de 11 à 18 % par an, le revenu de la classe moyenne inférieure continue à progresser, mais au taux antérieur.

Cette accélération de la **croissance des hauts revenus urbains** sensible dès 1988 après la réforme de la structure des salaires, s'est accentuée avec le retournement économique de 1991. Invités par le Premier Ministre à prendre le contrôle de l'économie privatisée en oubliant la politique et l'administration, des millions de gens commencèrent à acheter des actions au lieu de déposer leurs économies à la banque. Les foules qui se pressent aujourd'hui dans les bijouteries et les commerces de saris ont visiblement beaucoup d'argent à dépenser et les investisseurs, indiens ou étrangers, s'organisent pour en tirer parti (*Indian Express New Delhi*, 3 janvier 1996).

L'Union Indienne comptant près de 950 millions de citoyens, et s'accroissant de plus de 20 millions par an (+2,5 %), ce sont près de 700 millions de personnes que l'expansion économique laisse pourtant de côté. Pour 90 millions de véritables privilégiés, on recense au moins 300 millions de personnes vivant au dessous du **seuil de pauvreté** (Isabelle Milbert, dans *Croissance*, octobre 1994). En Inde, le seuil de pauvreté se définit par le coût du panier à provisions assurant 2 400 calories par tête et par jour dans les zones rurales, et 2 100 calories dans les zones urbaines. Ce qui, traduit en termes monétaires, représente 228,9 roupies par tête et par mois dans les zones rurales (34F, soit 1,10F par tête et par jour), et

264,1 roupies dans les zones urbaines (40F, soit 1,30F par tête et par jour).

En 1995, la population rurale reste majoritaire malgré la poursuite d'un exode accéléré par l'industrialisation, la déforestation, et la politique des grands barrages. C'est l'**électrification des campagnes** qui fait la différence la plus sensible avec l'Inde rurale des années 50 : en 1993, 492 000 villages (sur 579 000) étaient électrifiés, contre 10 000 en 1947. Plus récente, l'apparition de cabines téléphoniques publiques directement reliées au réseau international (avec leurs grands panneaux jaunes et noirs : STD.ISD.PCO) est le signe le plus apparent de modernisation.

Mais il ne faut pas croire pour autant que la pauvreté soit en recul, comme l'affirmait en 1995 un gouvernement qui préoccupait avant tout l'impact des élections à venir sur l'audience du parti du Congrès alors au pouvoir. Comment la pauvreté aurait-elle reculé, demande S.P.S. Pannu, alors que les dépenses sociales ont été réduites, notamment en matière de santé et d'éducation ? Bien au contraire, la hausse des prix des légumineuses comme les lentilles, principale source de protéines des pauvres, n'a certainement pas amélioré la qualité de leur alimentation. Pour ne rien dire de la misère et du supplice permanent qu'inflige la pollution urbaine aux habitants des trottoirs...

Les rapports du *PNUD (Programme des Nations unies pour le développement)* montrent que la **mortalité infantile**, qui était de 96/mille en 1988, reste en Inde l'une des plus fortes du monde (France : 10/mille), et l'**espérance de vie** à la naissance (58 ans en 1989) parmi les plus faibles (France : 74,5) — (*Indian Express*, 9 janvier 1996). Malgré la baisse de la fécondité (3,8 enfants par femme en 1992 contre 4,5 en 1980-1985), la **natalité** demeure forte (presque une naissance par seconde), et les Indiens pourraient en 2025, être aussi nombreux que les Chinois (1 400 millions attendus).

Ces chiffres qui parlent à ceux qui veulent bien les entendre, annoncent l'**avenir du monde**. Avant trente ans, un homme sur deux sera Asiatique, un sur six ou sept Indien. En 2040, les vieilles nations d'Europe, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie et Espagne réunies, ne représenteront plus qu'un demi pour cent de la population mondiale, un homme sur 200. Tout ce qui touche à l'Inde doit donc être examiné avec la plus grande attention. De par sa situation géographique exceptionnelle qui l'a ouverte à toutes les influences, de l'Occident comme de l'Orient, du Nord comme du Sud, en lui conférant simultanément une gigantesque capacité d'absorption et d'assimilation des cultures extérieures, **l'Inde offre un raccourci du monde entier**. Plus encore peut-être qu'à celle de la Chine, c'est à son aune qu'il faut évaluer les « progrès de l'homme » dont nous sommes les acteurs.

Le 21 décembre 1995, les pêcheurs des environs de Mangalore, dans l'État du Karnataka voisin du Kerala, manifestent violemment contre la Société MRPL (*Mangalore Petrochemicals et Refineries Ltd*) qui installe un pipe-line pour le rejet d'effluents chimiques dans la mer d'Oman. Des voitures et des autobus sont incendiés. La police ouvre le feu en quatre endroits, blessant grièvement neuf personnes. Les troubles se poursuivant, le premier ministre du Karnataka, M. H.D. Deve Gowda, lance un appel au calme ainsi motivé : il existe dans l'État **un bon climat d'investissement** que ces manifestations risquent de compromettre. On ne peut pas arrêter un projet sur lequel 3,5 milliards de roupies ont déjà été investis... (*The Hindu*, 22/23 déc. 95).

Au cours des vingt dernières années, **l'agitation** a été chronique chez les pêcheurs. Dans une brochure de l'Institut Social Indien (*Storm on the Seashore. The fishermen's struggle in Kerala*, 1987), Jose Murickan en expose les causes et les péripéties.

Depuis des millénaires, la vie des pêcheurs s'écoule dans le giron de la mer; celle-ci est leur mère, leur bienfaitrice; vivant de ses dons, ils en respectent les colères. Chaque famille lui confie deux ou trois de ses membres, jeunes et vieux, sur ces canots ou ces «kattamarams» faits de trois ou quatre troncs de cocotier à peine dégrossis et liés ensemble, qui se confectionnent sur le sable même de la plage à l'aide de cordages et d'une herminette de charpentier...

En 1952, un projet indo-norvégien de **modernisation** de l'industrie de la pêche est lancé à Neendakara, près de Quilon (Kerala). En 1960, les Norvégiens introduisent des chalutiers équipés de filets d'acier ratissant les fonds qui capturent des quantités énormes de crevettes. D'autres pays européens et les États-Unis construisent des usines de conditionnement pour l'exportation. Dans la décennie 1964-74, l'industrie de la pêche est florissante : 4000 chalutiers opèrent sur les côtes du Kerala face à une centaine de milliers d'embarcations traditionnelles qui utilisent désormais des filets de nylon (plus solides que les filets de coton).

Vers la fin des années 70 (comme au Pérou en 1972), la **surexploitation des fonds** entraîne le déclin. Pour chaque poisson capturé, grondent les pêcheurs, les chalutiers en rejettent dix dont la taille est insuffisante; au moins 1500 tonnes de fretin sont ainsi sacrifiées chaque jour; la taille de la crevette est tombée de 90-100 mm à 50-80 mm. En outre, opérant la nuit et dans les eaux côtières très poissonneuses, la pêche mécanisée détruit les filets et endommage les embarcations...

La tension entre secteur traditionnel et secteur moderne est encore accrue par l'introduction d'énormes seines. Apparues à Goa et au Karnataka en 1975, leur extension au Tamilnadou en 1976 provoque de sauvages **bagarres** : seize pêcheurs sont tués, plusieurs bateaux incendiés. D'autres bagarres surviennent à Goa en 1977-78, au Kerala en 1979-80.

Sous la pression croissante des organisations de pêcheurs, des partis politiques et du public, le gouvernement marxiste du Kerala interdit la pêche à la seine et les chalutiers à moins de vingt kilomètres de la côte, ainsi que pendant la saison de reproduction des crevettes (juin-juillet-août).

Mais de puissants **lobbies** (Association des propriétaires de bateaux mécanisés, Association des producteurs de glace, exportateurs) font obstacle à l'application de la loi (*Marine Fisheries Regulation Act*, 1980).

Solidaire des activistes chrétiens travaillant parmi les pêcheurs, le bas clergé de l'**Église catholique** s'engage alors dans le combat : « Unissez-vous et exigez votre droit à la vie ! » Il ne s'agit pas en effet d'opposer la pêche artisanale à la pêche industrielle, mais de savoir si un groupe d'exploitants capitalistes et de riches marchands peut avoir licence de s'enrichir rapidement avec l'appui de politiciens locaux, d'agents du gouvernement et de puissants intérêts internationaux, au détriment des pêcheurs pauvres et de ressources naturelles qui ont clairement montré leurs limites. Des prêtres comme le Père Parasuvila à Quilon, le Père Arakal à Allepey, le Père Kochery à Trivandrum, donnent un nouveau visage à un clergé qui se satisfaisait jusqu'alors de percevoir une taxe sur les prises de ses ouailles pour financer des fêtes religieuses et la construction de lieux de culte.

A l'instigation de ces prêtres, les organisations de pêcheurs se réunissent en 1980 dans la « *Kerala Independent Fishermen's Association* ». En 1981, en 1984, en 1985, la lutte pour l'application de l'Acte de 1980 se traduit par des marches, des piquets de manifestants devant les bureaux du gouvernement, des grèves de la faim en masse, selon les méthodes de Gandhi (Satyagraha). Des pétitions recueillent des milliers de signatures, des prêtres, des religieuses jeûnent en public. Mais il arrive aussi que des bateaux de pêche à la seine soient brûlés... En juin 1984, l'intervention des évêques du Kerala met fin à l'agitation qui reprend en 1985.

Tous les partis politiques soutiennent la lutte des pêcheurs (à l'exception du parti du Congrès et du *BJP*, *Bharatiya Janata*, le parti fondamentaliste hindou). De leur côté, les évêques, tout en assurant les pêcheurs de leur sympathie, donnent des gages au pouvoir en refusant de rencontrer les leaders du mouvement revendicatif, et en interdisant aux prêtres et aux nonnes de jeûner et de participer aux manifestations sans leur autorisation.

Finalement, le gouvernement accorde des bourses aux enfants, des pensions aux vieux et aux victimes d'accident, des facilités de transport aux marchandes de poisson, et des subventions pour l'achat de moteurs

hors-bord (qui seront la source des conflits actuels entre motorisés et non motorisés). Mais sous la pression des «lobbies», il lève certaines entraves mises par l'Acte de 1980 à l'exercice de la pêche industrielle.

En conclusion, le résultat le plus positif de cette lutte fut la **conscientisation et l'organisation** autonome des pêcheurs qui ont ainsi acquis un pouvoir de négociation dans l'État. Leurs thèses ont d'ailleurs été renforcées depuis par l'interdiction de la pêche au chalut pendant la saison de reproduction, aux Philippines, en Indonésie et en Norvège.

Conversation du 18 décembre 1995, à Trivandrum, avec **V. Vivekanandan**, directeur de la *Fédération des Sociétés de Pêcheurs du Sud de l'Inde (SIFFS)*, dont j'avais fait la connaissance à Colombo en juillet 1992. Voici son point de vue sur la question.

1. Les pêcheurs de la Côte de Malabar ont beaucoup de problèmes. Certains sont très anciens. Avant leur conversion au catholicisme par Saint François-Xavier, au XVII^e siècle, les pêcheurs étaient considérés comme des **intouchables**. Aujourd'hui, leur place reste marginale : ils ont très peu d'importance sociale et politique et, sur le plan économique, sont sous le contrôle des marchands qui leur achètent le poisson et leur consentent des prêts, à des taux usuraires, quand le poisson manque. Les marchands se remboursent plus tard sur la pêche au prix qui leur convient.

2. Au cours des deux dernières décennies, il y a eu beaucoup de changements. Les communautés de pêcheurs sont entrées dans l'économie de marché. A la différence des paysans qui produisent d'abord leur subsistance et ne vendent que le surplus, les pêcheurs produisent **pour le marché**, plus que pour leur propre consommation.

D'autre part, le gouvernement a voulu moderniser la pêche en la mécanisant, en introduisant de nouvelles méthodes très efficaces qui rapportent gros à certains mais surexploitent l'océan au détriment des 80 % de pêcheurs traditionnels dont la productivité a décliné. Certaines variétés de poisson disparaissent. Les ressources de la mer étant limitées, il n'est pas possible que tous les pêcheurs se mécanisent. Le problème est donc à la fois social (partage des prises) et écologique (épuiement des fonds marins).

3. Mais les pêcheurs sont **très imaginatifs**... Les prix étant bons et le marché en pleine expansion avec les possibilités nouvelles de transport offertes par le réseau routier et l'usage de la glace, certains ont relevé le défi en se dotant d'hameçons norvégiens, de lignes allemandes, en installant des moteurs hors-bord sur leurs embarcations, en allant chercher le poisson plus loin, en eau profonde. Ils se sont aussi organisés, au prix d'un combat permanent, pour lutter contre les chalutiers et obtenir du gouvernement une protection.

4. Cependant les vieux problèmes liés au système des castes sont toujours là. En outre, dans le district de Kanniyakumari (Cap Comorin), les pêcheurs sont très nombreux bien que la zone ne soit pas très produc-

tive : la mer est souvent grosse et la pêche difficile. Ce district ne représente que 1 % des côtes de l'Inde (6100 km), mais 4 à 5 % des pêcheurs indiens y sont établis.

5. Il leur faut donc pratiquer **différentes méthodes de pêche**. Certains villages se spécialisent dans deux ou trois espèces de poissons, d'autres prennent tout ce qui se présente. Les bons pêcheurs, hautement qualifiés, spécialisés dans une seule espèce qu'on ne trouve ici que trois mois par an, mettent leurs catamarans par dix à la fois sur un camion et vont pêcher sur les rivages du Nord Kerala ou ailleurs en Inde, là où les locaux ne s'y attaquent pas. C'est le cas des pêcheurs de requins, dont les ailerons sont séchés et expédiés à bon prix à Singapour pour la cuisine chinoise.

C'est une stratégie de survie. Chaque village a sa stratégie, mais certaines sont plus rémunératrices que d'autres.

Il est très difficile, conclut Vivekanandan, de changer une longue tradition. La *SIFFS* conseille aux pêcheurs de diversifier leur pêche. Mais tout le monde ne peut le faire et un certain nombre d'entre eux devront chercher d'autres occupations. La *SIFFS* a donc pour politique de **développer l'éducation**. Tous les pêcheurs aspirent à donner une éducation à leurs enfants pour qu'ils rejoignent le courant principal de la société.

Dans l'emploi de fonds extérieurs, l'éducation doit donc avoir la priorité : matériel scolaire, uniformes, récompenses aux plus méritants, etc. Mais les programmes collectifs n'atteignent pas toujours les plus pauvres. Les ONG, les organisations gouvernementales qui cherchent à améliorer la situation du plus grand nombre, ignorent souvent ceux qui ne peuvent suivre. Il ne faut donc pas négliger **l'assistance individuelle**. Bien que la répartition des fonds ne soit pas toujours démocratique (les prêtres sont puissants et peuvent être tentés de s'en servir pour renforcer leur position), seules les organisations d'Église se préoccupent des 10 à 20 % de laissés-pour-compte.

Dans une large mesure enfin, l'orientation de l'emploi des fonds dépend de **la durée** assignée au soutien accordé. Si les gens se sentent vraiment concernés par le programme mis en œuvre, pourquoi ne pas leur demander d'y contribuer un peu selon leurs moyens, de telle sorte que le programme se poursuive même après un retrait progressif du soutien extérieur ?

MEL MIDALAM ET KURUMBANAI
VILLAGES DE PÊCHEURS SUR
LA CÔTE DE MALABAR

Situation de deux villages aidés par LACIM, association de parrainage par des villages français, de villages démunis de l'Inde... et du monde.

MEL MIDALAM. Conversations avec le curé, **Père Maria Arockiam**, et les membres du Comité LACIM, les 15 et 16 décembre 1995.

Mel Midalam (Midalam Ouest), 2 000 habitants, est un village de pêcheurs en majorité catholiques (mais on y rencontre aussi des hindouistes et des musulmans), situé dans le district de Kanniyaku-Mari (Cap Comorin), secteur de Karungal, État du Tamil Nadu.

Mel Midalam reçoit de LACIM une contribution de 12 000 à 15 000 roupies par trimestre, soit 1 800 à 2 250 francs au change (au taux de 6,67 roupies par franc), mais en pouvoir d'achat indien, on peut presque assimiler la roupie au franc. Le comité LACIM qui répartit ces fonds est présidé par le Père Arockiam; son secrétaire est V. Athanasius; il comprend neuf membres dont au moins quatre femmes : Mrs B. Saveriammal, présidente de l'Association des femmes, Carmelial, Maria Reeth et Cecily, membres de cette association.

LACIM ne finance pas des projets, mais *des communautés* qui disposent des fonds à leur guise, tantôt sur des projets suivis (comme ici l'aide à la construction et à l'emploi), tantôt pour des secours plus ponctuels, comme l'aide aux veuves et l'équipement des écoliers. L'important est la **régularité** de la dotation (sans aucune condition) qui procure aux bénéficiaires une certaine sécurité. Il s'agit d'un **partage** entre des villages amis, pour une durée non fixée à l'avance, mais nécessairement limitée à quelques années pour ne pas créer de dépendance.

Principaux problèmes de la communauté :

- Le LOGEMENT : la plupart des habitants vivent dans des cabanes couvertes de chaume, très vulnérables aux cyclones. 40 familles n'ont pas de maison du tout et campent sur la « vérandah » des autres, cuisinant et dormant sur le sable, dans la rue. Il n'existe pas de latrines. Le Comité LACIM a donné 5 000 roupies à quatre familles pour construire de solides maisons de briques couvertes d'un toit de tuiles.

- La SANTÉ : il n'existe ni dispensaire ni infirmier ou infirmière. Le docteur le plus proche est à six kilomètres, à Karungal.

- L'ÉDUCATION : la plupart des pêcheurs sont illettrés. Le Comité a aidé deux jeunes filles à apprendre la danse classique du Tamil Nadou, le Bharata Natyam.

- Les TRANSPORTS : le gouvernement a le monopole des autobus dans le district; il existe des services privés (illégaux mais tolérés) par camionnettes. L'amélioration des transports est souhaitée par les habitants.

- Les EMPLOIS : la seule activité est la pêche. 50 % des hommes sont sans emploi. Ceux-là vont, six mois par an, travailler comme coolies au Kerala voisin ou au Karnataka (Bangalore). Les autres pêchent le matin et, l'après-midi, dorment ou jouent aux cartes sur la plage. Les femmes ramassent et vendent du bois pour le feu, pilent des céréales, tiennent de petites échoppes, cinq ou six dans le village (thé et gâteaux). Les gens font leurs emplettes à Karungal. LACIM soutient un projet de fabrication de tapis qui donnerait un emploi à quelques jeunes filles. Beaucoup de femmes voudraient un travail.

L'Association des Femmes reçoit de chacun de ses membres 10 roupies par an qui sont déposées à la banque. Chaque membre à son tour reçoit l'ensemble des dépôts (3 000 R au maximum). En cas de décès, l'Association donne immédiatement à la famille 1 000 roupies. C'est une forme de charité qui n'est pas réservée aux membres du groupe.

D'après l'ancien curé, le **Père Lawrence**, aujourd'hui curé de Ramapuram, des hindouistes et des musulmans avaient été dans les débuts associés au Comité. Mais ils sont entrés en conflit avec les catholiques, car ils accusaient le prêtre (à tort ou à raison) de ne donner l'argent qu'à ces derniers... Il y a eu des bagarres, des maisons mises à sac, et ils se sont retirés du Comité au début de 1995.

Le Père Lawrence est le fils d'un pêcheur de Colachel; dans sa jeunesse, il pratiquait la plongée pour ramasser des coquillages. Il reconnaît qu'en dépit de ses mises en garde, il existe dans le conseil paroissial une tentation permanente de prendre le contrôle du Comité LACIM.

De l'avis de V. Vivekanandan, Mel Midalam est un village «très méritant», relativement arriéré, laissé de côté par la mécanisation. Les villages comme Mel Midalam avaient l'habitude d'attendre que le poisson se rapproche de la côte. Or la mécanisation de la pêche a entraîné un appauvrissement des eaux côtières. C'est la raison de leurs difficultés. On n'y pêche que quatre ou cinq sortes de poissons, alors que dans le village voisin, les pêcheurs sont très dynamiques et prennent toutes sortes d'espèces. En outre, l'accès routier étant médiocre, les villageois n'obtiennent pas les mêmes prix qu'ailleurs. L'écart se creuse ainsi entre les villages, comme à l'intérieur d'une même communauté entre les plus habiles et les moins habiles.

KURUMBANAI. Conversations avec le président du Comité LACIM, Clemens D'Souza Bhavan, le **Père Stanley**, curé du village, et quatre membres du comité, dont le secrétaire, Josab. Le trésorier est actuellement en Arabie Saoudite où il travaille sur un chalutier.

Kurumbanai (10 000 habitants) est aussi un village du littoral dont la principale ressource est la pêche. Il est situé au sud de Mel Midalam d'où l'on aperçoit son clocher. Il est entièrement catholique et, pour cette raison, il n'a pas été possible d'avoir au comité des hindouistes et des musulmans, comme LACIM l'avait suggéré : il aurait fallu faire appel aux paysans voisins qui ne fréquentent pas les pêcheurs, considérés comme des hors-castes.

Comme le représentant de LACIM pour l'Inde de l'Ouest, John Fernandez, en avait fait la demande, le Comité est entièrement composé de laïcs ; mais de tous les villages parrainés par LACIM, il est le seul à ne pas comprendre de femmes... Kurumbanai reçoit de LACIM 6 000 roupies par trimestre (900 francs).

Principaux problèmes :

- L'EMPLOI : 50 % des hommes sont sans emploi et les deux tiers des pêcheurs manquent d'équipements (filets, embarcations). Ils travaillent pour les propriétaires de catamarans, un millier au total, ou salent et sèchent le poisson au soleil. Ils gagnent 20 R par jour (3FF), rien du tout quand la pêche est mauvaise. La plupart des femmes vont vendre le poisson. La confection de tapis donne du travail à six jeunes filles qui gagnent 10 R par jour.

Le revenu quotidien d'une famille peut être évalué à 25 R pour 50 R de dépenses. Les gens doivent donc emprunter auprès des marchands (au taux minimal de 3 % par mois), jusqu'à ce qu'une bonne pêche leur permette de rembourser leur dette. Pendant la saison des cyclones qui dure quatre mois, la pêche est interdite par mesure de sécurité. Certains jours, ils ne mangent pas du tout, ou seulement du « kilangu », une sorte de pomme de terre locale.

Dans le village, il existe une dizaine de boutiques (riz, légumes) ; pour le reste, et notamment la quincaillerie, il faut aller à Karungal. Il n'y a pas d'artisans à part un tailleur (dont la maison est dotée d'une antenne parabolique de télévision), pas d'électricité (sauf groupe électrogène), mais il existe un hôtel.

Au programme du comité LACIM figure la construction d'un grand hall sur un terrain cédé gratuitement par l'Église, à côté de l'ancienne église en ruines (XVI^e ou XVII^e siècle). Ce hall doit abriter un dispensaire, une bibliothèque, et des ateliers artisanaux. La fabrication de tapis pourra donner du travail à vingt femmes. Il existe aussi un besoin de paniers pour les marchandes de poissons.

- Les TRANSPORTS : l'odeur, prétendent-ils, faisant fuir les passagers, les chauffeurs d'autobus n'acceptent pas les paniers de poissons à l'intérieur du véhicule, ni même sur le toit. Souvent les femmes perdent trois ou quatre heures à attendre une occasion, et le poisson se gâte. Leurs paniers sur la tête, elles doivent faire six kilomètres à pied pour aller au

marché de Karungal. Elles s'entendent parfois avec des transporteurs privés (illégaux).

- Le LOGEMENT : les logis sont très exigus : une seule pièce où vivent parfois deux et même trois familles. La cuisine se fait à l'extérieur, sur le sable. Il n'y a évidemment aucune intimité et l'absence de toilettes crée des problèmes d'hygiène. Quelques familles disposent de logements de deux ou trois pièces, mais d'autres n'ont pas de maison du tout.

- La SANTÉ : il n'existe à Kurumbanai qu'un dispensaire de trois lits, avec un infirmier. C'est un gros problème. On est obligé d'envoyer les gens à Colachel (4 km), ou à Karungal (6 km), où il y a des docteurs. Le village a aussi un problème de drainage non résolu à cause, me dit-on, de l'incurie des autorités. Il n'existe pas de conseil municipal, mais seulement une assemblée élue par quatre ou cinq villages, où les pêcheurs sont minoritaires.

- L'ÉDUCATION : avant 1980 il n'y avait pas d'école. Les pêcheurs ayant demandé au prêtre de leur en donner une, ce problème a trouvé une solution avec la construction d'une vaste « middle school » (ouverte en 1980) qui reçoit 1 000 élèves, garçons et filles. Il y a vingt enseignants et enseignantes et de 35 à 50 enfants par classe. Faute de place, certains doivent écrire en prenant appui sur la balustrade du balcon... Le taux d'éducation dans le village est de 50 %. L'école assure la formation pour les huit années « standard » (le cycle complet comprend douze années). Au-delà, quelques enfants vont au collège à Colachel, mais la plupart restent au village.

Après consultation des maîtres, le comité LACIM donne 500 R aux plus pauvres pour l'achat de livres et d'uniformes.

L'été dernier, une bagarre a éclaté à Kurumbanai due aux tensions existant dans la communauté entre deux partis opposés. Un jeune homme a été tué. De tels drames surviennent fréquemment compte tenu notamment de l'hostilité régnant entre les pêcheurs motorisés et les autres. Des familles s'attroupent et commencent à se battre. Dans une autre localité, on a vu le village entier brûler à la suite d'un conflit semblable.

VI. VIOLENCE ET NON-VIOLENCE

L'HINDOUISME MILITANT

La croyance en la **réincarnation** constitue le fil conducteur de l'organisation sociale hindoue : il s'agit, en assumant pleinement des existences successives, d'en finir au plus vite avec l'impureté pour accéder à la délivrance finale du *nirvana*, au moment suprême où l'*Atman*, la réalité divine qui est le Soi, se confond avec le *Brahm*, la réalité divine de l'univers. Pour les hindous, rien n'est plus désirable que cet anéantissement, aboutissement de la gymnastique spirituelle imposée par l'ascension de réincarnation en réincarnation sur l'échelle des castes et des *jati*.

Profondément « injuste » aux yeux des Occidentaux, cet ordre hiérarchique fondé sur une pureté croissante jusqu'à l'annulation de la *maya*, l'illusion persistante de la réalité du monde, est la source de l'équilibre traditionnel de l'Inde, fait d'esprit de tolérance et de continuité dans la survie. En mettant ainsi chacun à sa place selon les mérites acquis lors d'existences antérieures, les castes procurent à la société une grande sécurité. Elles limitent les occasions de conflits en réglant les attributions de chacun.

Loin d'inciter les gens à se « développer », à transformer le monde, à revendiquer un meilleur statut, elles les invitent à choisir l'une des deux voies du progrès spirituel : le renoncement de l'ascète/ou l'action désintéressée conformément à ce qui est prescrit par leur condition de naissance. En sorte que les castes ne se confondent pas avec les classes sociales : il existe des *brahmanes* pauvres et de riches *sudras*, industriels, marchands, hommes politiques. Dans la tradition hindouiste, la lutte des classes n'a pas de sens. Le maintien de l'**unité dans la diversité** a toujours été la grande ambition des Indiens, mais des événements récents sont venus la contredire...

La démolition de la mosquée de Babour à Ayodhya, le 6 décembre 1992, a mis en évidence les analogies existant entre le communalisme hindou dans l'Inde d'aujourd'hui, et le fascisme européen des années 20 et 30. Dans le but de supprimer les identités étrangères à la Hindutva, surtout la musulmane et la chrétienne, les communalistes hindous tentent d'utiliser **les ressources idéologiques de l'État-nation**. Le libéralisme de l'État moderne qui met l'accent sur les droits de l'individu, son autonomie, sa capacité d'entreprise, se montre plutôt hostile à l'idée de **droits collectifs**

propres aux groupes et aux communautés culturelles minoritaires. Les nationalistes religieux qui identifient l'Inde à l'hindouïté, c'est-à-dire à eux-mêmes, s'efforcent de tirer parti de cette hostilité, d'essence libérale et laïque, en la mettant au service de l'exclusion d'éléments jugés étrangers. C'est cette tactique qui autorise le sociologue Ashis Nandy à voir dans le fondamentalisme un produit de la modernité qu'il combat.

Le 7 décembre 1992, au lendemain de la destruction de la mosquée d'Ayodhya, de nombreuses villes de l'Inde s'embrasèrent, les musulmans donnant cours à leur colère. A Bombay, la police en majorité composée d'éléments hindous, tira sur les manifestants faisant plus de deux cents morts. Le 7 janvier, des mafieux musulmans massacrèrent cinq hindous. Le lendemain et les jours suivants, le *Shiv Sena*, qui avait planifié son action de longue date, fit régner la terreur dans les quartiers populaires et les bidonvilles de Bombay, mais aussi dans les beaux quartiers, provoquant l'exode de quelque 200 000 personnes. Au total, les émeutes se soldèrent par 600 morts au moins, peut-être 1000, presque tous musulmans.

Le *Shiv Sena*, l'armée de Shivaji, monarque fondateur de l'État marathe au XVII^e siècle, est une organisation d'extrême droite créée en 1966 sur le thème « le Maharashtra aux Marashtriens ». Alliée au BJP, le Parti indien du peuple, elle a remporté en 1995 les élections au Parlement régional du Maharashtra (30 sièges sur 34). Ce triomphe n'a été possible que parce que l'écrasante majorité des électeurs voulait en finir avec quarante-sept ans de règne sans partage du Parti du Congrès, le parti de Nehru, d'Indira Gandhi et de son fils Rajiv. Aujourd'hui, le *Shiv Sena*, dirigé par Bal Thackerai, fait la loi à Bombay, devenue Mumbai, du nom de la déesse tutélaire de cette métropole de 12 millions d'habitants.

Paradoxalement, souligne le sociologue français Gérard Heuzé, le système des castes traditionnels constitue un garde-fou contre la « vague safran » (le safran est la couleur des dévots hindous) : « les consciences et les intérêts de caste, avec leur caractère dépolarisé, flou et infiniment transitionnel, sont certainement ce qui s'oppose le plus sérieusement, à côté des régionalismes, à la progression des courants simplificateurs » de « purification ethnique ».

En octobre 1996, à l'aéroport de Bhopal, M. Mahesh N. Buch, président du Centre national des établissements humains, soulignait devant moi la diversité des croyances au sein de l'hindouïsme, diversité plaidant à ses yeux contre le monolithisme des fanatiques : Rama n'est pas également vénéré partout comme une incarnation de Vichnou, dans le Sud on vénère Krishna, au Bengale la Déesse Durga, héritière des déesses mères de Mohenjo Daro... S'il est vrai, assurait-il, qu'on ne pourra pas toujours écarter le BJP du pouvoir, il l'est aussi que les hindous n'aiment pas les extrêmes et que leur syncretisme foncier plaide plutôt pour la reconnais-

sance de la diversité. C'est ainsi que l'affaire d'Ayodhya aurait, dans l'esprit public, plutôt nui au BJP...

A la différence de certains Européens et Américains, les Indiens ne ressentent pas spontanément le besoin de s'affirmer agressivement face à un ennemi (communisme ou islamisme). Ils ont une fois pour toutes, avec les castes, établi un système de hiérarchie sociale interne qui met chacun à sa place selon sa naissance, et n'en fait pas plus un adversaire qu'un égal. A trop affirmer comme Nehru, que les castes et la religion procèdent d'un archaïsme voué à disparaître, on risque d'obtenir un effet inverse à celui recherché.

Mais l'exclusion érigée en système rencontre aujourd'hui chez les opprimés, les *dalits*, des résistances croissantes où l'aspect social prend le pas sur la religion.

D'un autre côté, certains aspects d'une mondialisation unipolaire à l'américaine semblent menacer le patrimoine culturel hindou. Les quotas favorisant les basses castes comme la morgue affichée par certains arrivistes, exaspèrent les hautes castes (des étudiants sont même allés jusqu'à s'immoler par le feu en protestation). Enfin, le chômage rural consécutif à la modernisation de l'agriculture conduit à la cassure d'une société paysanne au mode de production archaïque et aut centré.

Une crispation fasciste sur l'hindouïté n'est donc pas totalement à exclure, car les hindouistes militants redoutent d'être marginalisés par les musulmans (et les chrétiens financés de l'étranger), et recherchent l'appui des basses castes...

Entre les deux, tout un courant œcuménique et séculier s'efforce de préserver dans l'esprit de Gandhi, la réalité d'une Inde laïque libérée des tensions communalistes.

LES COMITÉS DE PAIX DE BANGALORE

« Dans cette ville de Bangalore, m'explique Siddharta, responsable pour l'Asie du Réseau Cultures et Développement, nous avons été affectés par les conflits entre hindous et musulmans. Nous nous sommes efforcés de mettre sur pied des **Comités de paix** (Peace Committees) dans la zone de la route de Mysore, selon une approche gandhienne, en établissant des contacts entre toutes les parties concernées. Nous avons organisé des rencontres de masse et aussi des réunions de voisinage. Dans beaucoup de secteurs, les musulmans constituent la moitié de la population. Vous ne pouvez pas vous contenter de prêcher l'harmonie religieuse. Il faut parler des vrais problèmes auxquels se heurtent les gens... »

«Aussi avons-nous fait entrer la police dans notre coalition, aux côtés des journalistes, des hommes d'affaires, des universitaires. Parce que le comportement de la police est l'une des données du problème : elle a tendance à ouvrir le feu trop facilement. Elle est composée principalement d'hindous, et pour cette raison, les musulmans ne lui font pas confiance. A leurs yeux, le bas niveau de la police est une des causes des tensions entre communautés. C'est pourquoi nous avons senti qu'il fallait à long terme envisager de former aussi la police dans nos centres culturels...»

«Et nous avons réussi puisque je viens d'être invité à donner un cours à l'académie de police ! Et pas seulement aux échelons les plus élevés, aux inspecteurs... J'ai dit qu'il était inutile de parler à ce niveau parce que les gens y ont généralement l'esprit ouvert. C'est aux échelons inférieurs qu'il faut s'adresser pour traiter ces questions de sensibilité culturelle et d'ouverture à la communauté musulmane en particulier.»

«Dans les Comités de paix, nous parlons de **problèmes concrets** impliquant des décisions à prendre. Nous avons convaincu des «businessmen» de nous donner de l'argent pour lancer un programme de crédit pour tous, hindous et musulmans. Mais ce programme de crédit est aussi un programme de communication : hindous et musulmans sont assis côte à côte et doivent décider quel musulman a réellement besoin de ce crédit, et quel hindou... Et dans la discussion, la communication passe...»

Nous avons aussi obtenu du *Saint-Johns Medical College*, l'un des premiers hôpitaux et établissement d'enseignement médical de Bangalore, qu'il lance un programme de santé destiné avant tout aux femmes. On peut voir maintenant des femmes musulmanes et des femmes hindoues travailler ensemble. Et il y a plusieurs programmes comme ça...»

«En outre, l'existence de ces Comités de paix constitue en elle-même un processus de formation pour les policiers locaux, en leur faisant prendre conscience des interactions qui se produisent (entre gens des différentes communautés). Ils comprennent peu à peu que lorsqu'un problème surgit, une formation adéquate peut contribuer à le résoudre. Et nous avons pour cela l'**appui du gouvernement** du Karnataka...»

«Le mois dernier, j'ai rencontré le Premier Ministre (M. Deve Gowda). Il m'a annoncé son intention de nous rendre visite, en janvier ou février prochains, pour voir comment nous fonctionnons. Je lui ai dit : «au terme de votre mandat de Premier Ministre, vous devrez apparaître comme celui qui a pris au sérieux la question d'**instaurer la paix** au Karnataka... Il a paru intéressé. Nous avons discuté et j'ai rencontré aussi le ministre de l'Intérieur... Comme le Premier Ministre devait aller à une conférence au Brésil sur la violence urbaine, je lui ai conseillé d'y envoyer l'un des hauts fonctionnaires de la police... Et c'est ainsi qu'un haut fonctionnaire m'a accompagné à Rio pour prendre part aux débats sur le rôle de la communauté urbaine dans l'instauration de la paix...»

Le vocabulaire ici est révélateur. Les autorités et la police raisonnent à l'ordinaire en termes de « maintien de l'ordre ». Les activistes comme Siddharta parlent spontanément d'« **instauration de la paix** ». Toute la différence entre une logique de l'ordre des choses et une logique humaine concrète est là. La dynamique nouvelle qui pointe derrière ce discours est celle où la « globalisation », comme disent les Anglo-Saxons, sera efficacement tenue en respect par l'**affirmation** raisonnée des communautés à travers le **partage d'expériences vécues** (attributions de crédits, programmes éducatifs ou médicaux), pas seulement sur un plan technique, mais **dans l'interaction pacifique des personnalités** et des cultures dont elles sont porteuses.

Lutter efficacement, dans cette perspective, ne signifie nullement écraser l'adversaire, mais reconnaître à la fois le bien-fondé de son propos dans l'optique qui est la sienne, et l'extrême danger qu'il y aurait à enfermer le problème dans cette optique. Lutter efficacement, c'est chercher à se distinguer le plus radicalement possible, non pour nier l'existence de l'autre, mais pour tenter, de façon fluctuante et jamais pleinement accomplie, d'**unir les contraires** dans cette progression claudicante et hasardeuse qui peut justement porter le nom de « paix ».

Lorsque les villageoises de Divulapitiya se disent prêtes à converser avec d'autres paysannes sur d'autres continents, soupçonnent-elles qu'il ne s'agit pas là seulement d'échanges culturels, mais que l'édification de la paix mondiale est en cause à ce micro-niveau ? La « globalisation » des affaires du monde ne peut pas être laissée entre les mains des « scientifiques » ni des « spécialistes du marché ». En intervenant sur le plan local, les gens ordinaires s'en saisissent déjà à leur manière. Aux activistes d'un nouvel ordre mondial revient sans doute la tâche de les aider à **penser globalement** pour éviter les dérives dans la violence.

« Je crois, conclut Siddharta, à cette notion de tradition critique et de modernité critique. La tradition seule n'est pas suffisante. **Il faut repenser la tradition de façon critique, et, de façon critique, repenser la modernité** ».

Siddharta rentre d'Amérique latine. Au Mexique, à San Cristobal de las Casas, il a rencontré **Mgr Samuel Ruiz**, évêque du Chiapas et médiateur entre le gouvernement mexicain et les paysans mayas révoltés de l'**AZLN** (Armée zapatiste de libération nationale). Son appréciation est enthousiaste : « C'est un homme extraordinaire. Nous nous sommes très bien entendus. Je l'avais invité le mois dernier à un séminaire international sur **la résolution des conflits culturels**, mais à la dernière minute il n'a pu se libérer et m'a écrit que ce dont nous débattons à Bangalore rejoint ses propres idées. Ce fut une discussion très importante. »

« Je pense que son approche ne coïncide pas exactement avec celle des zapatistes. Il les soutient parce que leur cause est juste, mais il ne sent pas les choses comme Marcos. Je n'ai pas rencontré ce dernier, seulement

certain de son entourage. Je pense que Marcos a mis l'accent sur les vrais problèmes, mais que tout cet attirail de masques et de fusils qui a dramatisé l'affaire et attiré l'attention sur lui, ferme la voie à d'autres options. C'est mon interprétation. »

« S'ils avaient construit un mouvement de masse dans l'optique de Gandhi, fondé sur le don de soi et le sacrifice personnel, ils se seraient acquis une compréhension plus durable. Je ne sous-estime pas leur courage et l'importance de leur lutte, mais le gouvernement peut toujours dire : ils ont pris les armes, ils ont tué des hommes ; aussi, dans l'intérêt de la sécurité nationale (il nous faut réagir, etc.). On ne peut pas se battre contre l'État mexicain ; ils sont très forts... »

André Aubry, directeur de l'*INAREMAC*, Institut d'appui anthropologique à la région maya, à San Cristobal, n'est peut-être pas du même avis. « Il pensait que dans le contexte mexicain, le mouvement zapatiste réaliserait l'union de toutes les forces progressistes et lancerait à l'État un vrai défi. Mais j'en doute... Deux ans maintenant se sont écoulés et je ne crois pas que le mouvement zapatiste ait dépassé ses succès initiaux. Il a surpris, humilié et embarrassé le gouvernement mexicain et, dans cette mesure, il a réussi. Mais ce n'est là que mon point de vue. »

Siddharta pense que **l'Inde doit témoigner d'une autre approche**. Entre Indiens et Sud-Américains, le champ est vaste pour des échanges politiques et interculturels. Mais les Latino-Américains ne connaissent pas vraiment l'Inde. Dans le contexte des mouvements impliquant la société civile au ras du sol (« grass roots civic society movements »), ils auraient intérêt à se familiariser avec les méthodes indiennes d'activisme non violent.

« Dans quelle mesure, s'interroge Siddharta, la libéralisation de l'économie ne va-t-elle pas encore élargir le fossé entre les pauvres et les riches ? Le socialisme est en crise et, dans l'immédiat, l'ouverture de l'Inde au monde est une réalité qu'on ne peut nier. Mais quel va être le **prix à payer** par les paysans, les tribaux, les marginalisés, pour ce bond en avant ? Sur cette route où j'habite, au cours de l'année passée, se sont créées plus d'une demi-douzaine de fabriques de vêtements. Il y a eu soudain des possibilités d'exportation : tous ceux qui l'ont demandée ont obtenu une licence. Et ils font de bonnes affaires... »

« Tous ceux qui ont de l'initiative, un petit capital, peuvent se mettre à l'œuvre, mais ceux qui ne disposent pas de ces avantages restent en dehors du courant. Je pense que ça n'est pas facile, mais qu'il faut regarder ça de près : est-il possible de **mettre l'initiative en évidence** là où elle n'est pas reconnue ? Les populations tribales par exemple, savent très bien faire pousser des arbres ; ils en plantent autour de leurs huttes ; d'autres peuvent leur fournir des plants... Il faut étudier comment, à partir d'une activité traditionnelle, s'engager dans une activité nouvelle... »

La femme de Siddharta, **Leila**, travaille comme ethnologue avec des populations tribales du Karnataka chassées de leurs territoires au début des années 70 par la construction du barrage sur la Kabini. « Nous avons créé une sorte de mouvement social qui œuvre dans trois domaines, la revivification culturelle, la participation et le renforcement du pouvoir des gens, et le crédit. Le problème est très grave : ces communautés ont été opprimées, rejetées... Elles essaient aujourd'hui de se mobiliser à nouveau dans différentes directions. L'année dernière, des indigènes des Philippines, d'Indonésie, de Malaisie, de Thaïlande, sont venus en Inde pour rencontrer des populations tribales... Ils ont fait un travail de réflexion avant de rentrer chez eux. » Comme l'a écrit Antonio Machado : « Caminante, no hay camino. Se hace camino al andar ». Marcheur, il n'y a pas de chemin. Le chemin se fait en marchant.

LES LUTTES PAYSANNES

Un autre exemple de conflit qui pourrait tenir une grande place dans le monde de demain, nous est donné par la lutte des **paysans du Karnataka** révoltés par la décision du Tribunal des litiges sur la répartition des eaux de la rivière Cauvery (Cauvery Tribunal), attribuant au Tamil Nadou voisin 311 millions de mètres cubes à leurs dépens...

Le 23 décembre 1995, à Bangalore, la presse faisait état des pressions exercées sur le Premier Ministre par les leaders de l'opposition pour qu'il refuse d'appliquer la décision du tribunal. Ce sont les fermiers du Karnataka qui ont construit le réservoir de Krishna Raja Sagar, soulignait un député. « Alors qu'il n'y a pas assez d'eau pour nos propres besoins, comment pouvons-nous en céder au Tamil Nadou ? » Et le Professeur Nanjundaswamy déclarait : « nos pires craintes concernant l'attitude du tribunal et nos allégations de corruption parmi ses membres étaient donc fondées »...

A Madras, des jeunes gens mettent le feu au drapeau national pour protester contre la défaillance du pouvoir de Delhi et du gouvernement du Karnataka, tandis qu'à Bangalore, des étudiants brûlent Narasimha Rao en effigie et entravent le trafic routier et ferroviaire. Dans le district de Mysore, des piquets de paysans occupent les vannes du réservoir de la Kabini pour manifester leur colère...

Finalement, le 3 janvier 1996, après plusieurs jours de négociations passionnées, le Premier Ministre du Karnataka, H.D. Deve Gowda, annonçait à son homologue de Madras, Ms Jayalalitha, que 150 millions de mètres cubes seraient relâchés dès le lendemain pour atténuer les effets de la sécheresse frappant les fermiers du Tamil Nadou...

J'ai rencontré ce même 23 décembre à l'Hôtel Ashok, à Bangalore, le **Professeur Nanjundaswamy** qui sortait du cabinet du Premier Ministre. Président de l'Association des Fermiers du Karnataka (*KSFA*), membre de l'Assemblée législative, et ancien activiste du mouvement socialiste depuis 1964, le Professeur Nanjundaswamy est l'un des membres indiens de l'*Alliance pour un monde responsable et solidaire*.

Il m'a confirmé son adhésion sans restrictions à la *Plate-forme* qui s'ouvre sur cette déclaration : «**Si nos sociétés continuent encore longtemps à vivre et à se développer comme elles le font, l'humanité s'autodétruirait. Nous refusons cette perspective...**» Après traduction en langue kannada, la *Plate-forme* sera prochainement publiée dans l'organe bimensuel de la *KSFA*, «*Ryota-Horata*», LA LUTTE DES PAYSANS (*Farmers' Struggle*), qui tire à 25 000 exemplaires.

«Étant donné l'immensité de l'Inde et les nombreuses langues qui y sont parlées, m'a dit le Professeur Nanjundaswamy, il faudra impliquer beaucoup de monde pour susciter une prise de conscience. Je peux m'atteler à cette tâche à très bref délai parce que nous disposons d'une organisation bien ramifiée, la plus importante du pays. Mais dans les autres États de l'Union Indienne, un gros effort d'organisation sera nécessaire. Cela peut être accompli aussi parce qu'il existe **de nombreuses organisations** chez les paysans, mais aussi chez les pêcheurs, les ouvriers du bâtiment, les habitants des taudis, les populations tribales. Nous voulons organiser en Inde des groupes de gens travaillant à une prise de conscience de ce mouvement, et cela en peu de temps, en quatre ans. C'est réalisable sans trop de difficultés. Nous disposons d'un réseau d'organisations pour la paix, la COORDINATION NATIONALE DES MOUVEMENTS POPULAIRES (*NCPM, National Coordination of Peoples' Movements*), avec laquelle notre organisation, l'Association des Fermiers du Karnataka, peut se mettre en rapport. C'est ce que j'ai en tête...»

La «*Plate-forme pour un monde responsable et solidaire*» appelle à surmonter le sentiment d'impuissance qui paralyse les efforts, à se rassembler sur des objectifs et des événements communs tout en respectant l'autonomie de chacun, à inventer en mille lieux du monde DES MANIÈRES DE TRAVAILLER ENSEMBLE pour jeter les bases d'une nouvelle société ouverte à la diversité des cultures.

S'il est vrai qu'une nouvelle «guerre froide» est engagée sur le front des micro-conflits culturels, il faut s'attacher à relever tous les efforts de paix qui se manifestent dans des contextes souvent dramatiques, et étudier leurs implications pour les pauvres. La déstabilisation spirituelle qui menace la culture indienne exposée aux assauts du capitalisme international, nous invite à y prendre très au sérieux tous les signes, même les plus ténus, de **résistance** aux pouvoirs de l'argent comme aux tentations de la violence.

Sur un problème particulier, le combat des pêcheurs nous a révélé que si la logique des moyens et de la rentabilité se substitue avec toutes les apparences du rationnel (sinon du raisonnable) aux logiques des hommes, trop diverses pour n'en être pas affaiblies, celles-ci trouvent parfois dans leur désordre même, le point d'entrée d'**un autre équilibre** plus dynamique, moins soumis à l'ordre des choses, plus souple parce que moins précis, plus imaginé sans être imaginaire.

Voyons maintenant comment la vie quotidienne de l'Inde fait ainsi obstacle à une **globalisation** à l'américaine écrasant toutes les cultures sous sa triomphante banalité.

VII. BOMBAY / CALCUTTA

LA GLOBALISATION EN DÉFAUT

UNE DANSE DU CŒUR ET DES SENS

Dans les aéroports, les indications sont parfois fausses, les parcours non balisés. On voit le public emprunter sans hésiter des passages qui semblaient strictement interdits. Retranchés derrière leurs comptoirs, les préposés s'absentent sans mot dire, reviennent sans explication, bavardent, plaisantent entre eux devant les passagers en ligne qui attendent debout sans protester. A l'entrée du pays, le bureau où se remplissent les fiches est surmonté d'une pancarte TRANSIT. A l'embarquement pour les vols intérieurs, la sortie police s'intitule IMMIGRATION. Le tunnel de contrôle électronique des bagages est généralement situé au milieu du hall d'entrée où se mêlent partants et visiteurs, aucun obstacle n'interdisant de revenir sur ses pas. Avant de monter dans l'avion, la sécurité oblige chacun à identifier ses bagages, mais aucun panneau n'indique où ils se trouvent...

De ces **incohérences**, nul ne se soucie. L'hôtesse de bord propose invariablement du jus d'orange; elle dispose aussi de jus de pomme, mais ne juge pas nécessaire d'en parler; sans doute serait-ce trop lui demander de laisser la décision au passager. Avec une grande gentillesse et beaucoup d'autorité, les guides prétendent eux aussi se rendre utiles en imposant leurs consignes : regardez à droite ! regardez à gauche ! En somme, l'ordre est maintenu non pas en aidant les gens à s'organiser par une information opportune, mais en leur suggérant impérativement les comportements correspondant aux stéréotypes que l'on a en tête. La demoiselle de l'agence A-1 Tours pose trois fois la même question comme si elle n'avait pas écouté la réponse : « vous arriverez à l'hôtel à 14 heures ? — Non ! à 18 heures... » Mais elle notera 14 heures sur la fiche, et quand vous vous présenterez à 17 heures 30, la chambre qui vous était réservée aura été attribuée. Mais qu'à cela ne tienne : on vous en trouvera une autre et vous y gagnerez même cent roupies car, sur votre bonne mine, la demoiselle vous avait assigné la plus luxueuse.

L'ordre des choses à l'occidentale, globalement appelé « LA CIVILISATION », n'a pu historiquement s'établir sans une réduction drastique de l'**aspiration au vide** qui fonde la religion, décourage l'accumulation et entretient la fantaisie dans des activités productrices de subsistance. A l'état spontané, presque partout dans le monde, les particules humaines en

proie à d'intenses ambitions spirituelles, peuvent s'agiter sans fin dans une **danse du cœur et des sens** dont le souvenir de notre Moyen Âge sauvegarde un écho affaibli... Comme l'a bien montré Preserved Smith, ce sont les marchands et les banquiers d'Occident, florentins, flamands, champenois, qui, dès le XIV^e siècle, ont ouvert la voie au «monde moderne» en instaurant des *procédures comptables* rigoureuses. Ce sont les «livres de raison» qui ont commencé à mettre de l'ordre dans la maison; le raisonnement systématique a suivi, puis la méthode expérimentale annoncée par Francis Bacon, et le Discours de la Méthode...

Il me semble qu'en Inde, à l'inverse, le désordre et l'inorganisation servent d'exutoire à une intense conscience du **vide** qui, sans cela, dissoudrait le Corps social. Grâce à eux, les Indiens parviennent à **maintenir un niveau acceptable de réalité** physique sans lequel le monde comme maya se résorberait dans la Présence envahissante du divin. A partir de ce désordre initial, de cet univers chaotique où chacun fait tranquillement ce qui lui plaît dans l'instant sans réfléchir le moins du monde aux conséquences possibles pour les autres, l'**imagination**, l'**invention** et la **grâce** peuvent se donner carrière.

La circulation urbaine devient une danse, une suite hasardée de bonds et d'entrechats où l'on voit, au péril de leur vie, des femmes, des enfants, des vieillards se faufiler entre les vélos, les rickshaws, les vaches et les chèvres, franchissant par quelques barreaux disjoints les barrières de sécurité qui corsettent les carrefours dangereux, sous la menace permanente d'un bolide surgissant en trombe et se frayant un passage à coups d'avertisseurs. Les jeunes filles, si gracieuses dans leurs saris colorés, les mendiants en haillons crasseux, les petits employés affairés en pantalons et chemises brunes, esquivent du même élan les règlements, les interdictions, les injonctions de la plus élémentaire discipline, pour tirer du désordre général le meilleur parti possible et la modeste subsistance d'une petite famille agitée de grandes ambitions.

On construit ici **sur le désordre** et chacun semble y trouver son compte, sauf ceux qui, situés tout au bas de l'échelle, n'ont pour lot que le vide d'un trottoir où leur existence ne tient qu'à un fil. La plénitude ainsi cherchée trouve évidemment ses limites dans **la pénurie** qui interdit à l'ordre des choses de se développer de façon autonome comme en Occident. Chez nous, le succès de la *ratio* s'est traduit par un monde ordonné, policé, producteur de richesses à l'infini, sans autres limites (mais nous y sommes) que l'épuisement prévisible des ressources de la Terre et l'*encombrement* meurtrier des routes et des mers, de l'atmosphère et des forêts, des mégapoles livrées à la pollution. Tout cela pour la satisfaction empruntée de quelques centaines de millions de nantis qui, portant la crise dans leur tête et ne sachant plus à quel saint se vouer, se voient

privés du vide relatif où, en d'autres temps, leur imaginaire aurait pris son essor.

Paradoxalement, c'est dans la savante incohérence des « clips » publicitaires que les Occidentaux pris au piège armé par leur raison, cherchent *une défense* contre une vue trop systématique des choses dont leur esprit « brouillon » a jusqu'ici préservé les Indiens. Ceux-ci ravissent l'étranger parce qu'ils ne cherchent pas à prendre, à saisir, à encercler. Ils cherchent d'abord à **situer** l'inconnu : « where do you come from ? what is your country ? ». Puis ils contemplent et **se laissent saisir**, les mains jointes, dans un sourire. Témoin de la permanence réelle du vide et d'une confrontation quotidienne au mystère de la vie, source de toute culture, le désordre indien qui se perpétue est la sauvegarde de ce peuple, ainsi moins menacé que d'autres de se dissoudre dans l'absolutisme inhumain de la « civilisation occidentale ». Sans doute la plénitude du **sens** exige-t-elle le concept, mais celui-ci ne vaut que **par rapport au vide** dont il légitime de façon ordonnée la manifestation. A défaut de cette subordination, le désordre est plus significatif qu'un ordre virtuel conçu par et pour des machines, et dont le vide, par définition, est **exclu**.

Naguère encore en France, comme ici, la culture était vivante. On pouvait à Paris prendre au vol un autobus, voyager au grand air sur la plate-forme, parler au contrôleur, ouvrir une fenêtre dans le train quand on avait trop chaud... L'imaginaire individuel n'était pas aussi étroitement bridé qu'aujourd'hui par des contraintes de sécurité, de confort, de rentabilité, qui imposent des voitures fermées, des wagons climatisés aux vitres scellées, des contrôleurs mécaniques et des chauffeurs murés dans leur fonction répondant par monosyllabes, impersonnels, efficaces et lointains.

La **culture au quotidien** existait encore il n'y a pas si longtemps. Aujourd'hui, la civilisation l'a mangée. Nous assistons au triomphe d'une *pensée abstraite* close sur elle-même (efficacité, sécurité, rentabilité), assujettie à la poursuite d'**un seul** des objectifs du voyageur, le plus austère, le moins gratifiant, le plus étranger à la logique des sens et du cœur : se déplacer sèchement d'un point à un autre, le plus rapidement et le moins cher possible, sans rechercher la présence des autres ni la fraîcheur de l'air du temps.

« Activez les bulles d'aide ! » ordonne votre Macintosh quand la **pensée concrète** des gens du commun réclame « des explications » ! Pour plaire aux concepteurs des machines de haute technologie, il faut ainsi que la réflexion se coule dans des cheminements tortueux, contraires à la pensée claire qui porte à la danse de l'action. Eh bien, disons-le carrément : ces cheminements dérangeants, inesthétiques, laborieux, sont éminemment favorables aux progrès qui rendent l'existence matérielle moins contraignante.

Mais ils substituent progressivement à l'équilibre intérieur **dynamique** de l'homme faisant des pieds et des mains comme le paysan de jadis, sous l'inspiration de sa pensée concrète, un *équilibre virtuel* statique entre des

signaux prodigieusement mobiles mais dépourvus de sens. Le sens du vivant échappe peu à peu à qui cultive sans mesure ce rapport aux choses ordonné à un certain but et manipulable sans merci, qui fonde la méthode expérimentale. Une civilisation vouée à l'expérimentation (63 millions d'animaux sont sacrifiés chaque année dans les laboratoires des États-Unis) ne peut qu'engendrer des sectarismes meurtriers.

Merveille de l'âme indienne. Ouverts sur le Vide comme sur l'essence même de **la vie**, prenant spontanément leurs distances à l'égard du Plein, les êtres « détachés » que voici témoignent quotidiennement de son impalpable réalité. Faits de chair comme nous, le **Vide** les subvertit, leur insuffle une aisance, une liberté qui, refusant l'ordre des choses, semble les disposer à marcher dans les airs ou sur les eaux.

En niant jusqu'à la possibilité de cette aisance, qualité souveraine de l'esprit, en exigeant de tous un attachement indéfectible au positif, les hommes d'Occident réduisent ceux d'entre eux qui ont conservé la saveur et le goût du vide, à une incroyable gymnastique spirituelle. Pressés de s'alourdir, de se lester de plein pour faire bonne figure et mériter la considération de leurs semblables, ils risquent de tomber eux aussi dans le piège et de ne plus savoir danser. Ligoté par les exigences négatives d'une civilisation éblouissante et condamnée, l'Occident rejette les « **hommes en dehors** » quand il ne les dévore pas.

L'autocar est chargé jusqu'à la gueule avec des bagages partout, des enfants pleurards, des hommes, des femmes debout dans le couloir, accrochés aux mains courantes. Mais à chaque arrêt, des foules de nouveaux venus se précipitent. Pourtant le véhicule ne s'immobilise pas vraiment... Pour dissuader les assaillants, le chauffeur continue de rouler à petite allure; et dans la nuit tombante, sous la pluie, des pères de famille, des enfants, des femmes, des vieillards s'agrippent à la portière, escaladent le marchepied dans la confusion la plus totale, jetant dans le couloir leurs baluchons... A la fin, le contrôleur arc-bouté contre une barre de fer, repousse fermement du pied dans la poitrine, le dernier candidat qui ne voulait pas renoncer.

Conduite folle sur une route qui tantôt se dédouble, tantôt se rétrécit à cause des travaux. Dépassements hasardeux de files interminables de camions surchargés, avec tous ces objets roulants qui surgissent à l'improviste, scooters, motos, tracteurs agricoles, rouleaux compresseurs, chars à bœufs ou à chameaux, quelques rares automobiles, vélos sans lumière qui frôlent les piétons trotinant sur les bas-côtés ou coupent la route sans hésitation, sur une inspiration subite.

Puis, dans un concert d'avertisseurs couvrant les sifflets de la police et la pétarade des moteurs à deux temps, s'élève un brouillard épais de gaz d'échappement. Nous entrons en ville.

C'est cette qualité de vide échappant à toute raison, ce bouillonnement démesuré de vie élémentaire, cette **bousculade sans fin** de l'existence, qui, contre toute attente, expriment l'intimité des Indiens avec le monde, donnent à leurs membres cette **souplesse de danseurs**, à leur esprit cette infinie capacité d'attente qui accepte tout, la brutalité de la police et des conducteurs, la léthargie des autorités, l'incompétence et la corruption des fonctionnaires.

Les pauvres gobent tout (jusqu'au moment où la violence éclate), et cette mansuétude est pour beaucoup dans leur négligence des difficultés d'autrui au même titre que des leurs propres. Sans doute a-t-elle concouru, voici des millénaires, à l'instauration du système des **castes** hiérarchisant strictement le corps social, et lui procurant à la fois le renfort de contraintes à vie et le vagabondage des comportements individuels à l'intérieur de chaque *jati* (subdivision selon la naissance).

Sans les castes, le Corps social indien s'effondrerait. C'est bien là le drame. Les gens n'étant pas disposés à fixer leurs propres limites (limites de ce qu'on s'autorise et de ce qu'on accepte de souffrir), le système doit le faire pour eux de la façon la plus formelle, et dans l'injustice absolue.

Mais les Indiens semblent ignorer cette angoisse, eux qui par millions, toute l'année, pèlerinent d'un bout à l'autre du continent, en quête de saints hommes ou de divinités à vénérer. L'amélioration des communications, l'enrichissement de la classe moyenne font aujourd'hui du **tourisme religieux** un phénomène de masse qui prend des proportions inouïes : il y a vingt-cinq ans, en 1971, le sanctuaire de Vaishno Devi, au Cachemire, avait été visité par 326 000 pèlerins ; l'année passée, ils étaient 3 700 000. Dans le Sud, au Kerala, Sabarimala a reçu la saison dernière, 40 millions de visiteurs, et le temple du seigneur Venkateswara à Tirupati, 30 à 35 000 par jour toute l'année, jusqu'à 100 000 en certaines occasions... (*Indian Express*, 24 déc. 95).

Dans leur immense majorité, ces pèlerins portent des vêtements amples, où ils se sentent bien, des vêtements généreux pouvant aussi servir de tapis de sol ou de toilette de nuit. Ils mangent avec leurs doigts des mets dont ils n'ignorent pas les corrélations avec leurs humeurs, les nombres et les saisons. Ils ne cherchent pas à être « dans le vent », toujours soumis à ce qui vient, à la dictature de la mode ou du marché, mais à vivre du mieux possible, sans sacrifier **l'espace de la culture** au temps de la civilisation.

Le **sens du vivant** n'étant pas près de leur échapper, il reviendra bientôt peut-être aux peuples de l'Inde d'**élever la voix** pour dire le temps qui court et l'espace vibrant, et l'échec de l'homme d'Occident aujourd'hui affronté à sa propre démesure.

Conversation du mercredi 27 décembre 1995, à Bombay (ou Mumbai), quartier de Santa Cruz (Est), avec **Asghar Ali Engineer**, éditeur de la revue trimestrielle «*Towards Secular India*», Vers une Inde Laïque, journal du *Centre d'Étude de la Société et du Sécularisme* (politique de la laïcité).

M. Engineer est l'un des signataires indiens de la «*Plate-forme pour un monde responsable et solidaire*». Son bureau est situé au premier étage d'un immeuble populaire de Santa Cruz, dans les locaux exigus de l'*Institut d'Études Islamiques*. Une dizaine de personnes y travaillent. Avec lui, le conseil éditorial comprend sept personnes. La revue, de langue anglaise, tire à 500 exemplaires. Elle est financée par des dons d'origine indienne ou étrangère (Allemagne, Canada, États-Unis).

L'Institut s'efforce de favoriser la compréhension entre les communautés hindoues et musulmanes, afin d'éviter le renouvellement d'émeutes meurtrières comme celles que Bombay a connues en janvier 1993.

« Nous expliquons la religion aux uns et aux autres. **La religion n'enseigne pas la violence**. Nous organisons des séminaires, des ateliers de travail. Nous publions la revue. Nous faisons aussi un travail communautaire en nous rendant là où éclatent des conflits, pour mettre les gens ensemble... » Le soutien de M. Engineer à la *Plate-forme* a été immédiatement acquis, « comme à tout ce qui va dans le bon sens »...

Les 125 Comités de paix (*mohalla*) nés à Mumbai (Bombay) à l'**initiative de simples citoyens**, après les émeutes de 1993, ont contribué à calmer les esprits. La police accusée de n'avoir rien tenté pour protéger les musulmans de Nagpada, un quartier de 125 000 habitants où le couvre-feu a été maintenu six mois, fait maintenant appel à ces comités au moindre signe de tension. Un long travail de réflexion a conduit par exemple Ms Yasmin Sheikh, une avocate, coordonnatrice d'un Comité de Paix, à déclarer :

« J'étais furieuse contre la police qui n'avait pas répondu à nos appels au secours désespérés. Le ressentiment était vif dans la communauté... Puis j'ai compris que ce ressentiment n'était pas une bonne chose. Si je voulais aider mes concitoyens, il fallait d'abord que j'essaie de **dénouer cette colère** et que je me débarrasse ainsi de ce ressentiment qui m'empoisonnait... »

Grâce aux efforts de ces volontaires, les jeunes musulmans du quartier sont désormais disposés à écouter leurs aînés et à ne pas bondir dans la rue dès qu'un leader politique clame que l'Islam est attaqué... Quant au nouveau commissaire de police, R.D. Tyagi, il assiste souvent aux

réunions de « mohalla » pour montrer que **la police soutient l'initiative locale**, et s'efforce de regagner la confiance des musulmans. Il suit en cela l'exemple de son prédécesseur, Sahney, qui n'hésita pas à braver les insultes et fit une campagne au porte-à-porte dans tous les secteurs où l'image de la police s'était dégradée, écoutant patiemment chacun et poursuivant ses visites jusqu'à ce que la méfiance se fût dissipée (Shameen Akthar, *The Telegraph*, 7 janvier 1996).

C'est à l'inverse une volonté implicite d'**effacement de l'initiative populaire** qui se cache derrière ces prétendus programmes « d'éradication de la pauvreté » tels que le PMIUPEP récemment lancé : « *Prime Minister's Integrated Urban Poverty Programme* » (*The Hindu*, 22 décembre 1995).

Dans les faits, de tels programmes n'ont pas pour objectif d'« éradiquer » la pauvreté, mais d'éradiquer les pauvres, c'est-à-dire de **rejeter la culture populaire** dans le même néant social qu'aux États-Unis où, rougissant d'eux-mêmes et de leurs vêtements râpés, les marginaux que la société globale refuse, vivent dans une sordide misère morale. La grandeur de l'Inde au contraire vient de ce que ses pauvres, parmi les plus démunis du monde, ne se sentent pas différents des autres (de même caste), et tendent la main pour qu'on les aide à survivre, pas pour qu'on feigne de leur venir en aide en détruisant leur honneur.

Ne soyons pas naïfs : la volonté d'asservissement est à tous les carrefours. Lorsque la publicité nous serine : « because you demand nothing but the best... », parce que vous n'acceptez que l'excellence, vous achèterez ceci ou cela, elle nous invite à intégrer les valeurs d'un citoyen moyen virtuel qui n'existe pas, mais dont on nous presse d'endosser la livrée pour venir grossir les rangs des consommateurs docilement soumis aux impératifs des sondages. Il en va de même avec l'usage que font les Anglo-Saxons du mot « popular » (« it's very popular » assurent-ils de ce qu'ils veulent vendre), et qui n'a rien à voir avec les valeurs populaires d'épargne et de bon sens qu'il s'agit au contraire d'extirper en poussant les pauvres à la consommation sans souci de l'endettement résultant.

Cette politique de marchands éhontés est aussi celle du gouvernement du Maharashtra dominé par le *Shiv Sena*, qui se soucie peu des engagements pris vis-à-vis des pauvres et remet en question les promesses de la municipalité précédente.

« Dharavi n'a pas beaucoup progressé en ce qui concerne le logement », me dit **Rabial Mallick**, responsable du *CISRS (Institut chrétien pour l'étude de la religion et de la société)*, que j'ai retrouvé à Calcutta le 5 janvier. Dharavi est le plus grand bidonville de Bombay et peut-être d'Asie. Il comptait en 1983, quand je l'ai visité pour la première fois, environ 400 000 résidents organisés par « chawls », quartiers, regroupés

dans une Fédération de 150 organisations populaires portant le nom de **PROUD** (LES HABITANTS DE DHARAVI UNIS).

En 1989, leur nombre atteignait 600 000. Ils avaient enfin obtenu de la Corporation Municipale de Bombay (BMC) la promesse d'un bail de trente ans renouvelable pour le terrain de 200 hectares «squatté» depuis des décennies. En outre était mis en œuvre un projet de reconstruction du «slum» fondé sur la création par les résidents de **coopératives de logement** (Housing Cooperatives). Le remplacement des vieilles baraques par des bâtiments de deux étages devait permettre à la fois d'améliorer les conditions de vie et de récupérer la moitié du terrain pour d'autres usages (cf. N. Cannat, *Sous les bidons, la ville*, p. 172, et *La force des peuples*, p. 82).

Depuis lors, m'explique Rabial Mallick, 50 coopératives de logement se sont créées. Nous avons travaillé à organiser les habitants, à faire des études. Les gens peu à peu ont amélioré leurs maisons. Mais entre temps, la situation a changé. Le terrain ayant pris beaucoup de valeur, le gouvernement se propose aujourd'hui de remettre la totalité de ces 200 hectares à **des promoteurs**, une partie des logements construits devant être attribuée gratuitement aux résidents du «slum»... «Nous sommes convaincus qu'on les jettera dehors après. Ils seront forcés de vendre parce que les charges d'entretien seront trop lourdes pour eux...»

«Il était prévu de donner la terre aux habitants pour trente ans, mais ceci n'a pas abouti. Nous travaillons depuis cinq ans sur ce problème. La communauté locale est divisée. Un tiers environ des habitants de Dharavi, ceux qui travaillent à l'extérieur, sont favorables au nouveau plan sorti l'an dernier, et le gouvernement les appuie... Mais la grande majorité des résidents travaillant sur place dans des micro-entreprises qu'ils ont créées, préfèrent le plan antérieur... Le gouvernement du Maharashtra est très fondamentaliste. Il veut donner la terre aux promoteurs parce qu'ils «développeront» le secteur plus vite que les gens...»

«Le fonds créé par Rajiv Gandhi pour la réhabilitation du secteur («*Prime Minister's Grant Project*») fonctionne toujours, mais nous pensons que ce développement est une mauvaise chose car il a fait grimper les prix : un logement de dix mètres carrés vaut 150 000 roupies (22 000 F)... Dès lors, certains résidents préfèrent vendre et racheter un autre logement pour 50 000 roupies dans une zone plus éloignée... **PROUD** existe toujours. Son président est K.A. Prasanth. Mais nous avons beaucoup de difficultés...»

En dehors de Bombay, le *CISRS* (d'inspiration méthodiste, mais Rabial est musulman) est implanté dans d'autres grandes villes, Calcutta, Delhi, Bangalore, Hyderabad, où il aide aussi les squatters à faire valoir leurs droits. « Notre priorité, reprend Mallick, reste l'**organisation**. La moitié d'entre nous travaille aux côtés des pauvres urbains, l'autre moitié dans les zones rurales où soixante organisateurs communautaires vivent avec les intouchables, les tribaux, les communautés de pêcheurs et de paysans... »

L'histoire du *CISRS* a commencé à Dharavi en septembre 1979, avec l'ouverture d'un premier programme d'organisation communautaire couplé avec la formation d'« organisateurs », garçons et filles, destinés à s'investir dans des tâches analogues dans toute l'Inde. Le succès de ce type de formation ne s'est pas démenti depuis quinze ans. Plus de cent CO (« *Community Organizers* ») ont été formés et se sont attelés à la création d'organisations populaires dans tout le pays.

Les changements intervenus ces dernières années, l'apparition de nouveaux problèmes comme les questions ethniques, les émeutes et les troubles politiques, la drogue et le sida, ont appelé de nouvelles réflexions, **les leçons de la pratique fondant les progrès de la théorie**. Telle était la philosophie du séminaire d'auto-évaluation qui s'est tenu à l'Institut Social Indien, à New Delhi, du 20 au 25 septembre 1994, à l'occasion de ce quinzième anniversaire. Dans leur laconisme, ses enseignements nous sont aussi précieux que ceux des sessions du *PRATEC* au Pérou.

Divisés en cinq groupes, les participants ont fait l'inventaire des problèmes rencontrés sur le terrain et des stratégies expérimentées :

— **le groupe urbain** (villes représentées : Bangalore, Bombay, Calcutta, Howrah, Delhi, Mysore, et Dacca au Bangladesh) s'est attaché aux problèmes des habitants des taudis et des trottoirs, des enfants de la rue et des enfants travailleurs, des chiffonniers et des travailleurs du sexe. Ces *problèmes* sont l'absence de services de base (eau, santé, sanitaires, cartes d'alimentation, etc.), la terre, le logement et les expulsions, les atrocités commises contre les femmes et les enfants, etc.

Pour prévenir les *violences* entre communautés et combattre les manœuvres de provocateurs extérieurs, la stratégie suivante a été utilisée avec succès à Bangalore : convoquer immédiatement les habitants à un rassemblement pour les rassurer/avertir la police et/avec l'accord des autorités, parcourir le « slum » pendant le couvre-feu avec des leaders de toutes les communautés religieuses montrant par leur présence qu'ils condamnent la violence. Cette méthode avait fait ses preuves à Dharavi en 1985.

— **le groupe rural** (districts représentés : Contai, Diamond Harbour, Hooghly et Howrah au Bengale occidental, Bangalore et KGF au Karnataka, Kanyakumari au Tamil Nadou) a rendu compte des *besoins* en services de base des pêcheurs, des paysans sans terre, des petits fermiers, des basses castes (scheduled castes), des populations tribales et des femmes : eau potable, santé, routes, arrêts d'autocars, augmentations de salaire, cartes d'alimentation, maisons pour les pêcheurs, besoins en eau pour l'agriculture (forages et canaux).

Notons parmi les *stratégies* utilisées : un grand rassemblement contre le piratage des bateaux de pêche, une grève de la faim dans quatre villages, un rassemblement de femmes contre la hausse des prix et la condition qui leur est faite, des travaux de creusement de canaux, des manifestations contre les politiciens, les propriétaires terriens et les usuriers.

— **le groupe tribal** (lieux représentés : Durgapur au Bengale occidental, East Singhbun au Bihar, Coorg au Karnataka) a évoqué une quinzaine de *problèmes* tels que le creusement de puits, la reconstruction de la route de Singhbun, l'électrification rurale, la compensation des dégâts causés par les éléphants, l'attribution de terrains aux pauvres tribaux, les tracasseries des agents des forêts, la lutte contre le banditisme (goondaism), etc.

Les organisateurs communautaires partagent les soucis des populations tribales concernant leur langage et leur *identité culturelle* menacés par les migrations et l'attraction de la culture urbaine dominante, leurs droits sur la forêt, leurs connaissances médicinales, leurs façons de construire et de cultiver, ainsi que les risques d'éviction liés à l'instauration de parcs nationaux.

La création d'un réseau entre les populations tribales du Karnataka, du Kerala et du Tamil Nadou, permet d'envisager l'organisation d'un Forum des populations tribales.

— **le groupe des femmes** (villes représentées : Contai, Calcutta et Howrah au Bengale occidental, Bangalore et KGF au Karnataka, Bombay au Maharashtra, Delhi, et Dacca au Bangladesh) s'est attaché aux femmes enceintes et aux mères nourrissant, aux veuves indigentes, aux divorcées, aux travailleuses du sexe, aux ménagères et aux femmes dans les «slums».

Problèmes évoqués : viols et violences sexuelles, mariages d'enfants, dot (dowry, mehari, talaq), avortements, droits des femmes et leadership féminin (rarement reconnu et accepté bien que la participation des femmes aux activités soit plus grande que celle des hommes).

Le rôle des organisateurs est très difficile à cause des préjugés persistants contre les femmes, la résistance des leaders et des victimes elles-mêmes. Enfin, la responsabilité des belles-mères et belles-sœurs a été reconnue dans les atteintes aux droits des épouses.

— **le groupe dalit** (Calcutta, Howrah, Contai, 24 parganas au Bengale occidental, Bangalore, Mysore, KGF au Karnataka, Bombay, Delhi) a donné la parole aux habitants des «slums», aux pêcheurs, aux coolies, aux éboueurs, etc.

Problèmes évoqués : la terre et le logement, les atrocités et violations des droits des femmes et des enfants dalits (opprimés), le communalisme et l'intouchabilité, les lois et règlements antipopulaires, la léthargie des autorités, les tentatives pour briser la détermination des gens, le cercle vicieux de l'analphabétisme et de la pauvreté, etc.

Le problème des petits pêcheurs chassés de leurs zones coutumières par la nouvelle politique de la pêche a aussi été abordé.

Au cours de ce séminaire d'auto-évaluation, des participants extérieurs venus des Philippines ont également présenté leurs observations. Puis le directeur du *Centre de recherches sociales*, Mrs Ranjana Kumari, et le Professeur Chatterjee, directeur du *CISRS*, sont intervenus sur **la nouvelle politique économique**, affirmant notamment :

1. que ses bénéfices ne peuvent «percoler» jusqu'aux pauvres, contrairement à ce que l'on croit ;

2. qu'elle aura, à l'inverse, des conséquences négatives pour les femmes et les travailleurs les moins qualifiés mis au chômage par la mécanisation ;

3. que **la force des peuples** est l'une des plus grandes forces, et la lutte communautaire la seule solution pour **se changer** en même temps que la communauté ;

4. que dans ces circonstances, les gens ont le devoir de limiter leurs besoins et de ne pas acheter de marchandises importées.

En conclusion, les participants ont établi un **plan d'action** en quatre volets pour les deux années à venir : Inde du Nord, Inde du Sud, Inde de l'Est, Inde de l'Ouest. Principales orientations :

— Accentuer l'implication communautaire (notamment avec les femmes et les jeunes),

— Tresser des liens avec d'autres groupes travaillant dans le même esprit,

— Manifester notre solidarité avec les populations tribales en cas d'éviction (comme avec les habitants des taudis urbains sur les problèmes de terre et de logement),

— Bâtir une Fédération Nationale des «Slum dwellers» (*Forum des pauvres urbains*),

— Établir des réseaux au niveau de chaque État sur les problèmes d'actualité,

— Diffuser des rapports en langues régionales,

— Évaluer chaque mois ou chaque trimestre l'action des COs («*Community Organizers*»); organiser des cercles d'étude avec les

leaders de la communauté et des personnes-ressources ; rechercher des sources d'autofinancement pour les organisations populaires...

Un autre séminaire a été organisé à Calcutta en mars 1996 pour préparer la Conférence mondiale HABITAT 2 qui s'est tenue à Istanbul en juin. Neuf représentants du CISRS y ont participé. En octobre 1996, j'ai pris la parole devant le Forum national *Shelter for the Homeless* (Abri pour les sans-toit) qui s'est tenu au Birla Planetarium à Calcutta sous la présidence du maire de la ville. Inlassablement, les organisateurs communautaires assurent l'indispensable médiation entre les pauvres et les autorités urbaines pour donner un sens humain à une mondialisation qui n'est pour l'instant qu'une somme de contraintes pour la majorité et d'« opportunités » juteuses pour quelques-uns.

L'explosion des moteurs met évidemment l'Inde **en danger de « progrès »**. Dans une société « pleine », il n'y a plus de place pour les petits. Les gros seuls peuvent y faire leur trou. Les petits ne parviennent à subsister que dans un certain vide organisationnel. Dans une société « d'abondance », même lorsqu'elle prétend s'occuper d'eux, les pauvres dépérissent, glissant comme les habitants des trottoirs de Bombay ou de Delhi, de la pauvreté dans la misère, le nez à la hauteur des tuyaux d'échappement. Pour survivre, les pauvres ont besoin d'espace vide où s'étaler. Forcés de respirer à pleins poumons **l'odeur du temps** qui est celle des vapeurs d'essence, ils s'asphyxient dans une société de nantis qui les emprisonne dans des horaires stricts, des programmes d'aide, des formulaires à remplir.

Quand reconnaîtra-t-on que l'« aide au développement » véritable n'est pas celle qui tente d'« éradiquer » la pauvreté, mais celle qui aide les pauvres à **produire le sens transcendant qu'ils portent en eux** et dont les riches détournent les yeux dans leur poursuite de l'abondance ?

La pauvreté insupportable ne diminuera que dans la mesure où ce **sens éminent** qui transcende la richesse s'imposera au Corps social. La lutte contre le chômage ne vise après tout qu'à donner ou redonner à ceux qui les ont perdus, les avantages de la civilisation. Elle ne revivifie nullement la culture qui est l'affaire d'un peuple et peut seule restituer un sens à sa vie. La civilisation étant ce qui facilite l'existence et la culture ce qui lui donne un sens, la culture de l'Occident est en crise parce que les Occidentaux cherchent un sens à leur vie **dans les facilités de l'existence**. Le moindre mendiant de l'Inde en sait plus long qu'eux sur ce point.

VIII. 1498/1998

LA FIN DES TEMPS

MODERNES

LA VICTOIRE DE L'OCCIDENT

Le 20 mai 1498, le Portugais Vasco de Gama débarquait sur le côte de Malabar, à Calicut (Kerala), après avoir doublé le Cap de Bonne Espérance, pointe sud de l'Afrique. Le long processus de rencontre entre l'Occident et l'Orient qui s'amorçait là sera sans nul doute commémoré en 1998, comme le fut en 1992 la « découverte » de l'Amérique par Christophe Colomb.

Dans une note récente, le **Professeur Ashis Nandy**, directeur du *Centre d'Étude des Sociétés en développement*, que j'ai rencontré le 3 janvier 1996 à Delhi, propose sous le titre « Le procès de Vasco de Gama », un « programme de recherche, d'échange et d'activités orientées vers un dialogue nouveau, non violent, et transculturel, au XXIe siècle ».

Ce programme a pour objet **l'identification des modèles d'échange culturel** et des formes de fécondation croisée de la connaissance entre l'Est et l'Ouest que cet événement a **court-circuités**. L'amorce d'un nouveau dialogue en dehors du champ de la mondialisation en cours, exige que soient réexaminés les liens qui ont existé dans le passé entre l'Inde et l'Europe, ainsi que la viabilité politique d'échanges culturels entre l'Asie et l'Afrique en dehors de la médiation de l'Occident.

L'expédition de Vasco de Gama, nommé Vice-roi des Indes par la Couronne portugaise en 1524, peu avant sa mort, devait aboutir trois siècles plus tard, au milieu du XIXe siècle, à la **victoire de l'Occident** sur l'Orient, qui eut pour l'Asie des conséquences profondes et révolutionnaires, puis, au milieu du XXe siècle, à la liquidation volontaire de leur puissance impériale par les Britanniques, héritiers des Portugais.

Le Professeur Nandy fait observer qu'à la différence de la découverte des Amériques qui stimula puissamment l'imagination des Européens et entraîna des mouvements massifs de population, la conquête de l'Asie désenchantait l'Europe. En dépit de la curiosité de certains lettrés et aventuriers, et de l'engouement du XVIIIe siècle pour la Chine, l'admiration médiévale (largement puisée dans les récits de Marco Polo, 1254-1324), devait un jour faire place au **mépris**. La chrétienté européenne au XIXe

siècle semblait convaincue que les civilisations de l'Asie étaient enfoncées dans les ténèbres et que l'Europe n'avait rien à apprendre d'elles. En outre, l'Asie étant, à la différence des Amériques, densément peuplée, l'immigration européenne resta minuscule.

L'Europe perdit ainsi l'occasion de s'ouvrir largement aux richesses culturelles de l'Est, alors qu'à l'inverse, les cultures asiatiques se pénétraient des idées européennes progressivement mises au service d'un renouveau qui s'annonce aujourd'hui.

«Après un demi-millénaire de domination (portugaise, hollandaise, française et britannique), explique Ashis Nandy, **la conquête européenne de l'Inde apparaît comme un échec** si l'on se réfère aux ambitions des premiers explorateurs : leur aspiration à déborder par le sud un islam contrôlant la route des épices s'est évanouie dans la montée d'un islam pétrolier possesseur de l'or noir dont dépend la prospérité occidentale ; celle de christianiser l'Asie s'est heurtée à une résistance formidable, même dans des conditions de suprématie politique, économique et militaire ; et dans la sphère économique, on assiste aujourd'hui à la réanimation des entrepreneurs autochtones devant les entreprises capitalistes à l'occidentale. La domination de l'Occident dans un jeu dont il a lui-même imposé les règles n'est plus aussi assurée qu'hier... »

« En revanche, dans presque toutes les sociétés d'Asie, l'élite au pouvoir a opté pour les concepts occidentaux : État, technologie, développement. **La création d'un marché global** dominé par les techniques et la finance occidentales, est un sous-produit de cette évolution. Toutes les tentatives, si héroïques fussent-elles, de s'y soustraire, ont totalement échoué, et les économies asiatiques sont en voie d'intégration. La conséquence en est moins un « néo-colonialisme » comme le voudraient les marxistes, qu'une sorte d'**empire colonial informel** manipulé et contrôlé de loin par une puissance occidentale diffuse, souvent avec le consentement des populations locales. Avec l'assistance de l'industrie occidentale de l'information, ce marché global intégré pourrait apparaître comme un empire fantôme (a shadow empire) où l'assujettissement deviendrait si délibéré que sa liquidation peut être logiquement exclue... »

« A l'approche du cinquième centenaire du débarquement de Vasco de Gama, il ne suffit plus de se demander ce que l'histoire aurait réservé aux pays d'Asie s'ils avaient su, comme le Japon en 1854, résister avec succès à l'impérialisme des Occidentaux. Le temps est venu d'aller **au-delà** et de s'interroger sur **les réactions possibles** à l'empire informel et à la culture de masse en train d'émerger dans le monde. Est-il vrai, comme l'assurait l'économiste marxiste Joan Robinson, qu'il n'y a rien de pire que d'être colonisé, si ce n'est de ne pas l'avoir été ? En termes humains et sociaux, l'Asie est-elle plus riche ou plus pauvre (qu'avant sa conquête) ? Le colonialisme lui a-t-il apporté des bénéfices de civilisation durables ? Ou les civilisations asiatiques ont-elles été si gravement meurtries que leurs bles-

sures sont incurables ? Si une civilisation globale est en train de naître de la rencontre entre l'Ouest et l'Est, le transfert culturel ne s'opérera-t-il que du premier vers le second ? Ou pourrait-il se changer en **dialogue** et porter des fruits entièrement nouveaux ?... »

« Si l'Europe n'avait pas connu l'âge du mépris, quels aspects des cultures d'Asie aurait-elle assimilés ? A quoi aurait-elle ressemblé sans ses conquêtes asiatiques ? Aujourd'hui, ne fût-ce que par défaut, Africains et Asiatiques font plus figure de **cosmopolites** que les Européens et les Américains. Car la domination crée l'illusion d'une plénitude et une suffisance culturelle ; elle provincialise. »

Dans une seconde partie (chapitres II, III, IV), Ashis Nandy amorce une rétrospective du XXe siècle pour servir de fondement à un dialogue entre l'« Est » et l'« Ouest » (notions floues, reconnaît-il, mais commodes et représentatives des puissantes présences politiques qui occupent l'esprit des gens). De ce bref rappel émerge la signification du processus de mondialisation actuel, aboutissement du projet séculaire de l'Occident.

« Le colonialisme n'était pas une entreprise purement économique. Il s'inscrivait dans **une vision mondiale** apparue à la Renaissance, qui s'est ramifiée au cours des siècles suivants, pénétrant la religion (à travers la Réforme), la science (avec Francis Bacon), la philosophie (avec les Lumières), et la « gouvernance » avec la création de l'État-nation républicain moderne. Le moteur de cette nouvelle civilisation de l'Ouest étant **la Raison et le Progrès**, elle ne pouvait se limiter à ses frontières territoriales. Elle était déjà une force vouée à devenir une « civilisation mondiale ». Entre le XVIe et le XIXe siècles, elle est devenue un projet implacable de faire des prosélytes et d'**homogénéiser** le monde sur les plans culturel, institutionnel et économique... La nouvelle civilisation de l'Ouest assignait ainsi pour but à tous les peuples du monde de trouver leur pertinence et leur signification dans la « marche du progrès » qu'elle avait inventée ».

Pour une raison ou pour une autre, poursuit Ashis Nandy, ce processus de « **globalisation** » a atteint un plateau au cours des dernières décennies du XXe siècle. La décolonisation s'est justifiée aux yeux de ses artisans par la conviction que les valeurs dominantes de la civilisation occidentale ayant été universellement intériorisées, le seul problème était désormais l'instauration d'**un ordre mondial**. Après les phases de conquête et de conversion, la domination du monde n'exigeait plus son asservissement. Sans doute, des conflits d'intérêts pouvaient-ils toujours survenir, mais il n'était pas nécessaire pour les résoudre de sortir du discours civilisateur qui régit le monde depuis cinq cents ans.

Toutefois, depuis l'effondrement du régime soviétique, de nouvelles interrogations ont surgi : la civilisation occidentale est-elle une vraie civilisation mondiale au sein de laquelle l'humanité va pouvoir prospérer pour un long Nouvel Âge d'Or ? Ou les autres civilisations subjuguées vont-

elles à leur tour acquérir sa puissance et s'opposer à elle, leurs défis menant le monde à un conflit de civilisations ?

« C'est pour tenter de répondre à ces interrogations qu'une analyse rétrospective du siècle écoulé est nécessaire à partir **d'autres points de vue** que celui exclusif des vainqueurs. Comment l'expérience du XXe siècle est-elle déconstruite et reconstruite par ceux qui ont fait le chemin menant de la périphérie au centre, par les Orientaux et les Occidentaux orientalisés, et par ceux qui survivent à la périphérie ? »

Dans une troisième partie (V), Ashis Nandy expose le prédicat sur lequel, dans le cadre ainsi défini, se fonde le travail de la **Commission globale sur la violence humaine**. A la fin du siècle le plus violent de l'histoire, quelles peuvent être l'envergure, les limites et les possibilités de **résistance à la violence** ?

« Comme Hannah Arendt en avait fait l'hypothèse, la nature de la violence humaine a radicalement changé au cours de ce siècle, du fait de sa prise en charge par la technicité et la bureaucratie. La collusion de la violence, de la science, et de l'État, ne peut plus être considérée comme une aberration déplorable imputable au colonialisme, au capitalisme ou au complexe militaro-industriel. **La violence est constitutive du système**, car il y a quelque chose d'intrinsèquement faux (inherently wrong) dans un système de connaissance qui donne la suprématie à la rationalité scientifique sur le vouloir des gens qui fonde la démocratie... »

« Le monde inventé par l'Europe du XVIIe siècle reposait sur trois innovations absolument cruciales : l'**État-nation** (système formalisé en 1648 par le Traité de Westphalie), la **théorie du progrès** (englobant aujourd'hui toutes les formes d'évolutionnisme), et la **rationalité scientifique**, principe d'organisation et de légitimation sans appel dans une société moderne. »

« Ces concepts ont pour caractéristique remarquable de définir les limites non seulement de la conformité, mais aussi **du désaccord** : ce sont des critères de santé mentale. En dehors d'eux, il n'y a pas de jugement sain. Pour être admissible dans un monde civilisé, toute critique doit rester à l'intérieur des bornes de la rationalité scientifique liée aux concepts de progrès et d'État-nation. C'est cette vision éclairée qui, dans la seconde phase de l'époque coloniale en Asie et en Afrique, a remplacé l'évangélisme chrétien comme justification majeure de la violence et de la rapacité des conquérants. »

« Beaucoup considèrent néanmoins aujourd'hui que ces trois critères sont devenus eux-mêmes éminemment criticables, dans la mesure où les êtres humains, pourvu qu'on leur en laisse le temps, sont capables de faire de n'importe quelle théorie de libération et de progrès, un **outil de violence et d'asservissement**. Il ne suffit donc pas, pour échapper à la violence, de retrouver dans leur pureté les concepts de l'Âge des Lumières dépravés par l'avidité, l'irrationalité et l'absurdité des hommes. L'usage

péjoratif de termes comme « colonialisme » ou « racisme », si justifié qu'il soit dans certains cas, peut aussi servir à dissimuler la complicité de la science moderne et de l'idée de progrès avec le satanisme de notre temps. »

« Les 100 millions de morts (au bas mot) de ce siècle, victimes de théories colonialistes, nazies ou staliniennes, qui ne manquaient pas de légitimations en termes de rationalité scientifique et de progrès, démontrent à l'évidence que ces concepts sont devenus des stratégies **pour étouffer la voix** de ceux qu'on a voulu soumettre aux nouvelles missions civilisatrices de la modernité. Absolutisée comme l'avancée ultime de la liberté humaine et le seul chemin vers la vérité, la rationalité scientifique moderne a, dans ce jeu de la légitimation et de la contre-légitimation, tenu le rôle principal. Placée dès le début à l'extérieur et **au-dessus** d'un processus démocratique jugé trop vulnérable aux discours des démagogues et aux mouvements irréfléchis des foules, la rationalité scientifique considérée comme l'expression la plus pure de la raison humaine, a vite pris le pas sur les aspirations des gens. »

« Aujourd'hui, le règne des experts, la tyrannie des avant-gardes révolutionnaires, le despotisme des régimes de développement et de tous les vecteurs d'un savoir impersonnel, sont marqués au cœur par **le principe de rationalité**. Dans toutes les conspirations contemporaines contre les pauvres et les faibles, la complicité de la science n'est nullement accidentelle. Leurrés par le cliché d'une science neutre, simple outil qui pourrait être ôté des mains des riches et des puissants pour devenir à long terme un instrument de libération, beaucoup d'*activistes* dans les pays du Sud tentent d'arracher les pauvres à leurs superstitions d'un autre âge, pour les éduquer et renforcer le pouvoir des gens... »

« Mais le long terme est vraiment long à venir. En attendant, les habitants du Sud qui espèrent depuis quatre cents ans un usage humain de la science, peuvent toujours observer comment leurs élites modernisées s'engraissent à tenter d'en faire descendre les fruits jusqu'à eux. La patience de la majorité n'est peut-être pas épuisée, mais celle de quelques-uns ne tient déjà plus qu'à un fil... »

Cette conversation avec Ashis Nandy et la lecture maintes fois reprise de sa note, ont été le sommet de ce voyage. Que dit-il en somme ?

1. que la victoire de l'Occident sur l'Orient consommée au XIXe siècle fut **un échec pour le colonialisme** et **un succès pour la vision mondialisante** qui a toujours sous-tendu les entreprises des Européens depuis la Renaissance ;

2. que le mépris des Occidentaux pour l'Asie et leur suffisance culturelle les ont **provincialisés** de telle sorte qu'Indiens et Africains sont aujourd'hui plus aptes qu'eux à **rouvrir le dialogue** sur un plan d'égalité, à partir d'une étude rétrospective du siècle écoulé (d'une anamnèse) ;

3. que **la violence est constitutive du système conceptuel européen** qui a placé dès le début la rationalité en dehors et au-dessus du pouvoir des gens, au lieu de la mettre à leur service. En incitant à mépriser les ignorants, les paysans, les « primitifs », les travailleurs manuels, cette idéalisation de la raison est la source lointaine, mais indubitable, des **atrocités** du XXe siècle, dont ont été complices l'État, la Science et l'idée de Progrès.

Le fait est que l'Europe de la Renaissance, puis du Siècle des Lumières, n'entendait pas comme les moines médiévaux, mettre son savoir au service des pauvres et des ignorants créés à l'image de Dieu, mais **au service d'une humanité abstraite, virtuelle**, qu'il s'agissait comme un or pur d'extraire de sa gangue de crasse et de superstitions.

La rationalité passant AVANT la connaissance (qui ne peut être le fruit que du dialogue et de la relation entre les riches et les pauvres, les hommes, la nature et Dieu), la science passant AVANT la démocratie, la richesse et la puissance devenant les **MARQUES** du salut, **le sens commun** (contradictoire et souvent indécis), **la pensée concrète des humbles**, la *phronein* des Grecs opposée à la *noein*, n'avaient plus qu'à S'INCLINER devant la pensée abstraite souveraine, la lumière de la **raison**. Mieux : ils devaient sans discussion lui céder la place.

Nous en sommes aujourd'hui au point où certains Occidentaux souffrant dans leur âme et dans leur corps de s'être trop identifiés à l'exercice de la pensée abstraite (le « cogito ergo sum » cartésien), soupçonnent que cette forme de pensée éminente et prodigieusement fertile en découvertes, **devait rester servante** au lieu de vouloir tout régenter.

Le débridement du « cogito » met les hommes à la merci de flux d'informations virtuelles circulant à la vitesse de la lumière, coupés de la réalité concrète qui pourrait seule leur donner **un sens**. De même que les prouesses spéculatives d'habiles financiers peuvent aboutir à de gigantesques fiascos, de même les mirages du virtuel pourraient à l'occasion s'évanouir dans des éclairs informatiques dont nous n'avons pas idée. S'il ne se branche pas très vite sur le réel en s'attaquant aux vrais problèmes de la société mondiale (tels ceux recensés par les organisateurs communautaires du *PRATEC* et du *CISRS*), le cerveau électronique de l'humanité (le « *world wide web* »), connaîtra de véritables crises d'épilepsie.

De par leur cosmopolitisme de fait imposé par les colonisateurs (langue, pratiques, pensée), **les non-Occidentaux** (et surtout les Indiens) ont aujourd'hui le pouvoir de **décider** s'ils continuent à communiquer entre eux par l'entremise de l'empire informel occidental, ou si, contournant (comme le suggère Ashis Nandy) les catégories académiques classiques pour se fonder sur leurs propres expériences empiriques, ils récupèrent la capacité d'entretenir **des échanges culturels directs**.

La possibilité reconnue d'un tel choix constitue un premier pas vers le **réveil d'une pensée concrète universelle**, nourrie certes du savoir occi-

dental, mais autonome parce que profondément enracinée dans des catégories mentales très anciennes dont les Occidentaux (qui les ont connues en leur temps) ont aujourd'hui presque perdu l'usage. Trop longtemps subjugués par la fascination de la pensée abstraite, les anciens colonisés ou émules de l'Occident commencent à jeter autour d'eux un regard critique capable de distinguer les foyers de pensée concrète renaissante des **leurres** hérités d'un passé récent.

ALTERNATIVES

Conversation avec **Shiv Visvanathan**, membre du Comité Éditorial de la revue «*Alternatives, A Journal of World Policy, Social Transformation and Humane Governance*», publiée chaque trimestre par le Centre pour l'Étude des Sociétés en Développement, à Delhi (en liaison avec le département de Science Politique de l'Université de Victoria, Canada). Le *CSDS* (*Centre for the Study of Developing Societies*), fondé en 1963 par le Dr Rajni Kothari et dirigé par Ashis Nandy, cherche **un modèle de développement respectueux des cultures traditionnelles**, en somme un nouveau passage de la tradition à la modernité qui soit cette fois praticable pour le plus grand nombre.

Dans sa quête intellectuelle, le Centre s'efforce de mettre en lumière des «**alternatives**» à la pratique et à la théorie scientifiques modernes. Il essaie de répondre à la nécessité grandissante de SITUER les questions les plus actuelles de la recherche politique et sociale dans le domaine des philosophies et des valeurs des civilisations indigènes de l'Inde. Il organise dans ce but des séminaires, des ateliers, des conférences.

Le *CSDS* a, dans ses origines, été influencé par **Patrick Geddes**, architecte écossais établi à Montpellier dans les années 20, qui fut le premier professeur de sociologie en Inde et travailla avec **Rabindranath Tagore** et **Shri Aurobindo**. Le *CSDS* redécouvre ainsi des Européens de l'époque coloniale qui élaborèrent depuis l'Inde une critique de l'Occident, mais ne rencontrèrent aucun écho dans le nouvel État.

Il est aussi pénétré de la pensée de **Gandhi** qui, après 1950, survécut plus chez des individus, Indiens, Européens, Américains, que dans les institutions de l'Inde, mais qui retrouve aujourd'hui sa pertinence. Pour faire face aux nouveaux problèmes qui se posent, assure Shiv Visvanathan, on est obligé de repenser, de **réinventer Gandhi**.

«Il existe en Inde, 50 000 variétés de riz. C'est notre responsabilité de les conserver. Le marché ne peut pas s'en charger, mais la cuisine peut le faire. La cuisine est quelque chose de fondamental; les restaurants «fast

food » introduits par le marché la détruisent. La nouvelle génération réclame un style de consommation très différent, une grande variété de marchandises dans les boutiques, tout un bric-à-brac. A ce niveau, la civilisation indienne doit apporter **une autre réponse.** »

« La peur du fondamentalisme est irrationnelle : ce n'est qu'une singerie (mimic). Si nous gardons le système démocratique vivant, quelque chose émergera. Mais nous manquons d'imagination. Dans un pays où les enfants meurent de malnutrition, nous devrions planter des arbres fruitiers dans les villes, pas des fleurs, des arbres fruitiers. Il y a des mesures à prendre pour l'eau, l'air, la mer, la forêt, les eaux usées. Nous devrions, comme à Calcutta, utiliser les égouts pour fertiliser la campagne... »

« Il ne s'agit pas de trouver un modèle unique, mais des séries de modèles, et pas des modèles abstraits comme les modèles économiques, mais **une pluralité de visions.** Notre classe moyenne compte 250 millions de personnes, plus que l'Europe de l'Ouest, et nous avons hérité d'une libéralisation conçue dans les termes de la Banque mondiale. C'est un gros problème. L'Inde fabrique des produits chimiques qui ont été interdits ailleurs il y a des années. Le marché nous tue. En Inde, les criminels ont pris le contrôle de l'État. Beaucoup de penseurs radicaux ont adopté l'idée d'un développement « soutenable », mais le véritable développement soutenable est celui que **les paysans** pratiquent depuis des siècles. »

« Il s'agit de mettre en œuvre **une autre vision du monde que celle du marché.** Or de nombreuses ONG font maintenant le jeu de la « globalisation » ; il y a tellement d'argent en cause. C'est un grand danger : beaucoup de groupes qui étaient dans l'opposition il y a dix ans ont rejoint l'« establishment ». Le *PRIA* par exemple, était intéressant il y a dix ans ; aujourd'hui je n'en suis plus si sûr. Nous avons ici des gens qui l'ont quitté à cause de cela. Le nouveau groupe travaille avec la Banque mondiale, de façon critique assurent-ils, mais la vision de la Banque mondiale ne transcende pas le marché. Cela ne peut me satisfaire. »

Participaient aussi à cet entretien qui a duré deux heures, Vijay Pratap et Thomas Walgren (de l'Université des Nations unies), que j'avais déjà rencontrés en 1993 au Centre Rockefeller de Bellagio, en Italie, lors d'un séminaire organisé par le département d'Économie de l'Université Harvard. **Vijay Pratap** est un activiste plus engagé dans la vie politique indienne, qui lutte contre la « globalisation » imposée par le marché en mettant en relations des ONG avec des députés et des fonctionnaires. Il publie, en liaison avec le *CSDS*, le *Lokayan Bulletin (Democracy, Decentralization and Development)*, qui combat les communalismes hindouiste et musulman.

Conversation du 3 janvier 1996 avec le Père Paul de la Guérivière, sj, à l'*Institut Social Indien* de Delhi. Fondé par les Jésuites (comme le Centre de Formation de Bangalore, qui est indépendant mais entretient avec lui d'étroites relations), l'*ISI* emploie une quarantaine de professionnels, pour

la plupart hindous et musulmans. C'est un institut séculier, non confessionnel, en liaison permanente avec un grand nombre de groupes de terrain et de volontaires travaillant en milieux urbains et ruraux, notamment avec les populations tribales chassées par la déforestation et les grands projets de «développement» (barrages, mines, industries). S'exprimant en anglais (il n'est pas retourné en France depuis trente ans), le Père développe les points suivants :

1. L'Inde est en proie à un **développement capitaliste qui ne se soucie pas des gens**. Les déplacements de populations se multiplient et ne peuvent être stoppés, le modèle de développement régnant reposant sur la maximisation du profit à court terme. D'autre part, l'introduction de nouvelles technologies annonce une extension du **chômage** qui sera LE problème à l'avenir. La population de l'Inde s'est accrue de 170 millions en dix ans et les emplois n'augmentent pas.

2. Un second aspect est le **morcellement de la terre** qui la rend improductive. Les paysans sans terre représentent désormais 25 à 30 % de la force de travail dans l'agriculture, où la modernisation gagnant du terrain, les emplois se raréfient. Les gens se poussent pour trouver du travail, mais il n'y en a pas, ou il est sous-payé. Les employeurs les exploitent... »

3. «Ce type de développement engendre la **violence**. Les tribus réclament un territoire propre. Mais le problème est avant tout économique : à long terme, le système capitaliste apporte le chômage... »

(NDLR : c'est le cas par exemple, en Uttarakhand - Uttar Pradesh - au pied de l'Himalaya, où la misère force les hommes à émigrer à la recherche d'un emploi. De façon remarquable, les femmes y sont le fer de lance de l'**agitation** pour sauver la forêt himalayenne, pour la prohibition de l'alcool, pour la création d'un État séparé comme l'Himachal Pradesh voisin, beaucoup plus prospère avec une superficie et une population comparables — 55673 km², 4,3 M d'habitants —. Elles manifestent leur colère aux côtés des étudiants, des fonctionnaires, des anciens militaires qui soutiennent le mouvement, *The Hindu*, 24 déc. 1995. Dans d'autres régions, en Assam, au Nagaland, au Bihar, au Pendjab, au Cachemire, la rébellion est ouverte...)

4. «Le problème est complexe, reprend le Père. Il ne fait pas de doute que **la modernisation détruit des éléments culturels** : les films hindi sont influencés par les westerns, la musique elle-même... Mais est-il possible de l'arrêter ? Est-ce même désirable ? La modernisation diffuse la connaissance... Certains groupes, défenseurs des valeurs culturelles, sont proches des gens, d'autres plus éloignés. Il est relativement aisé de lutter pour la culture, mais cela ne répond pas aux problèmes de base, la nourriture, le travail... »

5. «**Le modèle socialiste** fait partie de l'expérience de l'humanité. Il ne faut pas l'oublier. Le socialisme est capable de se transformer. Nombre de ses aspects demandent un examen plus attentif : donner du travail à

chacun par exemple. Peu de gens pensent comme cela, mais on y revient... »

«Face à l'idéologie du marché, l'esprit coopératif s'est perdu : il n'est pas aisé de survivre à la concurrence quand on développe sa propre économie... Mais aujourd'hui, les gens socialement **opprimés** trouvent la force de s'affirmer ; c'est une bonne chose. L'armée a tenté d'évincer des populations tribales pour créer un terrain de manœuvre ; ces populations ont résisté et elles ont gagné. Le groupe Tata voulait s'emparer d'un lac pour produire du poisson ; il s'est heurté à l'opposition des pêcheurs locaux. A Goa, les protestations ont finalement obligé une usine très polluante à déménager. Beaucoup de choses se passent aussi dans les zones minières...

Les Dalits (opprimés) deviendront une force. Les fondamentalistes du *BJP* (*Bharatiya Janata Party*) font des progrès à cause de la stupidité du Congrès ; ils gagneront des sièges aux prochaines élections, mais ils n'auront pas la majorité... » (NDLR. Les élections de juin 96 ont confirmé cette vue).

L'ÉVEIL DES OPPRIMÉS

Qui sont donc les **opprimés** ? Le mot **dalit** qui les désigne est la traduction en langue vernaculaire de ce qu'on appelait en droit les classes hors caste. Au sens propre, « dalit » connote des qualités comme « assiégré », « brisé », « opprimé », « déshumanisé », qui, en termes économiques et sociaux, s'appliquent à des groupes bien identifiés : tribus et castes recensées (scheduled), sections inférieures des autres castes arriérées (OBC. Other Backward Classes) situées juste au dessus des « Scheduled Castes » dans la hiérarchie hindoue traditionnelle, et leurs correspondants parmi les non-hindous (chrétiens et musulmans).

Mais les échelons supérieurs des « autres classes arriérées » sont considérés par les Dalits comme leurs premiers oppresseurs et leurs ennemis au même titre que les castes supérieures deux fois nées (*Brahmanes*, prêtres et lettrés, *Kshatriyas*, militaires, *Vaisyas*, éleveurs, paysans, artisans et marchands).

Bien qu'apparu au début des années 70 pour qualifier les opprimés parmi les hindous, et popularisé par les *Dalit Panthers* du Maharashtra, le terme **dalit** n'a pas aujourd'hui de connotation religieuse : il s'applique à tous les opprimés quelle que soit leur croyance. Selon une étude réalisée par un Jésuite qui est aussi un Dalit, le Dr Antony Raj, les trois quarts des chrétiens indiens sont des Dalits, et 80 % des Dalits chrétiens sont sans terre ; leur revenu annuel moyen ne dépasse pas 900 roupies (moins de

50 centimes par jour) ; 65 % d'entre eux sont illettrés, et bien que les Dalits représentent 70 % de tous les catholiques du Tamil Nadou, l'Église ne compte parmi ses prêtres que 4 % de Dalits, et un seul évêque. (P. Radhakrishnan, *The Hindu*, 10 janvier 1996).

Ce sont les efforts du **Dr Ambedkar** (1898-1956) pour l'émancipation des intouchables, dans les années 20 de ce siècle, qui, en 1935, ont abouti à la promulgation d'un Acte du gouvernement (colonial) de l'Inde dressant la liste des castes recensées bénéficiaires de certaines mesures éducatives et sociales. Ainsi, depuis l'Indépendance (1947), les intouchables et les aborigènes se voient réserver 22,5 % des places dans certains collèges et universités et des postes à pourvoir dans la fonction publique, ce qui suscite bien sûr le ressentiment des hautes castes. Mais à l'époque, les Dalits chrétiens n'avaient pas été inscrits sur cette liste. Comme solution à l'intouchabilité, le Dr Ambedkar prônait la conversion des parias au bouddhisme, mais il n'a guère été suivi : l'Inde en 1985 ne comptait que 65 000 bouddhistes.

Aujourd'hui, les organisations de Dalits foisonnent comme il arrive souvent lorsqu'un interdit est levé. Le répertoire dressé par l'*Institut Social Indien* en 1990 et réédité en 1994, en recense précisément une centaine sur les 500 connues (les autres n'ont pas répondu au questionnaire qui leur avait été envoyé). Citons : la Fédération des employés de banque appartenant aux castes et tribus recensées, la Fédération des Associations d'assistance des employés appartenant aux minorités et castes arriérées, l'Association pour le progrès villageois, l'Association pour le développement rural des sans-caste et des *adivassis* (aborigènes), la Société des Démunis pour la justice sociale, l'Académie des écrivains et travailleurs sociaux dalits, etc.

« La situation est complexe, me disait Siddharta à Bangalore. Une partie du mouvement **dalit** est liée au parti du Congrès, une autre aux partis d'opposition, et le même type de manœuvres politiques s'y développe dans les deux cas. Mais on rencontre aussi des gens sincères qui travaillent pour les pauvres, des mini-mouvements qui ne sont pas des tremplins pour quelques leaders opportunistes. Le mouvement **dalit** est très important : ses enjeux culturels, le système des castes, la notion d'intouchabilité, sont considérables... »

Aussi l'identité hindoue de la majorité des Dalits fait-elle l'objet des tentatives de séduction des fondamentalistes qui tentent, au nom de la « culture nationale », de **mobiliser les hindous** de toutes castes et hors castes **contre les minorités religieuses** et en particulier les musulmans. C'est ainsi que dans le plus grand État indien, l'Uttar Pradesh (139 millions d'habitants), les Dalits ont accédé au pouvoir dans le cadre d'une alliance avec le *BJP*, le parti nationaliste hindou, qui voulait montrer sa sympathie pour la cause des intouchables. Mais ce n'était qu'une tactique

électorale : le *BJP* étant perçu comme le parti des hautes castes doit élargir son audience s'il veut conquérir le pouvoir sur le plan national. Quand il a vu que la manœuvre ne payait pas, il a retiré son soutien aux Dalits et le gouvernement est tombé.

C'était la première fois cependant, mis à part l'État du Goudjerât qui a eu brièvement un Premier Ministre d'origine tribale, qu'un intouchable, mieux, **une femme dalit**, prenait le pouvoir. Actuellement, faute de majorité et jusqu'aux prochaines élections, l'Uttar Pradesh est administré par un gouverneur nommé par le président de l'Union Indienne. «UN JOUR, LES INTOUCHABLES ET LES BASSES CASTES DE L'INDE SERONT AU POUVOIR... Je suis convaincu que cette révolution sociale est inéluctable.» Ainsi s'exprimait récemment devant l'envoyé du journal *Le Monde*, Kanshi Ram, chef du Bahujan Samaj Party (Parti des déshérités), la grande formation des intouchables qui a été au pouvoir pendant un an et demi en Uttar Pradesh (*Le Monde*, 30 avril 1996).

Les efforts des fondamentalistes pour traduire dans des termes populaires leur vision de la *Hindutva* n'en éveillent pas moins des échos chez certains Dalits hindouistes. L'intensité de leur **désir d'identification** à l'hindouité les pousse à combattre leur marginalité par l'exclusion de l'Autre, c'est-à-dire des musulmans. Le Dr Anandhi, de l'Institut Social Indien, a tenté de cerner les identités en conflit dans le mouvement dalit à partir d'enquêtes de terrain dans les *slums* de Madras où de nombreux musulmans vivent côte à côte avec les hindous. Ces enquêtes montrent que le discours politique de la *Hindutva* a tiré profit du vide politique et culturel créé chez les Dalits urbains par le déclin idéologique du **Mouvement Dravidien** lancé en 1926, qui visait à obtenir la reconnaissance sociale des *Sudras* (caste des serviteurs), des Dalits, et des femmes.

Mais, comme l'explique Rajini Kothari, **l'identité de caste** «est potentiellement un catalyseur à double effet : elle procure un sentiment d'identité collective et ruine simultanément l'ordre hiérarchique dont procède cette identité». Et de fait, les critiques les plus convaincantes du fondamentalisme religieux sont venues de mouvements basés sur des identités infériorisées (basses castes, femmes, tribaux).

Dans cette optique, **une politique de la laïcité** (secularism) doit moins se définir dans les termes de la gauche libérale qui tentait avec Nehru d'en imposer une version hégémonique, que dans ceux d'une grande lutte contre toute domination socio-politique, contre les oppressions ethniques, de classe, de caste, et de genre. Le sécularisme devient alors un mouvement pour la liberté humaine et **un processus de transformation démocratique** qui pourrait fort bien s'appuyer sur l'identité dalit pour lutter contre le sectarisme religieux et le communalisme hindou.

Le Dr Anandhi conclut : «étant admis ce rôle clef de l'identité dans un processus de laïcisation (sécularisation), il faut souligner l'importance d'**une reconnaissance sociale positive**. En son absence, les membres des

groupes et cultures marginalisés courent le risque d'une infériorisation culturelle. Et c'est dans leurs luttes concrètes pour recouvrer leur propre estime à travers la reconnaissance des autres, que se forge leur identité. »

C'est ainsi que certains groupes parmi les Dalits sont en train de lancer un défi à la Hindutva en mettant radicalement en question leur identité de subalternes intouchables, et en constituant **une nouvelle collectivité sociale basée sur l'identité dalit**. Le trait le plus frappant de cette conscience dalit en cours d'émergence est son caractère **ouvert** : loin de se définir contre les autres, cette nouvelle identité est assez englobante pour inclure d'autres opprimés, en particulier les musulmans pauvres. En outre, elle se manifeste par une **culture de la solidarité** impliquant la fondation d'organisations dalits de défense des droits humains, l'instauration de processus de décision au niveau communautaire, et le rejet du paternalisme des partis politiques existants.

Mais la capacité de cette nouvelle conscience dalit à émerger comme un mouvement politique à part entière mobilisant les basses castes contre l'ordre social brahmine reste encore à démontrer.

IX DELHI / MADRAS

COUP D'ŒIL SUR LE MONDE

Au terme de ce voyage qui nous ramène au Tamil Nadou après une randonnée de 5 000 kilomètres à travers l'Inde, jetons un coup d'œil sur le monde en cette année 1996.

L'INVENTION DU FUTUR

L'**invention du futur** est l'affaire de tous, et non des seuls experts visant le court terme à travers les projections du présent. Elle passe nécessairement par la reconnaissance des deux pôles de l'organisme social planétaire, du « cybionte » de Joël de Rosnay :

— la **communauté** (*gemeinschaft*) représentée par des groupes de personnes, familles, clans, associations, unions de village ou de quartier, rassemblés autour d'intérêts communs dans un processus de développement spontané fortement marqué par des valeurs tribales de solidarité, de compagnonnage, d'enracinement culturel, prend naturellement des **initiatives ascendantes** et diversifiées qui peuvent racheter (si elles ne se dissipent pas dans la violence urbaine), le *vide de signification* des sociétés industrialisées.

— la **société** (*gesellschaft*), démocratique et industrielle, met l'accent sur l'autonomie individuelle et la liberté au sein de grands systèmes (entreprises, administrations, groupes financiers) propres à encadrer et stimuler la croissance matérielle selon des **trajectoires descendantes** spécialisées, volontaristes et hiérarchisées, qui convergent sur la *mégapole*.

La composition de ces deux courants opposés reflète toute la complexité du monde. Elle ne relève pas d'une articulation mécanique, mais d'une sorte d'**union des contraires** dont l'accouplement dynamique des hémisphères cérébraux en vue de la pensée et de l'action offre une image hypothétique.

Cette composition tend, par un perpétuel effort, à **instaurer une harmonie** entre la pensée « sauvage », concrète et systémique, des petits groupes, et la pensée « savante », abstraite, analytique et sectorielle, des grands systèmes. Dans leurs siècles d'or, toutes les sociétés humaines

surent progresser comme un danseur sur sa corde, avec souplesse et légèreté, rattrapant leurs faux pas grâce aux balanciers les plus imprévus. Mais cette harmonie n'est jamais un fait acquis ; elle survient parfois, puis se défait, par vagues d'oscillations répétées autour d'un équilibre inaccessible...

Dans la « mondialisation » en cours, la *gesellschaft* impose brutalement sa loi à la *gemeinschaft* et ne sert pas ses intérêts. L'humiliation présente du savoir informel, « incorporé », des simples vivants, appelle une **réaffirmation du sens populaire** pour affronter ces problèmes de fond des communautés de base que sont le droit au sol, l'assainissement urbain, la création d'emplois, etc.

Pourquoi les investissements officiels ne vont-ils pas dans les secteurs ruraux où des gens pourtant se mobilisent pour ne pas mourir de faim ? Pourquoi les systèmes scolaires sont-ils dans la pratique totalement inadaptés à la formation du type de jeunes dont les villages ont besoin ? Pourquoi les médias inondent-ils les pauvres d'images glorifiant le mode de vie des classes moyennes occidentalisées et dévalorisent-ils par le mépris celui des communautés qui leur sont familières ?

Comment s'étonner ensuite que l'émigration vers les villes du Sud et du Nord, apparaisse aux plus motivés comme la seule option qui leur reste, et qu'en l'absence d'un dialogue organisé, des « populismes » intégristes ou fascistes s'efforcent de confisquer les colères ?

Le département d'économie de l'Université Harvard s'interroge depuis des années, avec Stephen A. Marglin, sur les fondements d'une telle alternative créatrice entre la **pensée concrète** (*techne*, ou T-knowledge) des communautés paysannes du Pérou, de Tanzanie, d'Inde, de Thaïlande, et la **pensée scientifique** (*épistémê*, ou E-knowledge) des sociétés marchandes et industriellement avancées du Nord.

Dans quelle mesure les communautés traditionnelles marginalisées rejettent-elles les principes de base de l'économie classique concernant la rareté, le désir, le calcul pour accumuler du capital, et dans quelle mesure refusent-elles avant tout la marginalisation (puis l'expulsion) de leur pensée propre par l'*épistémê* des experts extérieurs ? Est-il possible de synthétiser la *techne* et l'*épistémê* **autrement** que par une traduction pure et simple de la première dans les termes de la seconde ? N'y a-t-il pas une source d'erreur dans la quête technologique de l'*efficacité par la répétition*, la simplification, l'homogénéisation, le contrôle expert, alors que la pensée concrète tire son ressort du « *feedback* » et de l'expérience quotidienne ?

Ne faut-il pas voir là le fondement de l'opposition entre l'*approche moderne* de l'agriculture qui regarde la terre, l'eau, la forêt, les espèces vivantes, comme des ressources d'autant mieux exploitées que les particularités locales sont ignorées, et l'*approche traditionnelle* pour qui les particularités locales sont tout ? Si l'économisme et son avatar le productivisme

(avec ses chiffres, ses cycles, ses modèles, ses indicateurs avancés, coïncidents ou retardés) sont incapables d'accéder à **une vision holistique** du développement, ne faut-il pas chercher d'autres réponses en dehors de la logique du marché? En d'autres termes, existe-t-il un recours contre une MONDIALISATION unipolaire qui galvaude l'énergie des uns dans des activités ludiques, affame les autres, et ruine la planète ?

La foi dans les vertus régulatrices du **marché** vacille ainsi à l'instant même où l'effondrement du totalitarisme bolchevik a démontré qu'il n'est pas possible de se passer de lui. *L'Homo Economicus stricto sensu* n'aurait-il pas plus de réalité que *l'Homo Sovieticus*? Qui ne voit que les procédés additifs et itératifs de la comptabilité nationale servant à concocquer des taux de croissance prévisionnels, sont désarmés, si savants soient-ils, devant la complexité du phénomène humain dont l'économie n'est qu'une dimension ?

L'entreprise industrielle qui ne traite que des matières inertes a pu faire croire que toute entreprise se réduisait à gérer des *totalités* et l'économie à une gymnastique comptable. Mais dès que du vivant est en jeu, la réalité se venge. L'**élevage du vivant** est impossible sans une approche holistique à long terme qui se distingue de l'approche additive, itérative et comptable, par la priorité qu'elle donne aux **relations**.

Seule une pensée concrète comme celle des paysans, des coureurs des bois, des nomades, peut embrasser la diversité du monde à travers le jeu des relations existant entre celui-ci et les êtres vivants. A l'inverse, l'analyse sectorielle de la diversité qui fonde l'économisme, s'oppose à la saisie de la globalité, et, parce qu'elle donne plus d'importance aux choses qu'aux relations, ne peut accéder qu'à *des totalités juxtaposées* où sont en germe tous les totalitarismes : de l'argent, de la race, de l'État ou du prolétariat. La « globalisation » qu'elle propose est donc mensongère.

Si l'oubli du tout en tant que tel fausse le jugement, l'oubli du long terme en est le corollaire. « La démocratie, souligne Edgar Morin, est un système qui se nourrit de diversités et de conflits tant qu'il est capable de les **réguler** et de les rendre productifs, mais qui justement peut être détruit par les diversités et les conflits ». Cette régulation **exige une vision à long terme**, des liaisons assurées avec le passé et l'avenir. Or, poursuit Morin, « l'ère techno-industrielle nous a conduits à la dévastation de la Terre... Il nous faut radicalement abandonner le projet de maîtrise de la Terre formulé par Descartes, Buffon, Marx, et nous vouer à devenir les copilotes de la biosphère... Non pas vivre dans le présent au jour le jour, mais **nous ressourcer dans le passé** et nous projeter dans **un futur** non plus promis, mais voulu. » (Morin, *Le Monde*, 19 mars 91 et 20 mai 92).

Si nous admettons que la pensée abstraite ne peut se définir qu'en référence à la pensée concrète, l'*épistémê* en référence à la *techne*, il faut tenter de « réguler » le système dominant en instaurant entre *gesellschaft* et *gemeinschaft* **des rapports de confrontation moins inégaux**, dans un

cadre régional, le nombre et l'organisation en réseau faisant pièce à la puissance politique et financière. C'est donc (paradoxalement, penseront certains) dans l'optique des cultures et des **agricultures** vouées à l'élevage du vivant et, par définition, largement étrangères à la production industrielle de marchandises inertes, que nous allons dresser un « état du monde » tel que nous le voyons.

PREMIER CONSTAT : LES PUISSANCES

D'ARGENT SONT DÉCHAINÉES

Au XVe siècle, quand les Européens ont pris la tête du peloton, l'humanité non occidentale avait atteint des sommets de civilisation (le développement + la croissance) dans le monde arabe, en Perse, en Inde, en Chine, chez les Khmers, les Aztèques, les Mayas, au Soudan, etc. Mais les Européens furent alors les seuls à savoir porter ce développement concret **sur le plan de la pensée abstraite**, scientifique, de l'*épistémê*, introduisant ainsi un changement radical de perspectives.

Ayant pris conscience des dimensions réelles et de l'évolution du **cosmos**, ils ont su en faire la théorie. Par la conjugaison des apports grecs, juifs, arabes et chrétiens, ils sont passés d'une cosmovision à une **cosmologie** qui leur a donné en quelques siècles l'empire du monde. Unissant par la science, le commerce, l'industrie, pensée concrète médiévale et pensée moderne analytique, ils ont de vive force confisqué l'évolution à leur profit.

Mais cinq siècles plus tard, dans la seconde moitié du XXe siècle, le caractère répétitif de la production industrielle les a fait déraiser vers *la croissance sans but* qui est le contraire du développement. En réduisant la force des peuples au pouvoir du calcul, ils ont perdu de vue l'**union des contraires** qui leur avait conféré un allant irrésistible. Comme l'histoire le montre bien, l'union dynamique de la *techné* et de l'*épistémê* décuple le potentiel de croissance. Mais les hommes d'Occident n'avaient pas prévu que l'actualisation de ce potentiel oblitérerait toute motivation autre que de pure accumulation. C'est ainsi que *la logique financière* est devenue l'unique loi de sociétés décervelées.

En conséquence, l'interrogation parfois angoissée qu'on entend aujourd'hui : « Demain 10 milliards d'hommes ! Trop ? ou pas assez ? », ne signifie rien à la limite. Le danger majeur de notre temps ne vient pas de la croissance démographique — ce n'est qu'une des données du défi humain —, mais de la *réduction du développement à la logique industrialiste*. Source d'énorme puissance, la production industrielle fondée sur un travail répétitif, fastidieux, déshumanisant (malgré certaines compensations sociales), enferme la majorité des hommes leur vie durant dans des trajectoires programmées qui s'opposent au **plaisir de créer**, au souci de

partager, à l'incitation à l'**épargne**, à l'affirmation de la **durée** dans la réflexion, l'échange, et la contemplation.

Lorsqu'enfin, dans les sociétés dites « avancées », la machine expulse l'homme d'un travail d'esclave, on pourrait croire qu'elle le libère pour l'élevage du vivant. Mais la logique productiviste est si prégnante, le travail (mot jadis lié à l'esclavage, à la torture, aux douleurs de l'enfantement) s'est si bien substitué à l'**œuvre**, au libre effort d'une pensée concrète, que la perspective d'en manquer plonge dans l'angoisse des millions d'hommes devant la robotique qui les libère.

« Les ouvriers ne peuvent-ils donc comprendre, écrivait déjà Paul Lafargue il y a un siècle, qu'en se surmenant de travail ils épuisent leurs forces et celles de leur progéniture... qu'ils ne sont plus des hommes, mais des tronçons d'hommes ; qu'ils tuent en eux toutes les belles facultés pour ne laisser debout, et luxuriante, que la folie furibonde du travail ? » (*Eloge de la paresse*)

S'ils ne peuvent évidemment s'y résoudre, c'est qu'il est trop dur d'être libre dans une société où seuls les esclaves du travail sont honorés et **rétribués**.

Ce n'est donc pas la poussée des vivants et les migrations qu'elle suscite, qui constituent en cette fin de siècle le vrai danger, mais *l'hypnose productiviste* :

— elle concentre en quelques mains un maximum de **capitaux** qui, loin de répondre aux besoins des pauvres, poussent les nantis à se retrancher dans leurs possessions ;

— elle conduit à sa **ruine** l'environnement planétaire soumis à une exploitation éhontée,

— elle est génératrice d'**exclusion** parce qu'elle mutile en leur ôtant le goût de l'œuvre et la pensée concrète qui les sauveraient, ceux qu'elle sera tôt ou tard forcée de rejeter au nom de la rationalité économique.

Le culte de la pensée libérale, du libre-échange pur et dur, fonde chez les « maîtres du monde » qui se retrouvent chaque année à Davos, « une sorte d'*idéologie de béton* qui les rend à peu près hermétiques à la dimension sociale des problèmes » (R. Coste, *La Croix*, 7 mars 96).

— « Notre société actuelle crée plus de richesses qu'il n'en faut pour **financer une solidarité réelle**. Si, en revanche, nos moyens sociaux s'appauvrissent, c'est uniquement parce que ces richesses échappent de plus en plus au financement des besoins collectifs » (R. Deveaux, *La Croix*, 3 fév. 96).

— « Qu'on soit un individu, une entreprise ou un pays, l'important pour survivre dans ce monde, c'est d'être **plus compétitif** que son voisin », réplique Helmut Maucher, patron de Nestlé (*Le Monde Diplomatique*, mars 96).

— Quant au gouvernement qui ne suivrait pas cette ligne, tonne Hans Tietmeyer, président de la *Bundesbank*, « les marchés le sanctionneraient

immédiatement, car les hommes politiques sont désormais *sous le contrôle des marchés financiers*».

Ne pas inquiéter les marchés en arrive ainsi à tenir lieu de morale politique. Un tel raisonnement conduit, dans tous les choix décisifs, à faire passer l'humain, et le vivant, au second plan. A qui profite le trafic de la cocaïne ?, interrogeait un jour une chaîne de télévision (A2. 16 fév. 94). Réponse :

- à la *CIA* obsédée par son anticommunisme,
- aux Israéliens qui vendent des armes aux narcos,
- et **au système financier international** dopé par les sommes fabuleuses injectées après blanchiment...

Telle est la contradiction interne du développement confondu avec la croissance qu'il doit pour renforcer les structures économiques (usines, réseaux, système bancaire), **faire prévaloir l'abstraction** meurtrière des logiques financières sur la pensée concrète créatrice de culture et d'activités à l'échelle humaine. Aussi logique soit-il sur le plan de la «ratio», ce retournement du «bon sens» conduit à écarteler, dépouiller, chasser les hommes de leurs activités traditionnelles, à rompre les équilibres naturels, et à leur substituer l'accélération profitable de la boule de neige qui grossit sans cesse dans sa fuite en avant jusqu'au déclenchement de l'avalanche qui emporte tout.

DEUXIÈME CONSTAT :

LES TECHNOLOGIES ÉCRASENT LE VIVANT

La croissance logique des profits sans référence au vivant impose des structures de production où «la ressource humaine» n'a plus d'autre justification que de combler les vides du monde industriel au même titre que les matières premières. Quand une grande entreprise «dégraisse» ses effectifs, sa valeur en bourse monte en flèche, suivie par le salaire du directeur...

Dans une civilisation qui porte le marché en son cœur, **l'humanisme n'est plus qu'un enjoliveur**. Et il ne reste à ceux qui quotidiennement réinventent la culture, dans leurs champs, leurs demeures, leurs ateliers, qu'à se soumettre aux impératifs du grand tourisme qui vient par autocars entiers, consommer comme un entremets, leur joie de vivre. Le prix à payer n'est pas mince : c'est **la perte du sens du concret**, la virtualisation du réel érigée en règle. Le monde et les gens simples qui le peuplent ne sont plus qu'un jouet pour les caméscopes des nantis.

A l'Exposition Universelle de 1933, à Chicago, «l'engouement pour les merveilles de la technologie avait atteint un tel sommet que l'un des slogans était : «La science trouve, l'industrie applique, **l'homme s'adapte**» (*La Recherche*, mars 96). On commence aujourd'hui à comprendre ce qu'il en coûte, et que l'«adaptation» de l'homme s'ouvre

sur le chômage et se referme sur les chambres à gaz d'Auschwitz. Les «nouvelles et excitantes avancées technologiques» annoncées pour le XXI^e siècle sont déjà entre les mains de l'industrie qui «applique», sans états d'âme.

Faut-il alors se contenter du nouveau slogan proposé par l'auteur de l'article, Donald A. Norman, vice-président des Technologies avancées pour *Apple Computer Inc.* : «L'homme propose, la Science étudie, la technologie s'adapte?» Ou chercher à comprendre pourquoi l'« **Avis de gros temps sur la planète** » que lance Jean-Paul Besset, n'est pas près d'être rapporté?

Selon l'Organisation des Nations unies, écrit-il, «la fréquence des désastres significatifs... a été multipliée par quatre au cours des trente dernières années». Depuis vingt ans, les *catastrophes naturelles* (cyclones, sécheresses, inondations, avalanches, incendies de forêts, etc.) ont affecté **un milliard d'individus** qui se sont retrouvés sans abri, avec un rythme moyen d'augmentation de 6 % par an (trois fois plus élevé que celui de la croissance démographique) (*Le Monde*, 7 oct. 95).

Il faudrait être aveugle pour ne pas voir le lien entre nombre de ces catastrophes et une expansion industrielle inconsidérée. L'industrie mondiale produit chaque année 2,1 milliards de tonnes de déchets solides et 338 millions de tonnes de déchets dangereux (dont 275 millions de tonnes pour les seuls États-Unis). On prévoit pour l'an 2000, une accumulation d'un million de mètres cubes de déchets hautement radioactifs... En tenant compte d'un doublement du nombre des mégapoles de plus de 10 millions d'habitants, et d'un parc automobile qui dépassera le milliard de véhicules (contre 400 millions aujourd'hui), d'ici à 2020 la consommation mondiale d'énergie devrait s'accroître de moitié (D. Gallois, *Le Monde*, 10 oct. 95). Les rejets et pollutions (et leurs effets sur les climats) augmenteront donc en conséquence.

Pourtant cette consommation n'est le fait que d'une minorité de «nantis». Avec 80 % de la population mondiale, les pays en voie de «développement» ne consomment que 18 % de l'énergie commerciale de la planète, les 20 % de nantis plus de 80 %. Un Indien consomme 300 litres par an d'équivalent pétrole, un Américain 7 600 litres, 25 fois plus... Et il ne s'agit que de moyennes.

Ne doit-on pas comprendre que la *logique abstraite*, dans ses efforts persévérants pour supplanter le sens commun, a rencontré ses limites, et qu'il est totalement absurde de continuer à chercher des solutions *techniques* à des «difficultés» procédant d'un usage abusif de la technique elle-même?



Les agressions contre la planète affectent l'atmosphère, l'eau, la forêt, les océans, et les sols fertiles. Examinons ces différents points (source : revue *Croissance* N° 9 et 10, 1992 et 1993).

L'ATMOSPHÈRE. Les principales sources de pollution sont la production d'énergie à partir des combustibles fossiles (charbon, pétrole, gaz), les gaz d'échappement des véhicules à moteur, les activités industrielles et, dans une moindre mesure, l'agriculture de rendement. En 1990, les activités humaines en Amérique du Nord, Europe, ex-URSS, et Australie, ont rejeté dans l'atmosphère 68 millions de tonnes d'oxyde d'azote, 99 millions de tonnes d'oxyde de soufre, 119 millions de tonnes d'oxyde de carbone. Plus de deux milliards de personnes respirent un air pollué. En outre, la pollution atmosphérique n'est sans doute pas sans effets sur l'appauvrissement de la couche d'ozone stratosphérique filtrant les rayons ultra-violet, et sur le réchauffement de la planète par effet de serre...

L'EAU. La consommation est en forte augmentation : 4 130 kilomètres cubes en 1990, 5190 km³ prévus pour l'an 2000, sur des disponibilités annuelles évaluées entre 9000 et 14000 km³. Un Nord-Américain dépense 70 fois plus d'eau qu'un Ghanéen. L'utilisation d'eaux polluées tue des millions d'individus. La mauvaise gestion, le gaspillage, la pollution des nappes phréatiques par les pesticides, les fertilisants, les rejets toxiques, le stockage de produits dangereux, ajoutent leurs risques à ceux résultant de l'accroissement démographique, de la sécheresse et de la déforestation.

LA FORET. Les régions tropicales perdent 17 millions d'hectares de forêts par an (1 %), à cause de la *spéculation* qui, combinée avec la pression démographique, pousse au défrichement pour l'élevage et l'agriculture, et *des exigences du court terme* : l'abattage de bois pour l'exportation, les besoins mondiaux de pâte à papier, constituent une source de revenus importants pour des États soumis aux pressions de leurs créanciers...

Dans certains pays du Sud, la recherche de bois de feu (principal combustible pour plus de 2 milliards de personnes) et la fabrication de charbon de bois aggravent des situations fragiles. Au Nord, les incendies et la pollution atmosphérique (pluies acides) ont endommagé 35 % des forêts européennes.

Il ne subsiste aujourd'hui des zones forestières d'il y a six mille ans, que 60 à 90 % dans les meilleurs des cas (Grand Nord, Amazonie, Congo, Insulinde), 20 à 30 % dans les pires (Amérique du Nord, Europe, Inde, Chine, Australie, Sahel).

Les conséquences de ce gâchis sont incalculables :

- l'extinction d'un nombre croissant d'espèces végétales et animales,
- l'appauvrissement de la diversité génétique (elle pourrait être réduite d'un quart, de façon irréversible, au cours des vingt à trente prochaines années),

- l'érosion des sols suivie d'inondations catastrophiques (Inde, Bangladesh),

- des anomalies climatiques par dérégulation du cycle de l'eau et du gaz carbonique,

— la destruction des communautés tribales vivant en milieu forestier, contraintes d'émigrer vers les métropoles.

L'OCÉAN. Les océans couvrent les deux tiers du globe et contiennent 97 % des eaux de la planète. Ils constituent un facteur déterminant dans les changements climatiques. Si la haute mer échappe en grande partie aux effets des activités humaines, les zones côtières comme les mers fermées ou demi-fermées se détériorent :

— pollution par les eaux usées, les effluents industriels et agricoles, les métaux lourds, les apports atmosphériques, les déchets et les hydrocarbures (3 millions de tonnes déversées en vingt ans par mille accidents) ;

— surexploitation des ressources : 91 millions de tonnes de poisson pêchées en 1989 (la FAO a fixé la limite à 100 millions de tonnes) ;

— détérioration des marais salins, des forêts de mangroves, des récifs coralliens, tous écosystèmes sensibles...

LES SOLS. L'agriculture est entrée dans une phase de concurrence internationale extrême. Les cultures de rapport supplantent les activités de subsistance : les cultivateurs les plus pauvres sont ainsi poussés vers des terres toujours plus fragiles, à faibles rendements. Touchés par l'érosion, les sols fertiles se dégradent à un rythme alarmant sur tous les continents (123 millions d'hectares dégradés, en 1988, sur 4687 millions d'hectares de terres agricoles, terres arables, pâturages permanents et parcours).

Avec pour conséquences, la détérioration de l'environnement, le creusement des déficits alimentaires, et une émigration accrue des paysans vers les périphéries urbaines...

Si les relations entre l'homme et la machine ne sont pas idéales, la faute n'en revient évidemment pas à la machine, mais à la place prise dans la conscience des hommes d'Occident par la **rationalité scientifique** qui, ayant inventé des technologies inouïes, n'a pas su S'EN DÉTACHER. L'encombrement des cerveaux ne cessera de se répercuter sur l'organisation du monde dont il perturbe l'harmonie que lorsque la Science aura été **remise à sa place**, qui n'est pas de fournir des objectifs à l'action des hommes, mais de répondre en temps et lieux à l'expression balbutiante de leurs besoins.

La violence adolescente est un des signes de cet **oubli du concret** que la société contemporaine de plus en plus engluée dans le virtuel encourage sans en mesurer les dangers. En France, les mathématiques font figure de science de référence, outrancièrement chargée de légitimer l'ensemble du savoir. Or, affirme Claude Allègre (*La défaite de Platon*), rien n'est plus éloigné du réel que les mathématiques pures : les prendre comme instrument de sélection est le signe d'une « pensée platoniste » conduisant à la « géométrisation des esprits dirigeants », quand il faudrait stimuler leur capacité à **imaginer, à inventer, à s'adapter au réel** d'un monde qui bougera de plus en plus.

Cessons donc de glorifier le Far West et les écoles du crime ; enseignons l'acceptation, le travail manuel, l'élan vers les autres, la prière et la discipline, et nous découragerons la violence sans but. Beaucoup d'adolescents sont en état de souffrance et ne savent plus qu'agresser leurs semblables ou, comme les autistes, s'automutiler. Certains croient « à la vertu thérapeutique des images » (de violence). Billevesées. L'être humain a besoin de **modèles** et ceux de la violence ne conduisent qu'à la violence (ou dans des cas très rares, à la sainteté).

TROISIÈME CONSTAT :

L'HÉGÉMONIE CULTURELLE DES CLASSES MOYENNES

PARALYSE LA PENSÉE CONCRÈTE DES PEUPLES

« Seule l'Amérique (entendez : les États-Unis d'Amérique du Nord) peut mener le monde. »

Telle est la conviction assénée à ses auditoires par le nouveau speaker de la Chambre des représentants, chef de la majorité républicaine, Newt Gingrich. Bien sûr, poursuit-il, « le modèle américain doit prouver sa permanence en se confrontant aux quatre grands **défis** de notre époque : la révolution de l'information... l'apparition d'un marché mondial... la crise d'autorité et de confiance du gouvernement... le déclin de l'État-providence qui... doit être remplacé, non réformé » (*Le Monde*, 2 mars 95).

Ce programme est celui d'une *logique abstraite* fondée sur les options d'une classe moyenne entreprenante insoucieuse des communautés défavorisées qui l'entourent. L'abstraction est d'ailleurs tout entière dans cette exclusion, ce *retrait* sur des intérêts immédiats, cette réduction du Corps social à la société des voisins après expulsion des indésirables.

Ces défis sont à comparer à ceux qu'énonce la *Plate-forme pour un monde responsable et solidaire* :

— le déséquilibre Nord-Sud,

— le déséquilibre riches-pauvres,

— le déséquilibre entre l'homme producteur et la nature polluée. La *Plate-forme* s'inspire d'une pensée concrète qui regarde le monde tel qu'il est. M. Gingrich regarde du coin de l'œil la classe moyenne des États-Unis.

Mais le reste du monde est-il disposé à se laisser dominer ainsi par **une culture de masse moyenne** qui s'efforce de gommer la tension créatrice, constitutive de toute pensée concrète, entre culture du peuple et culture de l'élite, pour gérer sans complexe, mais avec beaucoup de savoir-faire et de métier, des superproductions scintillantes qui éclipsent la vraie culture comme le strass efface l'or ?

Les agressions contre les pauvres se multiplient :

LES PEUPLES ABORIGÈNES (300 millions de personnes dans 70 pays sur 5 continents) sont les descendants des plus anciens occupants du sol. Ils représentent l'héritage culturel de la société pré-industrielle. Touaregs, Dinka, Masaï, Cherokees, Navajos, Seminoles, Mayas, Quechuas, Mapuches, Aïnous, Ouïgours, Veddas, Maoris, Papous, Inuits, la liste est longue des « vrais hommes » (ils se nomment souvent ainsi) qui font dans bien des cas l'objet d'une haine ouverte et de tentatives de génocide. Ils souffrent des maladies et des vices introduits par les Blancs ; ils sont expulsés, prolétarisés, clochardisés, dès qu'ils semblent gêner l'expansion « moderne » ; ils sont parfois conduits au suicide comme ultime expression de l'affirmation de soi...

LES POPULATIONS RURALES (près de 3 milliards de personnes, la moitié de l'humanité) témoignent pour la plupart de la permanence de modes de vie restés à l'écart de la production industrielle. Victimes directes des agressions contre l'environnement, elles sont défavorisées dans presque tous les domaines : en 1991, les revenus du milliard d'humains les plus démunis ne représentaient que la 150^e partie des revenus du milliard des plus riches ; leur espérance de vie (38 ans) était inférieure de moitié à celle des seconds (77 ans) ; leurs handicaps étaient du même ordre dans les domaines de l'alimentation, de la santé, de l'instruction. En outre, ces populations ne sont *pas écoutées* par les autorités (policiers, hommes politiques, grands propriétaires), qui les traitent par la violence et le mépris.

LES CITADINS MARGINALISÉS (plusieurs centaines de millions d'individus) sont, au nom des lois du marché, les victimes d'une exploitation de plus en plus atroce, surtout les femmes et les enfants. C'est essentiellement sur les femmes des basses castes et hors castes, que repose le poids de la misère indienne. En 1993, le monde comptait 220 millions d'enfants travailleurs (source : BIT). La prostitution concerne deux millions de filles et garçons. En Amérique latine, les enfants des rues sont en butte aux manœuvres des narco-trafiquants, aux mauvais traitements de la police, à la vindicte des commerçants qui les font assassiner...

LES POPULATIONS DES ZONES A RISQUES se font mutiler par les mines antipersonnel, longtemps après la fin des conflits. Une mine peut rester active plus de quarante ans ; il en existe plus de cent millions disséminées dans le monde : Afghanistan, Angola, Cambodge, Irak, Mozambique, ex-Yougoslavie... L'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Suède, les États-Unis, figurent en bonne place parmi les quelque 35 pays fabricants de mines... Le monde comptait vingt zones de conflit en 1963 ; trente ans plus tard, il en compte 55. En Ouganda, au Libéria, au Mozambique, au Cambodge, on recense 200 000 enfants-soldats, assassins et victimes à la fois, « instrumentalisés » pour

tuer. En 1991, les **droits de l'homme** n'étaient totalement respectés que dans une demi-douzaine de pays européens...

LES MIGRANTS en quête de pain et d'éducation ou fuyant les persécutions, prennent mille risques pour franchir les frontières, sauver leur famille, aider leur communauté. Ils étaient 2 600 000 en 1990 à fuir leur pays vers les nations riches, États-Unis, Canada, Communauté européenne, Australie, Japon, et les flux migratoires ne sont pas près de se tarir. En 1990, la population étrangère représentait 22,7 % de la population totale en Australie, 14,7 % au Canada, 8,2 % en Allemagne, **6,4 %** en France, et 4 % aux États-Unis.

Ces immigrants apportent avec eux **la pensée concrète** dont les pays industrialisés ont besoin pour survivre, puisque le marché a presque étouffé celle des autochtones... Mais qui s'avise de le mettre à leur crédit ?

L'émigration n'est pas, de loin, la seule réponse à l'**étranglement** économique et moral de plus de la moitié de l'humanité par la *pensée abstraite des marchés*. Ce n'est même pas la meilleure issue, mais les autres voies supposent **une remise en question du productivisme** dont les gens avisés ne semblent guère prendre le chemin. Ce ne sont pas en tout cas d'illusoires fermetures de frontières qui enraieront le mouvement, affirme Catherine de Wenden, directeur de recherches au CNRS (*La Vie*, 5 août 1993).

Comme l'explique pertinemment l'historien d'origine hongroise, chercheur au CNRS, Kzysztof Pomian, « *le marché s'attaque à des éléments qui structurent l'identité des peuples* ». Jusqu'à présent, le génie de la construction européenne « résidait dans l'harmonisation des diversités. En concevant l'Europe comme une sorte de grand marché pensé en termes d'économie ultra-libérale, on tient de plus en plus cette diversité pour une *sorte de résidu irrationnel...* » (*La Croix*, 4/5 févr. 96). Ce « résidu irrationnel » n'est autre que **le sens commun** dont, même en Occident, il n'est pas admissible d'être entièrement dépouillé. Mais la volonté d'hégémonie ne s'embarrasse pas de tels détails.

Soulignant l'importance des facteurs culturels dans le monde d'aujourd'hui, le professeur Samuel P. Huntington, loin de s'en féliciter, veut y voir le **germe de conflits futurs** (in « *The clash of civilizations* », article paru en 1994 dans la revue américaine « *Foreign Affairs* », vol. 72, N° 3). Nombre de leaders dans les cultures hindoue, confucianiste, shintoïste, bouddhiste, orthodoxe, assure-t-il, sont déterminés à contrecarrer l'influence occidentale, à préserver les valeurs indigènes, et à « se moderniser sans s'occidentaliser », cherchant à reconstruire leurs sociétés sur des modèles non occidentaux.

N'est-il pas normal que des peuples pauvres et d'anciens colonisés cherchent à se « **ressourcer** » dans leur propre culture sans laquelle le savoir technique perd tout fondement ? Quoi de plus légitime ? Longtemps dévié par l'idéologie marxiste, autre site de la *pensée panoramique* qui

nourrit la mondialisation actuelle, ce réveil de la pensée concrète se manifeste, nous l'avons vu, par une **critique de la modernité** qui, dans l'apaisement de l'écoute intérieure, se double d'une **critique de la tradition**. Prenant enfin le recul nécessaire, les non-Occidentaux redécouvrent leurs propres évidences et se proposent d'aider les Occidentaux à réévaluer les leurs.

Mais le professeur Huntington ne l'entend pas ainsi et ses conclusions sont significatives. Confondant culture et civilisation, il glisse de la distinction réelle des cultures au **choc imaginé des civilisations**, comme si la modernité occidentale était enfermée derrière des murailles et n'avait pas pénétré toutes les cultures en profondeur. Alors que c'est précisément cette pénétration, menaçante pour les autres cultures si elles ne se ressaisissent pas, qui motive leur sursaut en vue non pas d'une lutte contre l'Occident (à moins qu'elle ne leur soit imposée), mais d'une **reprise de souffle**.

Comme l'écrit Thierry Verhelst dans un article dont s'inspirent ces réflexions, «les implications de la pensée de Samuel Huntington au plan géopolitique sont graves». En laissant entrevoir à l'Occident «la voie stérile de la confrontation avec l'Islam d'abord, avec d'autres aires culturelles ensuite», le Professeur Huntington perd de vue **le caractère planétaire** et positif de l'évolution en cours pour plaider en faveur «des priorités politiques et militaires à prendre en compte par l'Occident dans ce monde nouveau et dangereux» : maintien de la puissance militaire occidentale en Asie, opposition à l'expansion de la puissance militaire des États «musulmans et confucianistes», exploitation des conflits entre ceux-ci, et renforcement des institutions qui «légitiment les intérêts occidentaux» (in *Quid Pro Quo* N° 23, nov. 1995, revue du Réseau Sud-Nord, Cultures et Développement, à Bruxelles).

Disons clairement que cette attitude méconnaît gravement les intérêts vivants de l'humanité globale pour épouser ceux de groupes de pression financiers et militaires. Au lieu de «coexister» dans la peur, comme le dit encore Thierry Verhelst, «**apprenons à exister les uns des autres**». Le pluralisme culturel est plus une chance qu'une menace, mais il faut pour cela qu'à l'exemple des Comités de paix dont nous avons vu l'action en Inde, il se double d'un renoncement à l'esprit de représailles.

QUATRIÈME CONSTAT :

L'ESPRIT DE REPRÉSAILLES NOURRIT LE TERRORISME

Dans une société tourmentée comme celle des États-Unis, par la violence et l'argent, *la peine capitale*, vengeance suprême, s'est réinstallée en force. En ce début de 1996, 3406 condamnés attendent leur exécution dans les «couloirs de la mort» (death rows). En outre, les peines ont été renforcées pour des délits considérés autrefois comme mineurs (notam-

ment la possession de drogue), la marge de manœuvre des juges «trop cléments» a été réduite, et dans différents États, les lois traitent désormais les crimes de mineurs au même rang que les crimes d'adultes. Il semble que sous la pression de nombreux «lobbies» (comme le syndicat des gardiens de prison), l'idéologie anticrime ait remplacé l'anticommunisme comme exutoire à la soif de représailles des «braves gens».

Perpétuant les méfaits de la pensée abstraite qui, en rendant les relations toujours plus impersonnelles, crée les conditions du crime dont elle sanctionne durement l'exécution, les gouvernements placés devant des situations inacceptables, ne songent qu'à durcir les peines et les lois. Leur absence de sagesse n'a d'égale que celle de l'opinion qui accepte n'importe quoi dans le cadre des poncifs régnants. Or le «remède principal» à la violence n'est pas le «développement économique», c'est **la restauration de l'ordre intérieur**, c'est-à-dire le développement humain. Faites d'abord la paix en vous-mêmes, explique Ms Yasmin Sheikh aux autorités municipales et à la police, et peu à peu **la paix se rétablira**.

Mais si vous prétendez vouloir la paix en maintenant toutes les conditions de la violence, ne gémissiez pas sur la ruine qui surviendra un jour. Les idéologues de la marchandise ne sauront jamais donner un sens à la paix, car la paix ne va pas sans espérance et la consommation ne suffit pas à la susciter. Toutes les valeurs de ce temps, le «professionnalisme», la «compétitivité», la capacité de «riposte», ne peuvent conduire qu'au renforcement d'« inégalités irréversibles entre les êtres humains » (R. Petrella, *Monde Diplomatique*, oct. 95).

C'est ici qu'il faut bien voir comment l'approche indienne de la paix s'oppose à l'esprit de représailles des Américains, des Israéliens et des Russes, pour ne citer que les plus exposés. Le grand défi de notre temps, me disait Siddharta à Bangalore, est bien de progresser le plus vite possible dans **la résolution des antagonismes culturels**. Nés de l'initiative de simples citoyens, les Comités de paix indiens cherchent à réduire les tensions en allant au devant des gens, en supportant même leurs injures, en présentant toujours face aux trublions potentiels, le front uni des représentants de confessions opposées.

La dissidence et la résistance qui s'organisent ne visent au fond qu'à rétablir **la suprématie du pouvoir des gens** (qui fonde la démocratie) sur le pouvoir de l'État-nation qui lui a donné sa forme temporaire. Remettre au service des peuples les valeurs de la modernité, l'État, le Progrès, la Rationalité scientifique, est la grande tâche qui attend les hommes du XXI^e siècle. Les Européens n'y parviendront, en ce qui les concerne, qu'en ravivant en eux la pensée concrète demeurée vivace en Asie, et qui était la fleur de leur Moyen Age.

Une organisation communautaire populaire est parfaitement capable de **dépasser le désordre sans exercer de représailles**, changeant ainsi l'ordre des choses. Encore faut-il que les autorités la soutiennent et cessent

elles-mêmes de rendre coup pour coup. La modernité sur ce point devra probablement repenser ses modèles, ceux surtout qui popularisent des comportements bibliques historiquement datés. Quel que soit le prétexte, le comportement violent de colons s'emparant des terres d'autrui est aussi répréhensible en Palestine qu'au Brésil ou en Caroline du Nord.

Si la pensée abstraite commandant la logique des représailles n'est pas résolument répudiée, **la violence éclatera partout**. Ce n'est pas de gaieté de cœur que des opprimés prennent les armes et tuent après avoir longtemps souffert exactions et humiliations, ni du jour au lendemain qu'un jeune de vingt ans choisit de mourir en se vengeant sur des innocents.

C'est par l'effet d'une terrible perversion du sens de l'humain dont on ne viendra jamais à bout en condamnant le terrorisme des uns sans punir sévèrement celui des autres. La **règle d'or** en la matière est pourtant bien connue : quand le Corps social se rebelle, il faut sanctionner en premier lieu ceux qui appellent à la répression. Alors la pacification véritable peut commencer à faire son chemin dans les cœurs.

La véritable menace pour l'Occident ne vient nullement du terrorisme qui fait moins de victimes que l'automobile, mais de la **pseudo-rationnalité marchande** qui ignore la force des symboles et «risque de produire des réactions nationalistes et des mouvements centrifuges». Dans les années à venir, il existera en effet un risque de voir les mastodontes de l'Asie se rapprocher en dépit de leurs fortes divergences culturelles et politiques, pour **résister aux pressions extérieures** qui méconnaissent leur réalité.

La Chine, l'Inde et la Russie, qui représentent à elles seules 40 % de la population mondiale (2300 millions sur 5700), voyant se détériorer leurs relations avec le gouvernement des États-Unis, peuvent être tentées de renforcer leurs liens dans la direction d'une **triple entente**. Les relations sino-russes sont en plein essor ; les liens de la Russie avec l'Inde restent forts en dépit de vicissitudes récentes ; et l'Inde en dépit de son contentieux avec la Chine, est maintenant son premier partenaire commercial en Asie du Sud-Est (Hiranmay Karlekar, *Indian Express*, 28 déc. 95).

Il n'est pas impossible, reconnaît C. Raja Mohan, que les grandes puissances d'Asie (Japon, Chine et Inde) en viennent à considérer qu'il est moins dangereux pour elles de se doter de l'arme nucléaire ou de moderniser l'arsenal existant, que de continuer à dépendre d'un ordre nucléaire **dominé par les États-Unis** (*The Hindu*, 2 janv.96). On sent bien les risques d'une telle évolution que des mesures de représailles économiques ou militaires ne pourraient qu'accélérer.

CINQUIÈME CONSTAT :

LES INDES DE L'EST ET DE L'OUEST

ENTRETIENNENT LA DANSE DE LA VIE

Quel sens donner à l'invention du futur ?

1. Contre la politique des représailles soufflées par la rationalité marchande, **recenser les efforts de paix**, les encourager où qu'ils apparaissent, chez soi ou chez « l'ennemi ».

2. Cesser de mépriser celui qu'on désigne comme « l'ennemi », de croire que l'on a toujours raison et l'autre tort.

3. Aller jusqu'à mettre la paix à long terme au dessus de la sécurité immédiate, au lieu de toujours attendre que l'adversaire fasse le premier pas.

4. Au lieu de les rejeter ou de les assister, **aider les pauvres à produire** le sens qu'ils portent en eux.

5. Se mettre à l'écoute de leur perception spontanée du temps, de la santé, de la justice, à travers le partage d'expériences vécues, pour que de façon positive se constitue leur identité, loin des entraînements de commande, idéologiques ou sectaires.

6. Pour développer la pensée concrète et combattre l'uniformisation culturelle, **multiplier les rencontres** entre paysans, pêcheurs, artisans, ouvriers, étudiants, sans leur assigner des objectifs trop précis comme l'échange de techniques.

7. Faire grandir peu à peu une autre vision du monde que celle du marché, une vision un peu folle, dansée, considérant le passé sans le refouler comme une chose morte, ni l'idéaliser, en le prenant simplement en compte comme un élément ordonnateur du présent.

La *Plate-forme pour un monde responsable et solidaire* n'est pas une charte, ni un concordat, ni un projet de constitution pour une république mondiale, c'est une **plate-forme où danser**.

Les mouvements populaires, les organisations villageoises et de quartiers, les associations de dalits ou de pêcheurs, concluront entre eux une Alliance qui ne sera pas fondée sur un texte écrit, mais sur **une danse créatrice** comme celle de Civa Nataraja sur les *sikhara* de Bhubaneswar.

La danse de la vie créatrice **d'un espace commun** rouvre l'impasse où s'est enfermé l'Occident. Elle s'oppose sans complexe à l'*universel abstrait* qui revient, explique Edgar Morin, à « croire que l'on va réaliser la fraternité humaine en niant ce qui, à première vue, s'y oppose, c'est-à-dire les différences religieuses, les différences ethniques, les coutumes ; (à) croire qu'il faut faire fi de toutes ces différences, qu'il faut les regarder comme des obstacles à balayer... »

Elle sauvegarde en revanche, «l'idée d'un **universalisme concret et singulier**; la terre, en effet, est singulière, l'humanité est singulière. J'aime tout particulièrement l'expression Terre-Patrie parce que j'y retrouve l'idée de maternité («terre-mère») et de paternité (c'est-à-dire d'une autorité justifiable pour tous); il y a dans ce terme l'idée d'une communauté d'origine, d'une communauté de destin et d'une communauté de perdition» (propos d'Edgar Morin recueillis par Antoine Spire, *Croissance*, mars 1995).

«Par la danse, affirme Dominique Dupuy, danseur et chorégraphe, **l'homme renoue les liens qui l'unissent au monde...** Le danseur découvre l'espace dans un transport qui n'est pas loin du transport de l'âme... Perpétuel faiseur de lui-même, ivre de perfection, le danseur danse à corps perdu... Il y a du chaman dans le maître de danse... »

«Le danseur résume et concentre en lui tous les mouvements des règnes végétal et animal. Il est un arbre dont les racines se déplacent; il est poisson; il est oiseau. Grand arbre mobile, grand oiseau terrestre, il opère une double traversée, horizontale et verticale, de l'espace, comme une grande croix en mouvement... »

«Danser, c'est empêcher que la règle ne se sclérose, ne se rigidifie dans l'immobilité mortelle du consensus, c'est-à-dire retrouver l'essence de la démocratie : le divers, l'inachevé, le libre mouvement... »

La danse, rappelle Maurice Béjart, perpétue l'union des contraires perdue de vue par l'Occident : le Zen «**part du vide comme un bienfait**. Vider l'œuf du monde de toutes ses scories, pour le remplir de la transparence de la lumière et de l'air — voilà des notions qui habitent le chorégraphe aussi bien que le danseur... Le monde est inséparablement masculin et féminin. L'homme ne peut rien sans la femme et la femme rien sans l'homme... C'est le principe vital de complémentarité entre **le yin et le yang**... »

«L'Asie, c'est trois milliards et demi de femmes et d'hommes formant une mosaïque de peuples, de langues, de savoirs... L'Asie sera **le centre de gravité** du troisième millénaire... » (extraits du *Courrier de l'Unesco*, janvier 1996).

CONCLUSIONS

PISTES POUR UNE STRATÉGIE DE MISE EN MOUVEMENT

L'interdépendance croissante des peuples de la Terre, l'unité profonde de l'humanité et de la planète ne doivent pas servir de prétexte à de nouveaux impérialismes. Réjouissons-nous au contraire de la **diversité** du monde, car la réalité contemplée est **unique**. Pour dépasser le sentiment paralysant d'impuissance face à l'immensité de la tâche, il faut dès maintenant :

1. relativiser la notion de « moteur »,
2. nous imprégner de celle de « processus »,
3. aller aux sources de l'éveil des pauvres.

I. RELATIVISER LA NOTION DE MOTEUR

1. La pensée chinoise classique poursuit l'**union des contraires**. La pensée occidentale depuis les Grecs, leur *opposition*. La pensée chinoise est une **pensée concrète** qui use de concepts abstraits, souvent polymorphes, comme de voies d'accès à la réalité. La pensée occidentale articule des *concepts abstraits* pour qualifier le concret coulé dans des projets comme dans des casses d'imprimeur. Les Occidentaux cherchent à *imposer* leur volonté aux choses, les Chinois « à **épouser leur propension**, à se glisser dans leur cours continu, oscillant et fluide, (par) le discernement du moment propice, l'utilisation « passive » des processus inéluctables dont le déroulement fait le monde ». (Roger-Pol Droit rendant compte de *La propension des choses*, de F. Jullien, *Le Monde*, 14 février 1992).

2. L'approche occidentale est *panoramique* : elle cherche « à adopter par avance une position de surplomb, comme point de vue théorique régissant toute la matière à organiser... La logique chinoise est celle d'un **itinéraire possible**, par enchaînement d'étapes... Elle sinue plutôt à l'horizontale, d'un cas à l'autre, en passant par ponts et embranchements ». En même temps qu'ils s'opposent, **les contraires**, pensent les Chinois, « se contiennent mutuellement » : « au sein du yin, il y a du yang de même qu'au sein du yang il y a du yin... tous deux procèdent constam-

ment de la même unité primordiale et suscitent mutuellement leur actualisation».

A l'inverse, les Occidentaux à la suite d'Aristote (*Métaphysique*), pensent que les contraires « n'ont pas d'action l'un sur l'autre », « ne se transforment pas l'un dans l'autre », et « se détruisent réciproquement », comme la nuit met fin au jour.

3. Cherchant à remonter **en amont** de ce clivage, jusqu'au « point d'entente, préalable à la différence, entre physique grecque et conception chinoise du processus », François Jullien observe que « l'une et l'autre tradition pense le changement **à partir des contraires** ». Est-il possible d'ailleurs, ajoute-t-il, d'« imaginer une pensée du changement, de la transformation, qui se donne un point de départ autre que cette *contrariété* initiale ? »

Entre pensée grecque et pensée chinoise, la différence intervient « lorsque Aristote est conduit à ajouter aux deux principes contraires *un troisième terme* (un substrat-sujet) qui leur serve de support et puisse les recevoir alternativement... Et ce *quelque chose* qui « reste sous » la transformation..., c'est *la matière* ». De telle sorte, affirme Aristote, que « tout ce qui change est quelque chose qui est changé, par quelque chose, en quelque chose. » (*Métaphysique*).

Ainsi le divorce est-il consommé entre les deux pensées : « à partir du moment, souligne François Jullien, où, en l'absence d'une interaction des contraires, on fait intervenir un troisième principe qui serve de support à leur relation, on est conduit à faire intervenir aussi du même coup, *un quatrième élément* en tant que « facteur extérieur » qui serve de *cause efficiente* de la transformation. Voici donc introduite, à la suite du substrat-sujet, la nécessité d'un *moteur*... La matière d'une part ; la forme qui est aussi la fin, de l'autre ; plus le moteur : la théorie des quatre causes, à partir de là, est complète et semble désormais aller de soi. En d'autres termes, l'*épistémê* occidentale est prête. » (François Jullien, *La propension des choses*, pages 224 à 228 ; les passages soulignés le sont par moi).

4. On connaît la suite et l'extraordinaire fortune de ce concept de MOTEUR en Occident. D'abord, de Saint Thomas d'Aquin à l'âge classique, le Dieu vivant des israélites, Présence incarnée en Jésus-Christ pour les chrétiens, est progressivement coulé dans le concept d'un *Premier Moteur*, d'un Grand Architecte de l'Univers qui inspire l'idéologie maçonnique. Puis, au siècle des Lumières, face à cette divinité rétrécie, rationalisée, retaillée à la mesure de l'homme d'Occident, les humbles mécaniques décrites par Diderot et d'Alembert dans La Grande Encyclopédie, s'arrogent la puissance de la vapeur, plus tard celle de l'électricité, du pétrole, et deviennent les *idoles* d'un monde contemporain que l'hypothèse d'un Premier Moteur n'intéresse même plus.

Enfin, le rêve du Surhomme, automoteur, autocréateur, autolégislateur, confondant **la liberté** avec sa *volonté de puissance*, engendre en moins

d'un siècle, deux guerres mondiales, des génocides inouïs, et les trois déséquilibres majeurs dont souffre le monde actuel :

- entre le Nord et le Sud de la planète,
- entre les riches et les pauvres au sein de chaque société,
- entre les hommes et la nature surexploitée, souillée, spoliée.

5. Goethe, informé de la mécanique céleste décrite par Newton, s'exclama, dit-on : « maintenant que vous avez trouvé ça, il vous faudra des siècles pour vous en sortir ! » Cette phrase marque sa prescience de la prodigieuse régression qu'allait entraîner ce changement de perspective, parallèlement aux immenses progrès de la science et de la technique.

Vidée de toute transcendance, l'idée de progrès est un piège qui se referme dans le brouillard des camps d'extermination.

A l'opposé, la voie chinoise traditionnelle est demeurée cantonnée dans l'**immanence**. Étrangère à l'idée de moteur comme de matière, indifférente au concept d'un Dieu Créateur, en deçà du matérialisme comme de l'idéalisme, elle a prôné dans tous les domaines (stratégie, politique, calligraphie, danse, peinture, histoire, arts martiaux, érotisme, etc.), la vertu du « **che** » ou « **chi** », de la **tension créatrice** procédant de l'union des deux principes opposés du *yang* et du *yin*, du Ciel et de la Terre, dont le dynamisme profite à qui sait en accompagner l'alternance, la respiration...

On ne peut ambitionner de « réguler » ou de « rééquilibrer la planète » sans prendre d'abord ce fait en considération que la voie choisie par l'Occident dès ses origines pour penser le changement, n'est que *l'une des voies possibles* et non pas la seule voie concevable.

II. RETROUVER LE SAVOIR DE LA VIE

1. La clef des difficultés actuelles n'est donc pas, comme le voudraient certains, dans l'infidélité de l'homme moderne aux valeurs des Lumières, mais plutôt dans le fait que, bien en amont, au IV^e siècle avant Jésus-Christ, « l'élaboration des représentations grecques, dont la pensée aristotélicienne marque un aboutissement, paraît, par différence avec la Chine, avoir servi d'*articulation de base* à l'entreprise de connaissance à laquelle s'est voué l'Occident » (« même, précise F. Jullien, si c'est à la rupture avec les théories d'Aristote que la science occidentale a dû, surtout à partir de la Renaissance, de se développer »).

En inventant un substrat-sujet, la matière, en posant pour principe qu'« *il n'est pas d'être dont nous voyons que la substance soit constituée par les contraires* », Aristote a ouvert toutes grandes les portes de l'avenir à l'*homo æconomicus* aujourd'hui régnant dont l'unique motivation serait le profit individuel, et au *spécialiste* qui se limite délibérément à la réalité tronquée définie par sa discipline.

2. En Occident, après Aristote, la voie de l'union des contraires s'est refermée. En dépit d'Héraclite qui enseignait au VI^e siècle avt J.-C. :

«l'Un naît de toutes choses, et toutes choses naissent de l'Un», et qui soutenait que le réel est complexe tandis que la pensée est simple (et donc impropre à saisir le réel dans sa complexité).

Pourtant, comme l'explique le philosophe chinois moderne Yi-zhuang Chen, «les propriétés de l'être, contradictoires et incompatibles selon les catégories de la pensée humaine, peuvent être solidaires et simultanées dans le réel. Si l'homme n'avait pas conscience de ce fait, le fond de la réalité lui échapperait totalement» (*Le Courrier de l'Unesco*, février 1996).

Mais n'est-ce pas ce qui est arrivé à l'Occident ? Cette pensée du réel (et de ses processus) qui fait le **savoir de la vie** a été dès le XIII^e siècle, considérée comme la pensée des simples, des ignorants, sujette à l'erreur et dédaignée par les doctes. Son développement dans la pensée savante a été constamment entravé par «le lien qu'entretient le système de la causalité avec ce «préjugé» de la substance», ce substrat-sujet dont nous avons parlé. «Car, poursuit François Jullien, dès lors que la physique se fait «substantialiste», *l'ordre statique est insuffisant à expliquer l'ordre dynamique*, et c'est pourquoi il y faut un moteur...» (*La propension des choses*, p. 228).

3. Ainsi coincée dans sa rationalité productiviste par le mépris de la pensée concrète qui spontanément unit les contraires, la pensée occidentale offre depuis la Renaissance **une singularité** aux effets terrifiants tenant à son «projet de refaire ou de refondre l'homme», comme l'écrit Jean-Luc Nancy, professeur de philosophie à Strasbourg.

«L'Occident aura été la culture de la production de soi : c'est-à-dire du sujet... dont tout le rôle est de s'autoproduire.» Et «ce qu'on appelle le *capitalisme* n'est peut-être que l'infini de la production se prenant soi-même pour fin», dans la poursuite incessante du nouveau au détriment du durable, en excluant perpétuellement ceux qui se mettent en travers de son chemin...

Il ne s'agit pas pour autant de se convertir à la «philosophie» chinoise, mais plutôt de cesser de considérer la pensée grecque comme la source unique de toute pensée digne de respect. Le seul fait pour un Occidental de se départir de sa morgue intellectuelle sans tomber par dépit dans une attitude suicidaire, nihiliste, peut être le déclic qui libère chez les autres peuples, le désir et la capacité de s'exprimer. Chacun peut en faire l'expérience en adressant, par exemple, la parole à un travailleur immigré. Car la conjonction de ces deux approches se retrouve sous des jours divers dans la plupart des **cultures non occidentales**.

4. Ce sera donc en partant de **la vie quotidienne** des «sous-développés» (comme on appelle dans les pays «avancés» les peuples dont le potentiel de développement autochtone a été le moins entamé par l'influence occidentale), que nous aurons le plus de chances de retrouver ce «savoir de la vie», pratique et subjectif, que le philosophe Michel

Henry oppose au savoir de la technique, scientifique et objectif par définition (*La Barbarie*).

Tel est aujourd'hui le devoir de l'Occident : **discerner** comment réparer les dégâts d'une *pensée abstraite* fondée sur la causalité externe (et l'oubli de la « disposition naturelle par laquelle les contraires sont en interaction l'un avec l'autre », F. Jullien), et **se soucier** d'en partager les fruits. Car « toute culture est une culture de la vie » (Michel Henry).

La clef de l'intelligence du siècle à venir doit être cherchée dans **la résurgence et la transfiguration de ce qui, depuis des siècles, était méprisé et enfoui** : pensée des pauvres, des illettrés, des paysans, pensées traditionnelles, orientales, chinoises, africaines, qui, sans dédaigner l'usage du concept, se situent pourtant sur un autre plan, celui du **positionnement dynamique des acteurs** face à leurs problèmes, en tenant compte de toutes les interactions, de tous les processus de régulation à l'œuvre.

5. Cette pensée concrète qui se cherche en tâtonnant dans d'innombrables petits groupes, n'est nullement la manifestation d'un anti-intellectualisme, voire d'un « populisme », plus ou moins sulfureux. C'est la voie naturelle d'un gigantesque effort pour **affiner des concepts** mieux adaptés aux réalités de notre temps sans trop sacrifier aux mimétismes que la « mondialisation » de l'économie voudrait nous imposer.

« Nous vivons dans un monde, écrivait Saul Alinsky, où le bien n'existe que si nous le voulons... Nous ne le verrons que lorsque nous y croirons ». Ainsi, aux yeux de la physique moderne, les systèmes dynamiques que nous nommons particules ne semblent faits d'aucune substance matérielle; la notion de force est remplacée par celle de liant, d'interaction; l'univers peut être conçu « comme un **tissu dynamique** d'événements interconnectés », chaque particule contribuant à engendrer d'autres particules qui l'engendrent à leur tour... Comme dans la cosmologie chinoise, « chaque phénomène de l'univers est relié à tous les autres et aucun n'est fondamental » (Fritjof Capra).

Tout semble indiquer, comme le souligne la *Plate-forme*, que « l'humanité va devoir entreprendre dans les années à venir une révolution spirituelle, morale, intellectuelle et institutionnelle de très grande ampleur ». Il convient donc dans l'immédiat, et dès aujourd'hui, de relever à travers le monde **tous les signes d'une volonté de réforme**, de les encourager et de les relier entre eux pour faire d'avancées locales limitées et dispersées, les premiers éléments d'une mise en mouvement à l'échelle de la planète. En gardant toujours en mémoire que la plus humble personne rencontrée témoigne globalement pour l'univers entier.

Comme un hologramme, écrit David Bohm, « le monde réel est structuré avec un tout enveloppé dans chacune de ses parties ».

III. ALLER AUX SOURCES DE L'ÉVEIL DES PAUVRES

1. Dans tout système, les plus faibles et les exclus possèdent, du fait même de leur fragilité, **un pouvoir de manifestation** des orientations profondes de la société qui fait d'eux d'irremplaçables témoins. Le désarroi des sociétés traditionnelles dans le monde d'aujourd'hui est révélateur de la **rupture des équilibres** qui assuraient jusqu'ici la survie et l'épanouissement des hommes. Mais les systèmes intermédiaires qui se développent dans les vastes zones de sous-habitat urbain entourant les métropoles des pays pauvres témoignent aussi spontanément de la volonté de vivre et de la **capacité d'innover** des déshérités. C'est donc là en priorité qu'il faut observer l'émergence de nouveaux modèles et de nouveaux concepts face à l'ordre des choses imposé par des élites locales occidentalisées.

2. La modernité occidentale qui s'est diffusée dans le monde entier repose en fait sur deux piliers : **la libéralisation des échanges** (biens culturels devenus objets d'art et organes humains compris), et **la mythologie scientiste** selon laquelle tout problème aurait sa solution technique nécessaire et suffisante (équilibre spirituel et santé physique compris). En réalité, la recherche scientifique et le marché n'ont de sens que par rapport aux choix et aux finalités des sociétés qui s'y adonnent, et où ils doivent retrouver leur place d'**outils**. Mais l'humanité souffrante, dépassée par son propre mouvement, s'avise aujourd'hui que ses « élites » ont perdu la capacité d'asservir les outils qu'elle détient aux ambitions confuses des peuples qui tentent de se reprendre en mains.

C'est cette reprise en mains assortie d'une **prise de parole** encore hésitante qu'il s'agit de saisir sur le vif dans les micro-initiatives fourmillant en milieux défavorisés. Ce sont les divers modes de cet **éveil** qui doivent être portés par des assemblées régionales et mondiales à la connaissance de l'humanité entière et de ses gouvernants.

3. Comment donc partir des gens ?

Fidèle à une démarche « de fil en aiguille » qui a fait ses preuves, je propose aux *Alliés pour un monde responsable et solidaire*, d'accélérer les processus en cours par l'envoi d'équipes de deux **messagers**, en double commande (un senior et un junior), pour une **reconnaissance in situ** des initiatives locales. Repérés par oui-dire ou à l'occasion d'explorations antérieures, des groupes d'activistes, organisateurs de quartiers, d'associations villageoises, bureaux d'études à vocation sociale, organisations gouvernementales, internationales, ONG, etc., détiennent les clefs encore méconnues de l'*Alliance* en formation.

Cette première phase de RECONNAISSANCE, à réaliser dans un minimum de temps (une à deux semaines par centre urbain, par exemple), a un triple objectif :

— **ouvrir des voies nouvelles** dans la compréhension du climat socio-culturel, par des entretiens avec des correspondants déjà localisés, susceptibles de fournir de nouveaux contacts,

— **diffuser la *Plate-forme*** en reformulant son contenu selon les indications fournies par les entretiens précédents,

— **créer des espaces de dialogue** en participant à la réflexion des groupes rencontrés, en leur suggérant de recueillir des témoignages auprès des réseaux de leur connaissance préoccupés par l'avenir de la planète, etc.

Il est tout à fait concevable qu'à moyen terme, la diversité des groupes locaux reflète plus ou moins fidèlement la diversité de la société, mais au démarrage, la **spontanéité** des initiatives recensées présente plus d'intérêt qu'une représentativité artificielle. Il me semble judicieux d'autre part d'adopter comme « point d'entrée », l'activité économique des milieux visités, en nous attachant à discerner les comportements culturels spécifiques qui, tout en faisant sa part au profit, ne coïncident pas exactement avec le modèle régnant de l'*homo æconomicus*. La santé, l'éducation, le logement, la justice sociale, la condition des femmes et des enfants, sont d'autres entrées possibles.

4. Dans la phase suivante de CONSTRUCTION (1997-1998), ces messagers auront pour tâche de colporter d'un groupe à l'autre les réponses spécifiques inventées localement. Ainsi renvoyées en miroir, elles faciliteront la « cristallisation » d'un **imaginaire collectif** face à la diffusion envahissante de la modernité occidentale. A la fois pour s'opposer à ses effets les plus dévastateurs (par des pétitions, des manifestations, des actions auprès des médias), et pour en récupérer sans complexe les meilleurs outils, techniques et conceptuels.

C'est alors qu'il faudra mener une **approche en profondeur** (chercher au nom de quoi faire des choix de société), succédant à l'approche en extension qui vient d'être décrite. Les messagers observeront et accompagneront sur le terrain le changement progressif des représentations pouvant entraîner sur un plan horizontal (local, national, continental) des innovations en grappes et le *développement de réseaux d'échange d'expériences*, et sur un plan vertical la **mobilisation de ressources mentales** jusqu'alors laissées en friches. Des séances de travail conçues par exemple, selon la méthode des carrefours d'André Lévesque (*CERS*), offriront aux délégués des groupes locaux engagés dans des systèmes intermédiaires (mouvements associatifs, réseaux commerciaux « informels », groupes de pression politiques), la possibilité de clarifier leurs vues et d'**identifier les mutations** à faire déboucher à plus long terme sur des réformes de structures.

5. Dans une troisième phase de REGIONALISATION (1999-2000), les messagers de l'Alliance participeront à des **rencontres continentales** (Afrique, Amérique, Asie, Eurasie, Pacifique, Méditerranée), points de convergence des trois approches envisagées au départ : l'*approche géo-*

culturelle décrite ci-dessus, l'*approche collégiale* par milieux sociaux ou professionnels, et l'*approche sectorielle* par grandes questions : l'eau, l'énergie, les sols, la revitalisation des régions dégradées, et la conversion des industries d'armement.

C'est surtout lors de cette dernière phase que s'affronteront en vue des choix décisifs, **les logiques sociales ascendantes** procédant des niveaux micro-économiques, et **les logiques descendantes**, technocratiques, exprimant les points de vue de la macro-économie.

L'articulation de ces deux logiques (micro-projets locaux et stratégies plus vastes d'aménagement du territoire) est au cœur du débat pour la survie de la planète. Pour que s'affirme la nécessité de réformes, pour que s'engagent de véritables mutations sociales, il faut qu'à la base comme au sommet de la société humaine, s'instaure la pratique de **comparer les approches opposées du micro et du macro-développement**. Il faut qu'entre Nord et Sud, riches et pauvres, hommes et nature, se nouent des liens nouveaux ne relevant plus de l'assistance ni de l'exploitation à sens unique, mais répondant à un besoin de **partage** et d'aide réciproque, en vue de sortir des impasses où le monde est engagé.

A ce stade, lorsque des institutions, des comités porteurs de programmes mobilisateurs, auront pris le relais, le rôle des messagers, des communicateurs de l'Alliance, sera près de s'achever.

La preuve faite, non pas une fois mais cent fois, en cent lieux différents, que la vie quotidienne des gens ne peut être réduite à la vision schématique de l'*homo æconomicus* guidé par le seul profit individuel, mais qu'elle s'inscrit dans **une pluralité de cultures** capables de lui donner un sens, il deviendra possible de repenser les équilibres fondamentaux (biophysiques et géo-politiques) dans d'autres termes que ceux imposés par les évidences raisonnables d'aujourd'hui. Les doléances, les appels au secours restés si longtemps sans réponse, deviendront **des programmes politiques**, continentaux ou mondiaux, offrant aux peuples et à leurs gouvernants des points de repère et des critères de choix.

Dès lors, de nouveaux conflits ne manqueront pas de surgir, mais l'essentiel sera acquis, puisque, pour la première fois dans l'Histoire, une démarche planétaire aura été engagée.

ANNEXE 1

INDEX DES PERSONNES ET AUTEURS CITÉS

(entre parenthèses, le n° du chapitre)

- ABI-AZAR Albert, *SDPI*,
Beyrouth, Liban (II).
- ABOU-DAKKA Mme Nahida, *PUWAC*,
Gaza, Palestine (II).
- AFIF Mme Nabiha, *SDPI*, Beyrouth,
Liban (II).
- ALLEGRE Claude, *La défaite de Platon*,
Paris (IX).
- AMBEDKAR Dr (1898-1956), «Apôtre des intouchables»,
Inde (VIII).
- AMBROSI Dr Jean, *CERH*,
Genève, Suisse (I, II).
*De l'intelligence sauvage : la médiation thérapeutique, FPH, Dossier
pour un débat n° 50*, février 1996, Paris, France.
- AMES COBIAN Rolando, Sénateur, *IDS*,
Lima, Pérou (III).
- ANANDHI S, Dr, *Contending Identities, Dalits and Secular Politics in
Madras Slums*, *ISI*, 1995,
New Delhi, Inde (VIII).
- APFFEL-MARGLIN Frédérique, Anthropologue,
Northampton, États-Unis (III).
- ARAKAL Father, Prêtre catholique,
Allepey, Inde (V).
- ARELLANO Angel, *PRATEC*,
Pérou (III).
- ARIYARATNE Dr A,T, *Sarvodaya*,
Sri Lanka (IV).
- AROCKIAM Father Maria, Prêtre catholique,

- Mel Midalam, Inde (V).
- AUBRY André, Anthropologue, *INAREMAC*,
San Cristobal de las Casas, Mexique (I, II).
- AZCUETA Miguel, Ancien Alcade de Villa El Salvador,
Pérou (III).
- BAMBARÉN Mgr Luis, « Evêque des bidonvilles »,
Lima, Pérou (III).
- BARRETO Dr Adalberto, *Instituto de Estudos da Familia*,
Fortaleza, Brésil (I, II).
L'Indien qui est en moi, Itinéraire d'un psychiatre brésilien, en
collaboration avec J.-P. Boyer, Descartes et C^{ie}, 1996, Paris, France.
- BELAUNDE TERRY Fernando, président du Pérou de 1980 à 1985 (III).
- BELLEC François, article sur Villa El Salvador dans *Croissance*, octobre
1989, Paris, France (III).
- BEZERRA Mme Aida, *SAPE*,
Rio de Janeiro, Brésil (I, II).
- BOLANOS Tomas, psychanalyste,
Bogota, Colombie (II).
- BONNAUD R, Notice *La Chine, l'Europe et la Planète 1400/1500*, dans
l'Atlas Historique publié sous la direction de Pierre Vidal-Naquet,
Hachette, 1987, Paris, France (Préambule).
- BRAUDEL Fernand, *Le Temps du Monde*, Armand Colin, 1979,
Paris (I).
- BUCH Mahesh N, président du *National Center for Human Settlements
and Environment*, Bhopal, Inde (VI).
- BUKIET Mme Suzanne, Librairie internationale *L'Arbre à Livres*,
Paris (I, II).
- BUSHOKI Batabiha, *GEAD*,
Goma, Zaïre (II).
- CALAME Pierre, président de la *FPH*, France, Suisse,
Mission possible, préface d'Edgar Pisani, EDIMA/Lieu Commun,
Paris, 1993 (Préambule, I, II).
- CAMBORDA Jorge, *PRODER*,
Pérou (III).
- CANNAT Noël, Sociologue,
France (Préambule)
Sous les bidons, la ville... L'Harmattan, 1988,
Le pouvoir des exclus, L'Harmattan, 1990,
La force des peuples, L'Harmattan, 1993,
- CAPRA Fritjof, *Le Tao de la Physique*, Sand, 1985,
Paris (Conclusions).

- CHAMBI Nestor, *PRATEC*,
Pérou (III).
- CHANDRAWATHY Mrs M, Divulapitiya,
Sri Lanka (IV).
- COING Henri, professeur à l'Institut d'Urbanisme de Paris Val-de-Marne,
France (I).
- Collectif (travail collectif réalisé par les habitants
de la favela de Rocinha, Brésil),
Varal de lembranças, historias de Rocinha,
Rio de Janeiro, 1982 (I).
- CUTIPA Sabino, *PRATEC*,
Pérou (III).
- DASEN Pierre, professeur à l'Université de Genève,
Suisse (I, II).
- DAYANAND Frère Gaston, *Seva Sangh Samity*, Pilkhana,
Howrah, Inde (I).
Spirales d'espoir ou Les racines des palétuviers, en attente de
publication.
- DEVE GOWDA H.D., Premier Ministre du Karnataka, puis Premier
Ministre de l'Inde en 1996 (V).
- DIAZ Eduardo, *PRATEC*,
Pérou (III).
- DROUIN Pierre, Article dans *Le Monde*, 18 février 92,
Paris, France (Préambule).
- DUBOIS Jacques, *ETTC*,
Addis-Abeba, Éthiopie (II).
- DUCLOS Denis, *Le complexe du loup-garou, La fascination de la
violence dans la culture américaine*, La Découverte,
Paris, 1994 (III).
- ENGELHARD Philippe, *ENDA-Tiers Monde*, Dakar, Sénégal,
L'Homme mondial, Arléa, 1996, Paris.
- ENGINEER Ashgar Ali, Editeur de la revue *Towards Secular India*,
A Journal of CSSS, Bombay, Inde (VII).
- ESCALONA Dr Juan, président de l'Assemblée nationale de Cuba (III).
- FERNANDO Sunimal, Dtr régional de l'*IRED-ASIE*,
Colombo, Sri Lanka (IV).
- FREIRE Paulo, *L'Éducation, pratique de la liberté*, Cerf, 1971,
Paris (VI).
- FUJIMORI Alberto, président du Pérou depuis 1990 (III).
- GALINDA Rolando, Alcade de Villa El Salvador, Pérou, assassiné par le

- Sentier Lumineux* (III).
- GRABSKA Mme Stanislaw, *KIK*, Varsovie,
Pologne (II).
- GRESLOU François, l'un des fondateurs du *PRATEC*, Pérou,
France (III).
- GRILLO FERNANDEZ Eduardo, *PRATEC*,
Pérou (III).
*La cosmovision andina de siempre y la cosmologia occidental
moderna*, *PRATEC*, 1991, Lima.
- GUÉRIVIÈRE Paul de la, sj, *ISI*,
New Delhi, Inde (VIII).
- GUTIERREZ Gustavo, Théologien,
Pérou (III).
- GUTTER Mlle Marie-Anne, *Reshet-Israël Women's Peace Net*,
Israël (II).
- GUZMAN Abimaël, Professeur, Fondateur du *Sentier Lumineux*,
Pérou (III).
- HENRY Michel, *La Barbarie*, Grasset, 1987,
Paris, France (Conclusions).
- HÉRACLITE, *Fragments*, texte établi, traduit, commenté par
Marcel Conche, PUF, 1986 (Conclusions).
- JAYALALITHA Ms, Premier Ministre du Tamil Nadu,
Madras, Inde (VI).
- JULLIEN François, Sinologue (Préambule, Conclusions)
La propension des choses, Pour une histoire de l'efficacité en Chine,
Paris, Le Seuil, 1992.
Figures de l'immanence, Pour une lecture philosophique du Yi king,
Grasset, 1993.
- KANANAİKIL Dr Jose, *Dalit Organisations, A Directory*, *ISI*,
New Delhi, Inde (VIII).
- KANE Cheikh Hamidou, *L'aventure ambiguë*, Julliard, 1961 (Préambule).
- KEPEL Gilles, *La revanche de Dieu, Chrétiens, juifs et musulmans à la
reconquête du monde*, Le Seuil, Paris, 1991 (Préambule).
- KOCHERY Father, Prêtre catholique, Trivandrum,
Inde (V).
- KOTHARI Rajini, Fondateur de la revue *Alternatives*,
Delhi, Inde (VIII).
- KUMARATUNGA Mrs Chandrika Bandaranaike,
présidente du Sri Lanka depuis 1994 (IV).
- LABORDE François, Prêtre de l'Institut du Prado,
Calcutta, Inde (I).

- LAFARGUE Paul, *Le Droit à la Paresse, réfutation du droit au travail de 1848*, parue dans L'Egalité, hebdomadaire, en 1880 (IX).
- LAMAHEWA Deepthi, *IRED*,
Colombo, Sri Lanka (IV).
- LAPIERRE Dominique, *La Cité de la Joie*, R. Laffont, 1985 (I).
- LAWRENCE Father, *Banking with fisherwomen*,
Nagercoil, Inde (V).
- LÉVESQUE André, *Partenaires multiples et Projet commun, Comment réussir l'impossible*, L'Harmattan, 1993.
Paris, France (Conclusions).
- LOPEZ Juana, assassinée par le *Sentier Lumineux*,
El Callao, Pérou (III).
- LOZA Edwin, *PRATEC*,
Pérou (III).
- MACHACA Gualberto, *PRATEC*,
Pérou (III).
- MACHACA Marcela, *PRATEC*,
Pérou (III).
- MACHIAVEL Niccolo, *Le Prince* (II).
- MALLICK Rabial, *CISRS*,
Calcutta, Inde (VII).
Housing for the Urban Poor, Edité par Dhurjati Mukherjee et Rabial Mallick, Calcutta, 1996.
- MAMA N'DIMA Évariste, *APICA*,
Cameroun (I, II).
- MANJUSRI Mandalika, *Ayurveda : Vathas, Pithas, Kaphas*,
Colombo, Sri Lanka (IV).
- MARCOS Sous-Commandant, *AZLN*,
Chiapas, Mexique (VI).
- MARGLIN Stephen A, Département d'Économie,
Université Harvard, États-Unis (IX).
- MARIMAN José, *CEDM-Liwen*,
Temuco, Chili (II).
- MASKREY Andrew, *Villa El Salvador*, Fiche *CIDAP-GRET*,
février 1989, Paris, France (III).
- MASSIAH et TRIBILLON, *Villes en développement*,
La Découverte, 1987, Paris (I).
- MENIKE Mrs Karunawathie, *RUWOFED* et *PRDA*,
Sri Lanka (IV).
- MIRANDA Edwin, *PRATEC*,

- Pérou (III).
- MORIN Edgar, *Le paradigme perdu : la nature humaine*, Le Seuil, 1973, Paris (IX).
- MOURAO Antonio, *Instituto de Estudos da Familia*, Fortaleza, Brésil (I).
- MOYANO Maria Elena, assassinée par le *Sentier Lumineux*, Villa El Salvador, Pérou (III).
- MURICKAN Jose, *Storm on the Seashore, The fishermen's struggle in Kerala, Struggle for Justice series, ISI*, New Delhi, Inde, 1987 (V).
- NANDY Ashis, Dtr du *Centre d'Étude des sociétés en développement (CSDS)*, Delhi, Inde (VIII).
The trial of Vasco de Gama, A Programme of Research, Exchange and Activities oriented to a New, Nonviolent, Transcultural Dialogue in the 21st Century.
- NANJUNDASWAMY Prof, Député, Président de la *KSFA*, Bangalore, Inde (VI).
- NARASIMHA RAO, Ancien Premier Ministre de l'Inde (V).
- NUNEZ Eriberto, *PRATEC*, Pérou (III).
- NYERERE Julius, Président de Tanzanie de 1964 à 1985 (III).
- OUEDRAOGO Bernard Lédéa, *FUGN*, Burkina Faso (II).
Entraide villageoise et développement, Groupements paysans du Burkina Faso, L'Harmattan, 1990, Paris.
- PANDURO Rider, *PRATEC*, Pérou (III).
- PANTIGOSO Alejandro, assassiné par le *Sentier Lumineux*, Villa El Salvador, Pérou (III).
- PARASUVILA Father, Prêtre catholique, Quilon, Inde (V).
- PENA CABRERA Dr Antonio, Professeur de philosophie à l'Université *San Marcos* de Lima, Pérou (III).
- PERREGAUX Christiane, Université de Genève, Suisse (II).
- PHONGPIT Seri, *THIRD*, Thaïlande (II).
Savoirs populaires et développement rural, FPH, Dossier pour un débat n° 43, mars 1995,
- POITEVIN Guy, *CCRSS*, Pune,

- Inde (II).
Inde, les marginaux de l'éternel, Idéologies de la pauvreté et identité culturelle chez des étudiants marginaux en Inde, L'Harmattan, 1984, Paris.
- POULET-MATHIS Albert, sj, *Tien Educational Center*,
 Taïwan (II).
- PRATAP Vijay, Editeur du *Lokayan Bulletin*,
 Delhi, Inde (VIII).
- QUISPÉ Abel, *PRATEC*,
 Pérou (III).
- QUISPÉ Edilberto Ramos, victime de la répression militaire,
 Pérou (III).
- RAIRKAR Hema, *CCRSS*,
 Pune, Inde (II).
- RAJ Dr Antony, sj, auteur d'une étude sur les *dalits*,
 Inde (VIII).
- RENGIFO Grimaldo, *PRATEC*,
 Pérou (III).
- RIOS Rute, *SAPE*, Rio de Janeiro,
 Brésil (I).
- ROBERT Guy, *Radio Clubs du Niger* (III).
- ROELENS Mme Tania, Psychiatre,
 Bogota, Colombie (II).
- ROSNAY Joël de, *L'homme symbiotique, Regards sur le troisième millénaire*, Seuil, 1995,
 Paris, France (IX).
- RUFIN Jean-Christophe, *L'empire et les nouveaux barbares*, J.-C. Lattès,
 1991, Paris, France (Préambule).
- RUIZ Mgr Samuel, Evêque du Chiapas,
 Mexique (VI).
- SANCHEZ Magaly et PEDRAZZINI Yves, *Malandros, Bandas y Ninos de la calle, Cultura de urgencia en la metropoli latinoamericana*,
 Vadell Hermanos Editores, Valencia-Caracas, 1992,
 Venezuela, Suisse (I).
- SEGALA Ligia, *SAPE*,
 Rio de Janeiro, Brésil (I).
- SIDDHARTA, Responsable du Réseau Sud-Nord-Asie,
 Bangalore, Inde (V, VIII.)
Private but Public.
- SIZOO Édith, *Réseau Sud-Nord, Cultures et Développement*,

- Bruxelles, Belgique (II).
- SMITH Preserved, *The social background of the Reformation*, Collier Books, New York, 1967 (VII).
- STANLEY Father, Prêtre catholique, Kurumbanai, Inde (V).
- SUMMERS Lawrence, Vice-président de la *Banque mondiale*, Washington, États-Unis (Préambule).
- THACKERAI Bal, Leader du *Shiv Sena*, organisation d'extrême-droite, Bombay, Inde (VI).
- TRAORE Mamadou Balla, Contribution au *Dossier IFDA n° 80*, 1^{er} trimestre 1991 (Préambule).
- VALLADOLID Julio, *PRATEC*, Pérou (III).
- VERHELST Thierry, *Réseau Sud-Nord, Cultures et Développement*, Bruxelles, Belgique (I, II).
Cultures entre elles : dynamique ou dynamite ? Vivre en paix dans un monde de diversité, Thierry Verhelst et Édith Sizoo, *Réseau Sud Nord/FPH, Dossiers pour un débat 34-1-2*, juillet 1994, Paris, France (I, II).
- VIRILIO Paul, *L'inertie polaire*, Christian Bourgeois Editeur, 1990, Paris (Préambule, I).
- VISVANATHAN Shiv, Comité éditorial de la revue *Alternatives, Social Transformation and Humane Governance, CSDS*, Delhi, Inde (VIII).
- VIVEKANANDAN V, Dtr de la *SIFFS*, Trivandrum, Inde (V).
- WUNENBURGER Jean-Jacques, *La raison contradictoire, Sciences et philosophie modernes : la pensée du complexe*, Albin Michel, 1990, Paris (Conclusions).
- ZORBAS Constantin, *Académie Orthodoxe de Crète*, Grèce (II).

ANNEXE 2

INDEX DES SIGLES

INSTITUTIONS ET ASSOCIATIONS

(entre parenthèses, le n° du chapitre).

Alliance pour un monde responsable et solidaire (Conclusions).

APICA, *Association pour la Promotion des Initiatives Communautaires Africaines*, Cameroun (II).

ASEAN/ANSEA, *Association des Nations du Sud-Est Asiatique*, Djakarta, Indonésie (IV).

Associations :

Alternativa, Pérou (III).

Atus Paria, Pérou (III).

Bartolomé Aripaylla, Pérou (III).

Les Amis de l'Arbre à Livres, France (II).

Solidarité et Développement, Liban (II).

AZLN, *Armée Zapatiste de Libération Nationale*, Chiapas, Mexique (II, IV).

BJP, *Bharatiya Janata Party*, Inde (V, VI, VII, VIII).

BM, *Banque Mondiale*, Washington, États-Unis (IV).

BMC, *Bombay Municipal Corporation*, Inde (VII).

BSP, *Bahujan Samaj Party*, Parti des déshérités, Inde (VIII).

CCRSS, *Center for Cooperative Research in Social Sciences*, Pune, Inde (II).

CEDM-Liwen, *Centro de Estudios y Documentacion Mapuche*, Temuco, Chili (II).

Centro de Capacitacion Campesina, Ayacucho, Pérou (III).

Centro de Comunicacion Popular, Villa El Salvador, Pérou (III).

CERH, *Centre d'Études et de Recherches sur les mécanismes de la relation humaine*, Genève, Suisse (II).

CERS, *Centre d'Études et de Recherches Sociologiques*, Le Vésinet, France (Conclusions).

CSSS/CESS, *Centre for the Study of Society and Secularism*,
Bombay, Inde (VII).

CIDAP-GRET, *Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques*,
Paris, France (III).

CISRS, *Christian Institute for the Study of Religion and Society*,
Eglise Méthodiste, Inde (VII).

CNRS, *Centre National de la Recherche Scientifique*,
Paris, France (VIII).

COMITÉS DE PAIX, *Peace Committees*, Inde (VI, VII).

CSDS, *Centre for the Study of Developing Societies*,
Delhi, Inde (VIII).

CUAVES, *Communauté Urbaine Autogestionnaire de Villa El Salvador*,
Pérou (III).

ENDA, *Environnement et Développement du Tiers-Monde*,
Dakar, Sénégal.

ETTC, *Ethiopian Tourist Trading Corporation*,
Addis-Abeba, Éthiopie (II).

FIPAD, *Fondation Internationale pour un Autre Développement*
(cf. IFDA).

FMI, *Fonds Monétaire International*, États-Unis (IV).

FOVIDA, *Fomento de la Vida*, Lima, Pérou (III).

FPM-VES, *Federación Popular de Mujeres de Villa El Salvador*,
Pérou (III).

FPH, *Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme*,
Paris, France, Lausanne, Suisse.

FUGN, *Fédération des Unions de Groupements Naam*,
Burkina-Faso (I, II).

GEAD, *Groupe d'Études et d'Action pour un Développement bien défini*,
Goma, Zaïre (I, II).

GROUPE DE VÉZELAY, Groupe de réflexion sur les grands problèmes
de notre temps, formé en 1986, avec l'appui de la FPH (Préambule).

IDS, *Instituto de Diálogo y Propuestas*, Lima, Pérou (III).

IEAA, *Institut d'Études Agraires Andines*,
Cajamarca, Pérou (III).

IFDA/FIPAD, *International Foundation for Development
Alternatives/Fondation Internationale pour un autre développement*,
Nyon, Suisse (Préambule).

INAREMAC, *Instituto de Asesoría Antropológica para la región
maya/Institut d'Appui Anthropologique à la région maya*,
San Cristobal de las Casas, Mexique (II, VI).

Institut *Bartolomé de las Casas-Rimac*, Lima, Pérou (III).

IPIC, *Instituto Peruano de Investigación Científica/Institut Péruvien de Recherche Scientifique*, Lima, Pérou (III).

IREC, *Innovations et Réseaux pour le Développement*, Genève, Suisse, Colombo, Sri Lanka (IV).

ISI, *Indian Social Institute*, New Delhi, Inde (V, VIII).

JERUSALEM LINK, *Réseau de Paix entre femmes israéliennes et palestiniennes*, Israël (II).

KSFA, *Association des Fermiers du Karnataka*, Bangalore, Inde (VI).

KIFA, *Kerala Independent Fishermen's Association*, Inde (V).

KIK, *Clubs de l'intelligence catholique*, Varsovie, Pologne (II).

KOMBI NAAM, *Naam des jeunes*, Burkina Faso (I).

LACIM, *Les Amis d'un coin de l'Inde... et du monde*, Croizet-sur-Gand, France (V).

LTTE, *Liberation Tigers of Tamil Eelam/Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul*, Sri Lanka (IV).

MRPL, *Mangalore Petrochemicals and Refineries Ltd*, Inde (V).

NCPM, *National Coordination of Peoples' Movements*, Inde (VI).

OMS, *Organisation Mondiale de la Santé*, Genève, Suisse (III).

ONG, *Organisation non gouvernementale*,

PA, *Alliance Populaire*, Colombo, Sri Lanka (IV).

PMIUPEP, *Programme Intégré du Premier Ministre concernant la Pauvreté Urbaine*, Inde (VII).

PNUD/UNDP, *Programme des Nations unies pour le développement*, New York, États-Unis (III).

PRATEC, *Proyecto Andino de Tecnologías Campesinas*, Lima, Pérou (II, III).

PRDA, *Puttalam Regional Development Association*, Sri Lanka (IV).

PRIA, Inde (VIII).

PRODER, *Promotion et Développement rural*, Huancayo, Pérou (III).

PROUD, *People's Responsible Organization of United Dharavi*, Bombay, Inde (I).

PUWAC, *Palestine Union of Women's Action Committee/Union des Femmes de Palestine*, Bande de Gaza, Palestine (II).

Radio Clubs du Niger (III).

RÉSEAU SUD-NORD, *Cultures et Développement*, Bruxelles, Belgique (II, IX).

RUWOFED, *Rural Women Forum for Economic Development*, Sri Lanka (IV).

La Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH) est une fondation de droit suisse, créée en 1982 et présidée par Pierre Calame. Son action et sa réflexion sont centrées sur les liens entre l'accumulation des savoirs et le progrès de l'humanité dans les domaines suivants : environnement et avenir de la planète ; rencontre des cultures ; sciences, techniques et société ; rapports entre État et Société ; agricultures paysannes ; lutte contre l'exclusion sociale ; construction de la paix. Avec des partenaires d'origines très diverses (associations, administrations, entreprises, chercheurs, journalistes...), la FPH anime un débat sur les conditions de production et de mobilisation des connaissances au service de ceux qui y ont le moins accès. Elle suscite des rencontres et des programmes de travail en commun, un système normalisé d'échange d'informations, soutient des travaux de capitalisation d'expérience et publie ou copublie des ouvrages ou des dossiers.

La librairie FPH est une association constituée selon la loi de 1901, dont l'objectif est d'aider à l'échange et à la diffusion des idées et des expériences de la Fondation et de ses partenaires. Sous la marque des **Éditions Charles Léopold Mayer**, elle édite des dossiers et des documents de travail, et assure leur vente et leur distribution, sur place et par correspondance, ainsi que celle des ouvrages coédités par la Fondation avec des maisons d'édition commerciales.

Vous pouvez vous procurer les ouvrages et les dossiers des Éditions Charles Léopold Mayer, ainsi que les autres publications ou copublications de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH) auprès de :

La librairie FPH
38 rue Saint-Sabin
75011 PARIS (France)
Tél./Fax : 01 48 06 48 86

Sur place : mardi, mercredi, vendredi : 9h-13h et 14h-18h, jeudi : 14h-19h

Par correspondance : d'après commande sur catalogue.

Le catalogue propose environ 300 titres sur les thèmes suivants :

avenir de la planète
lutte contre l'exclusion
innovations et mutations sociales
relations État-société
agricultures paysannes
rencontre des cultures
coopération et développement
construction de la paix
histoires de vie

Pour obtenir le **catalogue** des éditions et coéditions Charles Léopold Mayer, envoyez vos coordonnées à :

La librairie FPH
38 rue Saint-Sabin
75011 PARIS (France)



Veillez me faire parvenir le catalogue des éditions et coéditions Charles Léopold Mayer.

Nom	Prénom
Société	
Adresse	
.....	
Code postal	Ville
Pays	